

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 1412

[C — 97/16178]

24 JUIN 1997. — Arrêté royal relatif aux cotisations obligatoires au Fonds de la santé et de la production des animaux, fixées pour le secteur avicole

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifié par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994 et 20 décembre 1995, notamment l'article 32, § 2; alinéas quatre, six et sept, insérés par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil du Fonds de la santé et de la production des animaux, donné le 2 décembre 1992;

Vu l'accord de la Commission européenne, donné le 22 mai 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 février 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 mars 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Abattoir : chaque établissement où sont abattues des volailles conformément aux dispositions de la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, de volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes;

2° Exploitation : toute construction ou ensemble de constructions, y compris les terrains annexes, qui pris globalement constituent une entité au point de vue épidémiologique, où sont détenues des volailles ou qui y sont destinées, même s'il s'agit de plusieurs unités de production distinctes où les moyens de production sont toutefois utilisés conjointement;

3° Responsable : le propriétaire ou le détenteur qui exerce habituellement une gestion et une surveillance directes sur les volailles, ou, pour les entreprises dans lesquelles il n'y a pas de volailles, le responsable de cette entreprise;

4° Volailles : les poulets, dindes, pintades, canards, oies, cailles, pigeons, faisans, perdrix ainsi que les oiseaux coureurs (ratites), élevés ou détenus en captivité en vue de leur reproduction, pour la production de viande ou d'œufs de consommation, comme volaille d'ornement ou en vue de la fourniture de gibier de repeuplement;

5° Poussins d'un jour : les volailles âgées de moins de 72 heures et non encore nourries, toutefois les canards de Barbarie ou leurs croisements (*cairina moschata*) peuvent être nourris;

6° Œufs de consommation : œufs de volailles, en coquille et aptes à la consommation comme tels ou à l'utilisation par les industries de l'alimentation;

7° Couvoir : établissement dont l'activité consiste en la mise en incubation, l'élosion d'œufs à couver et la fourniture de poussins d'un jour;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN, MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 1412

[C — 97/16178]

24 JUNI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren, vastgesteld voor de sector pluimvee

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de dierengezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994 en 20 december 1995, inzonderheid op artikel 32, § 2; vierde, zesde en zevende lid, ingevoegd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren, gegeven op 2 december 1992;

Gelet op het akkoord van de Europese Commissie, gegeven op 22 mei 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 februari 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 maart 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Slachthuis : elke inrichting waar pluimvee wordt geslacht overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild, en tot wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel;

2° Bedrijf : elk gebouw of complex van gebouwen, erin begrepen de erbij horende terreinen, die samen op epidemiologisch gebied een geheel vormen, waar pluimvee wordt gehouden of die daartoe bestemd is, zelfs al gaat het om verscheidene afzonderlijke productie-eenheden waarvoor evenwel de productiemiddelen gemeenschappelijk gebruikt worden;

3° Verantwoordelijke : de eigenaar of de houder, die gewoonlijk over het pluimvee een onmiddellijk beheer en toezicht uitoefent; of, voor ondernemingen waar geen pluimvee wordt gehouden, de verantwoordelijke van die onderneming;

4° Pluimvee : kippen, kalkoenen, parelhoenders, eenden, ganzen, kwartels, duiven, fazanten, patrijzen en loopvogels (ratites), die in gevangenschap worden opgefokt of gehouden voor de fokkerij, voor de productie van vlees of van consumptie-eieren, als sierpluimvee of om in het wild te worden uitgezet;

5° Eendagskuikens : pluimvee dat nog geen 72 uur oud is en dat nog niet is gevoerd; muskuseenden of kruisingen daarvan (*cairina moschata*) mogen evenwel gevoerd zijn;

6° Consumptie-eieren : eieren van pluimvee, in de schaal en geschikt voor consumptie in ongewijzigde staat of voor het gebruik door de levensmiddelenindustrie;

7° Broederij : bedrijf dat zich toelegt op het inleggen en uitbroeden van broedeieren en het opleveren van eendagskuikens;

8° Exploitation de sélection : établissement dont l'activité consiste à produire des œufs à couver afin d'obtenir des volailles d'élevage;

9° Exploitation de multiplication : établissement dont l'activité consiste à produire des œufs à couver afin d'obtenir des volailles de rente;

10° Exploitation d'élevage :

i) soit un établissement élevant des volailles de reproduction, c'est-à-dire un établissement dont l'activité consiste à éléver des volailles jusqu'au stade de reproduction;

ii) soit un établissement élevant des volailles de rente, c'est-à-dire un établissement dont l'activité consiste à éléver des volailles pondeuses jusqu'au stade de la ponte;

11° Produits d'œufs : les œufs de consommation dépourvus de la coquille, le jaune d'œuf et l'ovalbumine;

12° Service : les Services vétérinaires du Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture;

13° Inspecteur vétérinaire : l'inspecteur vétérinaire de l'Inspection générale des Services vétérinaires du Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture;

14° Le Fonds : le Fonds de la santé et de la production des animaux.

Art. 2. § 1^{er}. Les cotisations obligatoires dans le secteur avicole au Fonds de la santé et de la production des animaux, sont déterminées comme suit :

1° les responsables des abattoirs de volaille agréés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions paient une cotisation annuelle de :

- 5.000 F s'ils abattent moins de 100.000 pièces par an,
- 16.000 F s'ils abattent de 100.000 à 2.000.000 de pièces par an, et
- 30.000 F s'ils abattent plus de 2.000.000 de pièces par an;

2° les responsables des centres d'emballage d'œufs agréés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, paient une cotisation annuelle de :

- 3.000 F s'ils ont une capacité technique de triage de 5.000 œufs à l'heure au maximum,
- 4.500 F s'ils ont une capacité technique de triage de plus de 5.000 jusqu'à 15.000 œufs à l'heure, et
- 7.000 F s'ils ont une capacité technique de triage de plus de 15.000 œufs à l'heure;

3° tous les grossistes en œufs paient une cotisation annuelle de 3.000 F; cependant, ceux dont la transaction hebdomadaire est inférieure à 1.800 œufs, ne paient pas cette cotisation;

4° les bénéficiaires d'une autorisation sanitaire pour la vente de volailles sur les marchés, délivrée par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, paient une cotisation annuelle de 2.500 F;

5° les responsables des établissements de fabrication et de mise dans le commerce des ovoproducts, de produits d'œufs, agréés par l'Inspection générale des denrées alimentaires du Ministre de la Santé publique,

- dont l'installation dispose d'une capacité réelle de pasteurisation de moins de 3 tonnes à l'heure, paient une cotisation annuelle de 5.000 F;

- dont l'installation dispose d'une capacité réelle de pasteurisation de 3 tonnes à l'heure ou plus, paient une cotisation annuelle de 15.000 F;

6° les responsables des couvoirs reconnus par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture paient une cotisation annuelle de 30.000 F pour tous les couvoirs ayant une capacité de 1.000 œufs ou plus, quelle que soit l'espèce de volaille dont des œufs à couver sont mis en incubation;

7° les responsables des exploitations de sélection, des exploitations de multiplication et des exploitations d'élevage reconnues par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, paient une cotisation annuelle de :

- 8.000 F pour une exploitation contenant moins de 5.000 animaux,
- 12.000 F pour une exploitation contenant 5.000 à 9.999 animaux,

8° Pluimveeselectiebedrijf : bedrijf waarvan de activiteit bestaat in de productie van broedeieren bestemd voor de productie van fokpluimvee;

9° Vermeerderingsbedrijf : bedrijf waarvan de activiteit bestaat in de productie van broedeieren bestemd voor de productie van gebruikspluimvee;

10° Opfokbedrijf :

i) ofwel een opfokbedrijf voor fokpluimvee, d.w.z. een inrichting waarvan de activiteit bestaat in het opfokken van fokpluimvee tot het voortplantingsstadium;

ii) ofwel een opfokbedrijf voor gebruikspluimvee, d.w.z. een inrichting waarvan de activiteit bestaat in het opfokken van legdieren tot het legstadium;

11° Eiproducten : consumptie-eieren ontdaan van de schaal, eigeel en ovalbumine;

12° Dienst : de Veterinaire Diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

13° Inspecteur-dierenarts : de inspecteur-dierenarts van de Inspectie-Generaal Veterinaire Diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

14° Het Fonds : het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren.

Art. 2. § 1. De verplichte bijdragen van de sector pluimvee aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren, worden als volgt vastgesteld :

1° de verantwoordelijken van de pluimveeslachthuizen, erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, betalen een jaarlijkse bijdrage van :

- 5.000 F indien ze per jaar minder dan 100.000 stuks slachten,
- 16.000 F indien ze per jaar 100.000 tot en met 2.000.000 stuks slachten, en
- 30.000 F indien ze per jaar meer dan 2.000.000 stuks slachten;

2° de verantwoordelijken van de pakstations in de eiersector, erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort, betalen een jaarlijkse bijdrage van :

- 3.000 F indien ze een technische sorteercapaciteit hebben tot en met 5.000 eieren per uur,
- 4.500 F indien ze een technische sorteercapaciteit hebben van meer dan 5.000 tot en met 15.000 eieren per uur,
- 7.000 F indien ze een technische sorteercapaciteit hebben van meer dan 15.000 eieren per uur;

3° alle groothandelaars in eieren betalen een jaarlijkse bijdrage van 3.000 F; diegenen met een gemiddelde wekelijkse omzet van minder dan 1.800 eieren zijn evenwel vrijgesteld van de bijdrage;

4° de houders van een sanitaire vergunning voor de verkoop van pluimvee op markten, hen afgeleverd door het Ministerie van Middenstand en Landbouw betalen een jaarlijkse bijdrage van 2.500 F;

5° de verantwoordelijken van de eiproductenbedrijven en van de bedrijven die ovaproducten in de handel brengen, erkend door de Algemene Eetwareninspectie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu;

- waarvan de inrichting beschikt over een werkelijke pasteurisatiecapaciteit van minder dan 3 ton per uur, betalen een jaarlijkse bijdrage van 5.000 F;

- waarvan de inrichting beschikt over een werkelijke pasteurisatiecapaciteit van 3 ton per uur of meer, betalen een jaarlijkse bijdrage van 15.000 F;

6° de verantwoordelijken van de door het Ministerie van Middenstand en Landbouw erkende broederijen betalen een jaarlijkse bijdrage 30.000 F voor alle broederijen met capaciteiten van 1.000 of meer eieren, ongeacht de pluimveesoort waarvan broedeieren ingelegd worden;

7° de verantwoordelijken van de door het Ministerie van Middenstand en Landbouw erkende pluimveeselectiebedrijven, vermeerderingsbedrijven en opfokbedrijven voor fokpluimvee betalen een jaarlijkse bijdrage van :

- 8.000 F in geval van een bedrijfsgröote van minder dan 5.000 dieren,

- 12.000 F in geval van een bedrijfsgröote van 5.000 tot en met 9.999 dieren,

<ul style="list-style-type: none"> - 18.000 F pour une exploitation contenant 10.000 à 19.999 animaux, - 27.000 F pour une exploitation contenant 20.000 animaux ou plus; <p>8° les détenteurs d'un agrément pour la fabrication d'aliments composés délivré par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture paient une cotisation annuelle de 3.000 F; cependant, les détenteurs d'un agrément d'importation dont la seule activité professionnelle est l'importation de produits des autres Etats membres, ne paient pas cette cotisation;</p> <p>9° les responsables de volailles de rente destinées à la production d'œufs de consommation, qu'elles aient déjà ou non atteint l'âge de la ponte ou qu'elles soient de réforme, paient une cotisation annuelle de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5.000 F pour une exploitation contenant de 5.000 à 14.999 poules pondeuses, - 9.500 F pour une exploitation contenant de 15.000 à 29.999 animaux, - 18.000 F pour une exploitation contenant 30.000 animaux ou plus; <p>10° les responsables de poulets de chair, excepté les poussins d'un jour, paient une cotisation annuelle de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2.500 F pour une exploitation contenant de 5.000 à 9.999 animaux, - 6.500 F pour une exploitation contenant de 10.000 à 24.999 animaux, - 15.500 F pour une exploitation contenant 25.000 animaux ou plus; <p>11° les responsables de volailles, autres que les oiseaux coureurs ou celles visées aux alinéas précédents, paient une cotisation annuelle de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2.500 F pour une exploitation contenant de 2.000 à 4.999 oiseaux, - 6.500 F pour une exploitation contenant de 5.000 à 9.999 oiseaux, - 10.000 F pour une exploitation contenant 10.000 oiseaux ou plus. <p>§ 2. Les facturations destinées aux responsables visés au § 1^{er}, points 1°, 2°, 5°, 7°, 10° et 11° sont basées sur les dernières données disponibles du Service et sur les déclarations complémentaires du responsable.</p> <p>§ 3. Une déclaration de cessation définitive d'activité avant la date de facturation annule la cotisation obligatoire du responsable ou de son délégué. L'inspecteur vétérinaire ou son délégué constate la cessation définitive d'activité.</p> <p>Art. 3. Les cotisations obligatoires sont versées au Fonds. Elles sont dues annuellement.</p> <p>Art. 4. § 1^{er}. Les cotisations obligatoires sont payées au Fonds dans les 30 jours qui suivent la demande de paiement. A défaut de paiement dans les délais, un intérêt de retard est dû de plein droit et sans sommation ou mise en demeure.</p> <p>§ 2. Les administrations publiques ci-dessous, délivrent au Service, sur simple demande, toutes les informations et données nécessaires en vue de l'application de cet arrêté :</p> <p>1° l'Institut d'Expertise vétérinaire et l'Inspection générale des denrées alimentaires du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;</p> <p>2° Les Services du Ministère des Affaires économiques.</p> <p>§ 3. L'inspecteur vétérinaire ou son délégué peut vérifier les données dans l'exploitation. Sur base des constatations effectuées, l'inspecteur peut adapter les données communiquées en application du § 2.</p> <p>Art. 5. Si une personne visée à l'article 2, § 1^{er}, redevable d'une cotisation, ne paie pas le montant des cotisations obligatoires et des intérêts au Fonds après deux sommations, le montant des cotisations obligatoires est doublé. Le Service adresse les sommations à la personne redevable des cotisations par lettre recommandée, respectivement au moins 60 jours et 90 jours après la date de la demande de paiement.</p> <p>Art. 6. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 18.000 F in geval van een bedrijfsgröote van 10.000 tot en met 19.999 dieren, - 27.000 F in geval van een bedrijfsgröote van 20.000 dieren of meer; <p>8° de houders van een erkennung voor het fabriceren van mengvoeders, afgeleverd door het Ministerie van Middenstand en Landbouw, betalen een jaarlijkse bijdrage van 3.000 F; de houders van een vergunning voor de invoer, wiens enige beroepsactiviteit betrekking heeft op de invoer van producten uit andere Lidstaten, zijn evenwel vrijgesteld van de bijdrage;</p> <p>9° de verantwoordelijken voor gebruikspluimvee voor de productie van consumptie-eieren, al of niet op ouderdom van de leg en reformerden inbegrepen, betalen een jaarlijkse bijdrage van :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5.000 F in geval van een bedrijfsgröote van 5.000 tot en met 14.999 leghennen, - 9.500 F in geval van een bedrijfsgröote van 15.000 tot en met 29.999 dieren, - 18.000 F in geval van een bedrijfsgröote van 30.000 of meer dieren; <p>10° de verantwoordelijken voor braadkippen, uitgezonderd ééndagskuikens, betalen een jaarlijkse bijdrage van :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2.500 F in geval van een bedrijfsgröote van 5.000 tot en met 9.999 dieren, - 6.500 F in geval van een bedrijfsgröote van 10.000 dieren tot en met 24.999 dieren, - 15.500 F in geval van een bedrijfsgröote van 25.000 of meer dieren; <p>11° de verantwoordelijken van pluimvee, andere dan loopvogels of deze bedoeld in de vorige punten, betalen een jaarlijkse bijdrage van :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2.500 F in geval van een bedrijfsgröote van 2.000 tot en met 4.999 dieren, - 6.500 F in geval van een bedrijfsgröote van 5.000 tot en met 9.999 dieren, - 10.000 F in geval van een bedrijfsgröote van 10.000 of meer dieren. <p>§ 2. De facturates bestemd voor de verantwoordelijken bedoeld in § 1, onder punt 1°, 2°, 5°, 7°, 10° en 11° zijn gebaseerd op de laatst beschikbare gegevens van de Dienst en op de aanvullende verklaringen van de verantwoordelijke.</p> <p>§ 3. Een verklaring van definitieve stopzetting vóór de datum van de facturatie ontslaat de verantwoordelijke van de verplichte bijdrage. De inspecteur-dierenarts of zijn afgevaardigde stelt de stopzetting vast.</p> <p>Art. 3. De verplichte bijdragen worden gestort in het Fonds. Zij zijn jaarlijks verschuldigd.</p> <p>Art. 4. § 1. De verplichte bijdragen worden betaald aan het Fonds binnen de 30 dagen die volgen op de vordering. Bij gebreke aan tijdige betaling is van rechtswege en zonder aanmaning of ingebrekestelling een verwijlntrest verschuldigd.</p> <p>§ 2. Volgende openbare besturen verstrekken op eenvoudige aanvraag aan de Dienst alle inlichtingen, die deze nodig heeft voor de toepassing van dit besluit :</p> <p>1° het Instituut voor Veterinaire Keuring en de Algemene Eetwaren-inspectie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu;</p> <p>2° de Diensten van het Ministerie van Economische Zaken.</p> <p>§ 3. De inspecteur-dierenarts of zijn afgevaardigde kan de gegevens op de bedrijven verifiëren. Op basis van de gedane vaststellingen kan de inspecteur de medegedeelde gegevens met toepassing van § 2 aanpassen.</p> <p>Art. 5. Indien een bijdrageplichtige bedoeld in artikel 2, § 1, het bedrag van de verplichte bijdragen en intresten niet betaalt aan het Fonds na twee aanmaningen, wordt het bedrag van de verschuldigde bijdragen verdubbeld. De Dienst verzendt de aanmaningen bij aangegekte brief aan de bijdrageplichtige, respectievelijk minstens 60 dagen en 90 dagen na de datum van het verzoek tot betaling.</p> <p>Art. 6. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft, overeenkomstig de bepalingen van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987.</p>
---	---

Art. 7. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
E. DI RUPO

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 7. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DI RUPO

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 97 — 1413

[S — C — 97/15087]

25 AVRIL 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 février 1994 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie, qui constituent un même degré de la hiérarchie

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 3, alinéa 4;

Vu l'arrêté royal du 22 février 1994 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie, qui constituent un même degré de la hiérarchie, notamment l'article 1^{er};

Vu l'avis des organisations syndicales compétentes;

Vu l'avis du 10 octobre 1996 de la Commission permanente de Contrôle linguistique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 22 février 1994 déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie, qui constituent un même degré de la hiérarchie, les dispositions relatives aux cinquième, sixième et septième degrés de la hiérarchie sont remplacés comme suit :

« 5e degré : quatrième, cinquième et sixième classes administratives de la carrière de Chancellerie. »

Art. 2. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 97 — 1413

[S — C — 97/15087]

25 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1994 tot vaststelling met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière, die eenzelfde trap van de hiérarchie vormen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 3, vierde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 1994 tot vaststelling met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière, die eenzelfde trap van de hiérarchie vormen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de bevoegde vakorganisaties;

Gelet op het advies van 10 oktober 1996 van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 22 februari 1994 tot vaststelling met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière, die eenzelfde trap van de hiérarchie vormen, worden de bepalingen betreffende de vijfde, zesde en zevende trap van de hiérarchie vervangen door de volgende tekst :

« 5e trap : vierde, vijfde en zesde administratieve klasse van de Kanselarijcarrière. »

Art. 2. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

F. 97 — 1414

[97/15088]

12 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant les cadres linguistiques de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 3;

Vu l'arrêté royal du 22 février 1994 déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1996, les grades des agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie, qui constituent un même degré de la hiérarchie, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1997;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 1995 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, modifié par l'arrêté royal du 10 septembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant les cadres linguistiques de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement;

Vu l'avis des organisations syndicales compétentes;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 10 octobre 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tableau relatif aux emplois réservés aux agents de la carrière du Service extérieur et de la Chancellerie, annexé à l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant les cadres linguistiques de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, est complété comme suit :

N. 97 — 1414

[97/15088]

12 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vaststelling van de taalkaders van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 1994 tot vaststelling met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 maart 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 september 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vaststelling van de taalkaders van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

Gelet op het advies van de bevoegde vakorganisaties;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 10 oktober 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De tabel betreffende de betrekkingen voorbehouden aan ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière, gevoegd bij het koninklijk besluit van 7 april 1995 tot vaststelling van de taalkaders van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, wordt vervolledigd als volgt :

	Cadre français	Cadre néerlandais
	Frans Kader	Nederlands Kader
Degrés de la hiérarchie Trappen van de hiëarchie	Nombre d'emplois Aantal betrekkingen	Nombre d'emplois Aantal betrekkingen
5	19	19

Art. 2. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

E. DERYCKE

Art. 2. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

E. DERYCKE

F. 97 — 1415

[97/15093]

6 JUILLET 1997. — Arrêté royal fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'avis motivé du 3 octobre 1996, émis par le Comité de concertation de base 500;

Vu l'avis émis par l'Inspecteur des Finances le 7 mai 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 avril 1997;

N. 97 — 1415

[97/15093]

6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 3 oktober 1996 van het Basisoverlegcomité 500;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 mei 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 28 april 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 28 avril 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1. Le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement est fixé comme suit :

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 28 april 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De personeelsformatie van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking wordt als volgt vastgesteld :

Personnel administratif		Administratief personeel	
Niveau 1			
Secrétaire général.....	1	Secretaris-generaal	1
Directeur général	5	Directeur-generaal	5
Conseiller général	20	Adviseur-generaal.....	20
Informaticien-directeur	1	Informaticus-directeur.....	1
Médecin-directeur	1	Geneesheer-directeur.....	1
Ingénieur industriel-directeur	1	Industrieel ingenieur-directeur.....	1
Traducteur-réviseur-directeur	1	Vertaler-revisor-directeur.....	1
Conseiller.....	40	Adviseur.....	40
Médecin	1	Geneesheer	1
Informaticien.....	4	Informaticus.....	4
Ingénieur industriel.....	2	Industrieel ingenieur.....	2
Architecte	1	Architect	1
Traducteur-réviseur	6	Vertaler-revisor	6
Conseiller adjoint.....	70	Adjunct-adviseur	70
Niveau 2+			
Analyste de programmation.....	2	Programmeringsanalist	2
Traducteur principal.....		Eerstaanwezend vertaler	
Traducteur	1	Vertaler.....	1
Assistant médical principal.....		Eerstaanwezend paramedicus	
Assistant médical	5	Paramedicus.....	5
Secrétaire de direction principal	10	Eerstaanwezend directiesecretaris	10
Comptable principal.....		Eerstaanwezend boekhouder	
Comptable	6	Boekhouder.....	6
Bibliothécaire principal.....		Eerstaanwezend bibliothecaris	
Bibliothécaire	5	Bibliothecaris	5
Programmeur.....	4	Programmeur.....	4
Secrétaire de direction.....	15	Directiesecretaris	15
Niveau 2			
Chef administratif.....	37	Bestuurschef.....	37
Assistant administratif.....	87	Bestuursassistent	87
Niveau 3			
Commis.....	159	Klerk.....	159
Niveau 4			
Agent administratif	43	Beampte	43

Personnel technique		Technisch personeel	
Niveau 2		Niveau 2	
Chef technicien.....	3	Hoofdtechnicus	3
Technicien.....	7	Technicus	7
Personnel de maîtrise, de métier et de service		Meesters-, vak- en dienstpersoneel	
Niveau 3		Niveau 3	
Chef d'atelier	1	Werkmeester	1
Ouvrier spécialiste.....	6	Vakman.....	6
Niveau 4		Niveau 4	
Ouvrier qualifié.....	7	Geschoold arbeider.....	7
Ouvrier	7	Arbeider.....	7
§ 2. Les emplois suivants sont supprimés au départ de leur titulaire :		§ 2. De hierna vermelde betrekkingen worden afgeschaft bij het vertrek van de titularis ervan :	
Cryptographe (*).....	10	cryptograaf (*)	10
Secrétaire de direction (***)	6	directiesecretaris (**).....	6
Traducteur-réviseur ou traducteur-directeur (CP).....	7	Vertaler-revisor of vertaler-directeur (VL).....	7
Les emplois du § 1er mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les emplois de l'alinéa 1er ont été supprimés :		In de hierna vermelde betrekkingen van § 1 kan slechts worden voorzien wanneer de betrekkingen uit het eerste lid zijn afgeschaft :	
Chef technicien (*)	3	Hoofdtechnicus (*)	3
Technicien (*)	7	Technicus (*)	7
Secrétaire de direction principal (**)	6	Eerstaanwezend directiesecretaris (**)	6
Les 6 emplois de traducteur-réviseur du § 1er ne peuvent être pourvus que lorsque les 6 emplois de traducteur-réviseur ou traducteur-directeur du premier alinéa ont été supprimés.		In de 6 betrekkingen van vertaler-revisor van § 1 kan slechts worden voorzien wanneer 6 betrekkingen van vertaler-revisor of vertaler-directeur uit het eerste lid zijn afgeschaft.	
Le nombre total des titulaires des emplois de rang 10 ne peut être supérieur à (7 — le titulaire de l'emploi de traducteur-réviseur-directeur).		Het totaal aantal titularissen van de betrekkingen van rang 10 mag niet hoger zijn dan (7 — de titularis van de betrekking van vertaler-revisor-directeur).	
Art. 2. Les emplois, mentionnés ci-après, réservés aux agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie sont inclus dans le nombre maximum des emplois prévus à l'article 1er, § 1er, et à l'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 23 juin 1995 fixant le cadre organique de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie.		Art. 2. De hiernavermelde betrekkingen, die bij het hoofdbestuur voorbehouden zijn aan ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière zijn begrepen in het maximum aantal betrekkingen vastgesteld in respectievelijk artikel 1, § 1, en artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit van 23 juni 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière.	
Agents de la carrière du Service extérieur		Ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst	
Agent de la deuxième classe administrative	20	Ambtenaar van de tweede administratieve klasse.....	20
Agent de la troisième classe administrative	28	Ambtenaar van de derde administratieve klasse	28
Agent de la quatrième classe administrative	8	Ambtenaar van de vierde administratieve klasse	8
Agent de la cinquième ou sixième classe administrative	8	Ambtenaar van de vijfde of zesde administratieve klasse	8
Agents de la carrière de Chancellerie		Ambtenaren van de Kanselarijcarrière	
Agent de la première classe administrative	2	Ambtenaar van de eerste administratieve klasse	2
Agent de la deuxième classe administrative	2	Ambtenaar van de tweede administratieve klasse	2
Agent de la troisième classe administrative	6	Ambtenaar van de derde administratieve klasse	6
Agent de la quatrième classe administrative	6	Ambtenaar van de vierde administratieve klasse	6
Agent de la cinquième ou sixième classe administrative	32	Ambtenaar van de vijfde of zesde administratieve klasse	32
Art. 3. Les titulaires des emplois mentionnés ci-après sont mis à la disposition du Service Mobilité du Ministère de la Fonction publique. Ces emplois sont supprimés lors du départ de leur titulaire.		Art. 3. De titularissen van de hierna vermelde betrekkingen worden ter beschikking van de Dienst Mobiliteit van het Ministerie van Ambtenarenzaken gesteld. Deze betrekkingen worden afgeschaft bij het vertrek van de titularis ervan.	
Commis.....	9	Klerk.....	9

Art. 4. L'arrêté royal du 29 mars 1995 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, modifié par arrêté royal du 10 septembre 1996 est abrogé.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE
Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Art. 4. Het koninklijk besluit van 29 maart 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 september 1996 wordt opgeheven.

Art. 5. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE
De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 — 1416

[97/22398]

6 MAI 1997. — Arrêté royal relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances agréées en application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 16, remplacé par la loi du 20 décembre 1995;

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 53;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 8, modifié par les arrêtés royaux des 12 février 1980 et 10 décembre 1987;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail du 20 novembre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux organismes d'assurances agréés en application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, dénommés ci-après les assureurs.

Les dispositions de l'article 2, alinéas 3 et 4, sont applicables à la Caisse des rentes Accidents du Travail de la Caisse d'Epargne et de Retraite.

Sans préjudice de dispositions légales ou réglementaires particulières, les assureurs appliquent par analogie les dispositions de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances, compte tenu des règles particulières énoncées dans le présent arrêté.

Art. 2. Les comptes techniques et non techniques, détaillés visés au chapitre II de l'annexe à l'arrêté royal du 17 novembre 1994 précité comprennent aussi l'annexe du présent arrêté.

Les projets de compte annuel visés aux articles 7 et 7bis de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 précité sont communiqués sur support informatique, selon les formes et les modalités que détermine le Ministre par arrêté ministériel, au plus tard trois semaines avant la réunion de l'assemblée générale ou, à son défaut, de l'organe de décision des assureurs aux organes de contrôle, c'est-à-dire le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement et le Fonds des accidents du travail.

La Caisse des rentes Accidents du Travail de la Caisse d'Epargne et de Retraite doit seulement communiquer les rubriques de l'annexe III du présent arrêté à ces organes de contrôle.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 97 — 1416

[97/22398]

6 MEI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de jaarrekeningen van de verzekeringsondernemingen gemachtigd bij toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor de beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 16, vervangen bij de wet van 20 december 1995;

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 53;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 februari 1980 en 10 december 1987;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen van 20 november 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de verzekeringinstellingen gemachtigd bij toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, hierna genoemd de verzekeraars.

De bepalingen van artikel 2, derde en vierde lid zijn van toepassing op de Kas voor Arbeidsongevallenrenten van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Onverminderd de bijzondere wettelijke of reglementaire bepalingen passen de verzekeraars naar analogie de bepalingen toe van het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen, rekening houdend met de in dit besluit vermelde bijzondere voorschriften.

Art. 2. De gedetailleerde technische en niet-technische rekeningen bedoeld in hoofdstuk II van de bijlage bij voormeld koninklijk besluit van 17 november 1994, omvatten ook de bijlage IV van dit besluit.

De ontwerpen van jaarrekening, beoogd bij de artikelen 7 en 7bis van voormeld koninklijk besluit van 17 november 1994 worden ten laatste drie weken vóór het samenkomen van de algemene vergadering of, bij ontstentenis ervan, van het beslissingsorgaan van de verzekeraars aan de controleorganismen, namelijk het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en het Fonds voor arbeidsongevallen, medegedeeld via informatiekrachten volgens de vormen en modaliteiten die de Minister bij ministerieel besluit bepaalt.

De Kas voor Arbeidsongevallenrenten van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas dient enkel de rubrieken van de bijlage III van dit besluit mede te delen aan deze controleorganismen.

Les organes de contrôle peuvent exiger que les observations qu'ils formulent concernant ces projets soient communiquées à l'assemblée générale, ou, à son défaut, à l'organe de décision.

Toute modification des projets de compte annuel est communiquée dans les trente jours de leur approbation par l'assemblée générale ou, à son défaut, par l'organe de décision, aux organes de contrôle.

Les annexes I, *Ibis*, II, III et *IIibis* du présent arrêté doivent être communiquées aux organes de contrôle avant le 1er mai de chaque année civile suivant la forme définie par arrêté ministériel et font parties intégrantes du compte rendu tel que visé par l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Art. 3. L'activité accidents du travail visée à l'article 7bis, § 2, A, 2, de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 précité comprend les opérations suivantes :

1. Opérations d'assurance directe effectuées par les assureurs, en application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

2. Service des rentes accidents du travail pour compte propre ou pour compte de tiers en application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

3. Affaires acceptées en réassurance en matière de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail conclues par les assureurs.

L'activité accidents du travail visée à l'article 7bis, § 2, A, 3, de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 précité comprend les opérations suivantes :

1. Opérations d'assurance directe effectuées par les assureurs, en application de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

2. Service des rentes accidents du travail en application de la loi précitée du 3 juillet 1967.

3. Affaires acceptées en réassurance en matière de la loi précitée du 3 juillet 1967 conclues par les assureurs.

Art. 4. Les méthodes visées à l'article 12bis, §§ 4 et 5 de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 précité, pour répartir les charges et les produits entre chacune des activités et les modifications de ces méthodes doivent être justifiées et communiquées aux organes de contrôle.

Art. 5. L'arrêté royal du 19 octobre 1981 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances agréées en application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail est abrogé.

Toutefois, il reste applicable aux comptes annuels arrêtés avant le 1er janvier 1995.

Art. 6. Le présent arrêté s'applique pour la première fois aux comptes annuels des assureurs arrêtés au terme de l'exercice prenant cours dès le 1er janvier 1995.

Les annexes III et *IIibis* du présent arrêté doivent seulement être communiquées pour la première fois avant le 1er juin 1996 aux organes de contrôle.

Les annexes I, *Ibis*, et II du présent arrêté doivent seulement être communiquées pour la première fois avant le 1er juin 1997 aux organes de contrôle.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

De controleorganismen kunnen eisen dat de opmerkingen die zij over deze ontwerpen maken, aan de algemene vergadering of, bij ontstentenis ervan, aan het beslissingsorgaan worden medegedeeld.

Elke wijziging van de ontwerpen van jaarrekening wordt binnen de dertig dagen na hun goedkeuring door de algemene vergadering of, bij ontstentenis ervan, door het beslissingsorgaan aan de controleorganismen meegedeeld.

De bijlagen I, *Ibis*, II, III en *IIibis* van dit besluit dienen aan de controleorganismen te worden meegeleerd vóór 1 mei van elk kalenderjaar volgens de vorm vastgesteld bij ministerieel besluit en zij maken deel uit van het jaarlijkse verslag zoals bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

Art. 3. De activiteit arbeidsongevallen beoogd bij artikel 7bis, § 2, A, 2 van voormeld koninklijk besluit van 17 november 1994 omvat de volgende verrichtingen :

1. Rechtstreekse verzekерingsverrichtingen, afgesloten door de verzekeraars in toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

2. Dienst der arbeidsongevallenrenten voor eigen rekening of voor rekening van derden in toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

3. In herverzekering aangenomen zaken inzake de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, afgesloten door de verzekeraars.

De activiteit arbeidsongevallen beoogd bij artikel 7bis, § 2, A, 3, van voormeld koninklijk besluit van 17 november 1994 omvat de volgende verrichtingen :

1. Rechtstreekse verzekeringenverrichtingen, afgesloten door de verzekeraars in toepassing van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepziekten in de overheidssector.

2. Dienst der arbeidsongevallenrenten in toepassing van de voormelde wet van 3 juli 1967.

3. In herverzekering aangenomen zaken inzake de voormelde wet van 3 juli 1967, afgesloten door de verzekeraars.

Art. 4. De methoden beoogd bij artikel 12bis, §§ 4 en 5, van voormeld koninklijk besluit van 17 november 1994, voor de verdeling van de lasten en opbrengsten tussen elke activiteit en de wijzigingen van deze methoden moeten gerechtvaardigd worden en worden medegedeeld aan de controleorganismen.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 19 oktober 1981 betreffende de jaarrekeningen van de verzekeringsondernemingen gemachtigd bij toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt opgeheven.

Het blijft echter van toepassing op de jaarrekeningen afgesloten vóór 1 januari 1995.

Art. 6. Dit besluit wordt voor het eerst toegepast op de jaarrekeningen van de verzekeraars afgesloten op het einde van het boekjaar dat ingaat vanaf 1 januari 1995.

Bijlage III en *IIibis* van dit besluit dienen voor de eerste maal slechts vóór 1 juni 1996 aan de controleorganismen te worden meegeleerd.

Bijlagen I, *Ibis* en II vóór dit besluit dienen voor de eerste maal slechts vóór 1 juni 1997 aan de controleorganismen te worden meegeleerd.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

Annexe I

Produits et charges de placement de valeurs représentatives des provisions techniques
Accidents du travail (Loi du 10.04.1971) — (x 1 000 F)

Libellé	Codes	Opérations d'assurance directe en Belgique		
		Total	Accidents du travail	Rentes AT
		00	01	02
Produits des placements	71/712	.....	.....	.....
a) Produits des placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	71/712.1	.....	.....	.....
b) Produits des autres placements	71/712.2	.....	.....	.....
c) Reprises de corrections de valeur sur placements	71/712.3	.....	.....	.....
aa) reprises d'amortissements	71/712.31	.....	.....	.....
bb) reprises de réductions de valeur	71/712.32	.....	.....	.....
d) Plus-values sur réalisations	71/712.4	.....	.....	.....
aa) de placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	71/712.41	.....	.....	.....
bb) d'autres placements	71/712.42	.....	.....	.....
Charges des placements (-)	71/614	(.....)	(.....)	(.....)
a) Charges de gestion des placements	71/614.1	.....	.....	.....
aa) charges des dettes	71/614.11	.....	.....	.....
bb) instruments financiers	71/614.12	.....	.....	.....
cc) provisions à caractère financier	71/614.13	.....	.....	.....
dd) frais de gestion des placements	71/614.14	.....	.....	.....
ee) intérêts versés aux réassureurs	71/614.15	.....	.....	.....
ff) autres	71/614.16	.....	.....	.....
b) Corrections de valeurs sur placements	71/614.2	.....	.....	.....
aa) amortissements	71/614.21	.....	.....	.....
bb) réductions de valeurs	71/614.22	.....	.....	.....
c) Moins-values sur réalisations	71/614.3	.....	.....	.....
aa) de placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	71/614.31	.....	.....	.....
bb) d'autres placements	71/614.32	.....	.....	.....
TOTAL	(71/712-71/614)	.....	.....	.....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Annexe Ibis

Produits et charges de placement de valeurs représentatives des provisions techniques
Accidents du travail (Loi du 03.07.1967) — (x 1 000 F)

Libellé	Codes	Opérations d'assurance directe en Belgique		
		Total	Accidents du travail	Rentes AT
		00	01	02
Produits des placements	67/712	.....	.....	.....
a) Produits des placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	67/712.1	.....	.....	.....
b) Produits des autres placements	67/712.2	.....	.....	.....
c) Reprises de corrections de valeur sur placements	67/712.3	.....	.....	.....
aa) reprises d'amortissements	67/712.31	.....	.....	.....
bb) reprises de réductions de valeur	67/712.32	.....	.....	.....
d) Plus-values sur réalisations	67/712.4	.....	.....	.....
aa) de placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	67/712.41	.....	.....	.....
bb) d'autres placements	67/712.42	.....	.....	.....
Charges des placements (-)	67/614	(.....)	(.....)	(.....)
a) Charges de gestion des placements	67/614.1	.....	.....	.....
aa) charges des dettes	67/614.11	.....	.....	.....
bb) instruments financiers	67/614.12	.....	.....	.....
cc) provisions à caractère financier	67/614.13	.....	.....	.....
dd) frais de gestion des placements	67/614.14	.....	.....	.....
ee) intérêts versés aux réassureurs	67/614.15	.....	.....	.....
ff) autres	67/614.16	.....	.....	.....
b) Corrections de valeurs sur placements	67/614.2	.....	.....	.....
aa) amortissements	67/614.21	.....	.....	.....
bb) réductions de valeurs	67/614.22	.....	.....	.....
c) Moins-values sur réalisations	67/614.3	.....	.....	.....
aa) de placements dans des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	67/614.31	.....	.....	.....
bb) d'autres placements	67/614.32	.....	.....	.....
TOTAL	(67/712-67/614)	.....	.....	.....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Annexe II
Affaires acceptées en réassurance — (x 1 000 F)
Accidents du travail

Libellé	Codes		Codes	
		Accidents du travail (loi 10.04.71)		Accidents du travail (loi 03.07.67)
	00			00
1. Primes acquises nettes de réassurance	71/710	.....	67/710	.....
a) Primes brutes	71/710.1	.....	67/710.1	.....
b) Primes rétrocédées aux réassureurs (-)	71/710.2	(.....)	67/710.2	(.....)
c) Variation de la provision pour primes non acquises et risques en cours, brute de réassurance (augmentation -, réduction +)	71/710.3	.....	67/710.3	.....
d) Variation de la provision pour primes non acquises et risques en cours, <u>part des réassureurs</u> (augmentation +, réduction -)	71/710.4	.....	67/710.4	.....
2. Produits des placements alloués, transférés du compte non technique	71/711	.....	67/711	.....
2bis. Produits des placements	71/712	.....	67/712	.....
a) Produits des placements dans les entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation	71/712.1	.....	67/712.1	.....
b) Produits des autres placements	71/712.2	.....	67/712.2	.....
c) Reprises de corrections de valeur sur placements	71/712.3	.....	67/712.3	.....
d) Plus-values sur réalisations	71/712.4	.....	67/712.4	.....
3. Autres produits techniques nets de réassurance	71/714	.....	67/714	.....
4. Charges des sinistres, nette de réassurance (-)	71/610	(.....)	67/610	(.....)
a) Montants payés nets	71/610.1	.....	67/610.1	.....
aa) montants bruts	71/610.11	.....	67/610.11	.....
bb) part des réassureurs (-)	71/610.12	(.....)	67/610.12	(.....)
b) Variation de la provision pour sinistres, nette de réassurance (augmentation +, réduction -)	71/610.2	.....	67/610.2	.....
aa) variation de la provision pour sinistres, brute de réassurance (augmentation +, réduction -)	71/610.21	.....	67/610.21	.....
bb) variation de la provision pour sinistres, <u>part des réassureurs</u> (augmentation -, réduction +)	71/610.22	.....	67/610.22	.....
5. Variation des autres provisions techniques, nette de réassurance (augmentation -, réduction +)	71/611	.....	67/611	.....
6. Participations aux bénéfices et ristournes, nettes de réassurance (-)	71/612	(.....)	67/612	(.....)

Libellé	Codes		Codes	Accidents du travail (loi 03.07.67)
		Accidents du travail (loi 10.04.71)		
		OO		OO
7. Frais d'exploitation nets (-)	71/613	(.....)	67/613	(.....)
a) Frais d'acquisition	71/613.1	.....	67/613.1	.....
b) Variation du montant des frais d'acquisition portés à l'actif (augmentation -, réduction +)	71/613.2	.....	67/613.2	.....
c) Frais d'administration	71/613.3	.....	67/613.3	.....
d) Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices (-)	71/613.4	(.....)	67/613.4	(.....)
7bis. Charges des placements (-)	71/614	(.....)	67/614	(.....)
a) Charges de gestion des placements	71/614.1	.....	67/614.1	.....
b) Corrections de valeurs sur placements	71/614.2	.....	67/614.2	.....
c) Moins-values sur réalisations	71/614.3	.....	67/614.3	.....
8. Autres charges techniques, nettes de réassurance (-)	71/616	(.....)	67/616	(.....)
9. Variation de la provision pour égalisation et catastrophes, nette de réassurance (augmentation -, réduction +)	71/619	.....	67/619	.....
Solde de la réassurance acceptée Bénéfice (+) Perte (-)	 (.....)	 (.....)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Annexe III
Ventilation des prestations accidents du travail — (x 1 000 F)
Loi du 10.04.1971

Nature des prestations	Codes	Montants
A. Prestations directes en faveur des bénéficiaires		
1. Sinistres		
a) Frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers		.....
b) Appareils de prothèses et d'orthopédie		.....
c) Indemnité supplémentaire pour appareils de prothèses et d'orthopédie (art.28bis,al3 -loi 10.04.71-accidents survenus avant le 01.01.1988)		.....
d) Frais funéraires		.....
e) Indemnités journalières		.....
f) Allocations annuelles		.....
g) Frais de déplacement		.....
h) Valeur de la rente payée en capital avant constitution aux victimes		.....
i) Valeur de la rente payée en capital avant constitution aux ayants droits		.....
TOTAL 1		.....
2. Services des rentes		
j) Arrérage des rentes aux victimes		.....
k) Arrérage des rentes aux conjoints		.....
l) Arrérage des rentes aux conjoints survivants divorcés		.....
m) Arrérage des rentes aux ascendants		.....
n) Arrérage des rentes aux enfants, petits-enfants, frères et soeurs - rentes temporaires		.....
o) Arrérage des rentes aux enfants, petits-enfants, frères et soeurs - rentes viagères		.....
p) Valeur de la rente payée en capital après constitution		.....
TOTAL 2		.....
TOTAL A (1 + 2)	71/610.111	.....

Nature des prestations	Codes	Montants
B. Capitaux de rentes constitués		
1. en cas de décès		.....
2. en cas d'incapacité permanente		.....
3. en cas de prothèse (art. 20, 4° - A.R. 21.12.71 - accidents survenus après le 01.01.1988)		.....
TOTAL B	71/616.11	.....

C. Autres charges techniques		
1. versements au F.A.T. (art.42bis, art.59quinquies al1, art.45ter, art.45quater, art.59quinquies al2- L10.04.71)		.....
2. intérêts sur indemnités		.....
3. autres charges		.....
TOTAL C	71/616.17	.....

Cotisation en faveur du F.A.T. calculée sur base des réserves math. définitives (art. 59, 7° - L10.04.71)	.....
Cotisation en faveur du F.A.T. (art.59, 2° - L10.04.71 - cotisation de 20% sur contrats extension-loi)	.....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Annexe IIIbis
Ventilation des prestations accidents du travail — (x 1 000 F)
Loi du 03.07.1967

Nature des prestations	Codes	Montants
A. Prestations directes en faveur des bénéficiaires		
1. Sinistres		
a) Frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers		.....
b) Appareils de prothèses et d'orthopédie		.....
c) Frais funéraires		.....
d) Indemnités journalières		.....
e) Allocations annuelles		.....
f) Frais de déplacement		.....
TOTAL 1		.....
2. Services des rentes		
g) Arrérage des rentes aux victimes		.....
h) Arrérage des rentes aux conjoints		.....
i) Arrérage des rentes aux conjoints survivants divorcés		.....
j) Arrérage des rentes aux ascendants		.....
k) Arrérage des rentes aux enfants, petits-enfants, frères et soeurs - rentes temporaires		.....
l) Arrérage des rentes aux enfants, petits-enfants, frères et soeurs - rentes viagères		.....
m) Valeur de la rente payée en capital après constitution		.....
TOTAL 2		.....
TOTAL A (1 + 2)	67/610.111	.....

Nature des prestations	Codes	Montants
B. Capitaux de rentes constitués		
1. en cas de décès		.....
2. en cas d'incapacité permanente		.....
3. en cas de prothèse		.....
TOTAL B	67/616.11	.....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Annexe IV
Actifs représentatifs des provisions techniques « accidents du travail » — (× 1 000 F)

Libellé	Codes	Opérations d'assurance directe en Belgique Accidents du travail	Codes	Opérations d'assurance directe en Belgique Accidents du travail
		Loi du 10.04.71		Loi du 03.07.67
Terrains et constructions	71/221/001	.....	67/221/001	.....
Placements des entreprises liées et participations	71/222/002	.....	67/222/002	.....
Actions, parts et autres titres à revenu variable	71/223.1/003	.....	67/223.1/003	.....
Obligations et autres titres à revenu fixe	71/223.2/004	.....	67/223.2/004	.....
Prêts et crédits hypothécaires	71/223.4/005	.....	67/223.4/005	.....
Dépôts auprès des établissements de crédit	71/223.6/006	.....	67/223.6/006	.....
Créances	71/41/007	.....	67/41/007	.....
Valeurs disponibles	71/252/008	.....	67/252/008	.....
Intérêts acquis non échus	71/431/009	.....	67/431/009	.....
TOTAL		.....		.....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

Bijlage I

Opbrengsten en kosten van de dekkingswaarden van de technische reserves
Arbeidsongevallen (Wet van 10.04.1971) — (x 1 000 F)

Inhoud	Codes	Rechtstreekse verzekерingsverrichtingen in België		
		Totaal	Arbeids- ongevallen	Rente A.O.
		00	01	02
Opbrengsten van beleggingen	71/712	.....	.....	.....
a) Opbrengsten van beleggingen in verbonden ondernemingen of deze waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	71/712.1	.....	.....	.....
b) Opbrengsten van andere beleggingen	71/712.2	.....	.....	.....
c) Terugneming van waardecorrecties op beleggingen	71/712.3			
aa) terugneming van afschrijvingen	71/712.31	.....	.....	.....
bb) terugneming van waardeverminderingen	71/712.32	.....	.....	.....
d) Meerwaarden op de realisaties	71/712.4			
aa) van beleggingen in verbonden ondernemingen of deze waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	71/712.41	.....	.....	.....
bb) van andere beleggingen	71/712.42	.....	.....	.....
Beleggingslasten (-)	71/614	(.....)	(.....)	(.....)
a) Beheerslasten van beleggingen	71/614.1			
aa) lasten van schulden	71/614.11	.....	.....	.....
bb) financiële instrumenten	71/614.12	.....	.....	.....
cc) voorzieningen met financieel karakter	71/614.13	.....	.....	.....
dd) beheerskosten van beleggingen	71/614.14	.....	.....	.....
ee) intresten gestort aan herverzekerar	71/614.15	.....	.....	.....
ff) overige	71/614.16	.....	.....	.....
b) Waardecorrecties op beleggingen	71/614.2			
aa) afschrijvingen	71/614.21	.....	.....	.....
bb) waardeverminderingen	71/614.22	.....	.....	.....
c) Minderwaarden op de realisatie	71/614.3			
aa) van beleggingen in verbonden ondernemingen of deze waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	71/614.31	.....	.....	.....
bb) van andere beleggingen	71/614.32	.....	.....	.....
TOTAAL	(71/712-71/614)	.....	.....	.....

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Mme M. DE GALAN

Bijlage Ibis

Opbrengsten en kosten van de dekkingswaarden van de technische reserves
Arbeidsongevallen (Wet van 03.07.1967) — (x 1 000 F)

Inhoud	Codes	Rechtstreekse verzekерingsverrichtingen in België		
		Totaal	Arbeids- ongevallen	Rente A.O.
		00	01	02
Opbrengsten van beleggingen	67/712	.....	.....	.....
a) Opbrengsten van beleggingen in verbonden ondernemingen of deze waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	67/712.1	.....	.....	.....
b) Opbrengsten van andere beleggingen	67/712.2	.....	.....	.....
c) Terugneming van waardecorrecties op beleggingen	67/712.3	.....	.....	.....
aa) terugneming van afschrijvingen	67/712.31	.....	.....	.....
bb) terugneming van waardeverminderingen	67/712.32	.....	.....	.....
d) Meerwaarden op de realisaties	67/712.4	.....	.....	.....
aa) van beleggingen in verbonden ondernemingen of deze waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	67/712.41	.....	.....	.....
bb) van andere beleggingen	67/712.42	.....	.....	.....
Beleggingslasten (-)	67/614	(.....)	(.....)	(.....)
a) Beheerslasten van beleggingen	67/614.1	.....	.....	.....
aa) lasten van schulden	67/614.11	.....	.....	.....
bb) financiële instrumenten	67/614.12	.....	.....	.....
cc) voorzieningen met financieel karakter	67/614.13	.....	.....	.....
dd) beheerskosten van beleggingen	67/614.14	.....	.....	.....
ee) intresten gestort aan herverzekeraar	67/614.15	.....	.....	.....
ff) overige	67/614.16	.....	.....	.....
b) Waardecorrecties op beleggingen	67/614.2	.....	.....	.....
aa) afschrijvingen	67/614.21	.....	.....	.....
bb) waardeverminderingen	67/614.22	.....	.....	.....
c) Minderwaarden op de realisatie	67/614.3	.....	.....	.....
aa) van beleggingen in verbonden ondernemingen of deze waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	67/614.31	.....	.....	.....
bb) van andere beleggingen	67/614.32	.....	.....	.....
TOTAAL	(67/712-67/614)	.....	.....	.....

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Mme M. DE GALAN

Bijlage II
In herverzekering aangenomen zaken — (x 1 000 F)
Arbeidsongevallen

Inhoud	Codes	Arbeids-	Codes	Arbeids-
		ongevallen		ongevallen
	00		00	
1. Verworven premies, onder aftrek van herverzekering	71/710	.....	67/710	.....
a) Bruto-premies	71/710.1	.....	67/710.1	.....
b) Uitgaande herverzekeringspremie (-)	71/710.2	(.....)	67/710.2	(.....)
c) Wijziging van de voorziening voor niet-verdiende premies en lopende risico's, zonder aftrek van herverzekering (stijging -, daling +)	71/710.3	.....	67/710.3	.....
d) Wijziging van de voorziening voor niet-verdiende premies en lopende risico's, <u>deel van de herverzekeraar</u> (stijging +, daling -)	71/710.4	.....	67/710.4	.....
2. Toegerekende opbrengsten van beleggingen, overgeboekt naar de niet-technische rekening	71/711	.....	67/711	.....
2bis. Opbrengsten van beleggingen	71/712	.....	67/712	.....
a) Opbrengsten van beleggingen in verbonden ondernemingen of deze waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	71/712.1	.....	67/712.1	.....
b) Opbrengsten van andere beleggingen	71/712.2	.....	67/712.2	.....
c) Terugneming van waardecorrecties op beleggingen	71/712.3	.....	67/712.3	.....
d) Meerwaarden op de realisatie	71/712.4	.....	67/712.4	.....
3. Overige technische opbrengsten, onder aftrek van herverzekering	71/714	.....	67/714	.....
4. Schadelast, onder aftrek van herverzekering (-)	71/610	(.....)	67/610	(.....)
a) Betaalde netto-bedragen	71/610.1	.....	67/610.1	.....
aa) bruto-bedragen	71/610.11	.....	67/610.11	.....
bb) deel van de herverzekering (-)	71/610.12	(.....)	67/610.12	(.....)
b) Wijziging van de voorziening voor te betalen schaden, onder aftrek van herverzekering (stijging +, daling -)	71/610.2	.....	67/610.2	.....
aa) wijziging van de voorziening voor te betalen schaden, zonder aftrek van herverzekering (stijging +, daling -)	71/610.21	.....	67/610.21	.....
bb) wijziging van de voorziening voor te betalen schaden, <u>deel van de herverzekeraar</u> (stijging -, daling +)	71/610.22	.....	67/610.22	.....
5. Wijziging van de andere technische voorzieningen, onder aftrek van de herverzekering (stijging -, daling +)	71/611	.....	67/611	.....
6. Winstdeling en retorno's, onder aftrek van herverzekering (-)	71/612	(.....)	67/612	(.....)

Inhoud	Codes	Arbeids- ongevallen (wet 10.04.71)	Codes	Arbeids- ongevallen (wet 03.07.67)
		00		00
7. Netto-bedrijfskosten (-)	71/613	(.....)	67/613	(.....)
a) Acquisitiekosten	71/613.1	.....	67/613.1	.....
b) Wijziging van het bedrag van de acquisitiekosten (stijging -, daling +)	71/613.2	.....	67/613.2	.....
c) Administratiekosten	71/613.3	.....	67/613.3	.....
d) Van de herverzekeraars ontvangen commissies en winstdeelnemingen (-)	71/613.4	(.....)	67/613.4	(.....)
7bis. Beleggingskosten (-)	71/614	(.....)	67/614	(.....)
a) Beheerslasten van beleggingen	71/614.1	.....	67/614.1	.....
b) Waardecorrecties op beleggingen	71/614.2	.....	67/614.2	.....
c) Minderwaarden op de realisatie	71/614.3	.....	67/614.3	.....
8. Overige technische lasten, onder aftrek van herverzekering (-)	71/616	(.....)	67/616	(.....)
9. Wijziging van de voorziening voor egalisatie en catastrofen, onder aftrek van herverzekering (stijging -, daling +)	71/619	.....	67/619	.....
Saldo aangenomen herverzekering				
Winst (+)		.....		.....
Verlies (-)		(.....)		(.....)

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,

Mme M. DE GALAN

Bijlage III
 Uitsplitsing van de arbeidsongevallenuitkeringen — (x 1 000 F)
 Wet van 10.04.1971

Aard van de uitkeringen	Codes	Bedrag
A. Rechtstreekse uitkering aan de begunstigden		
1. Schadegevallen		
a) Medische, heilkundige, farmaceutische en verplegingskosten		.....
b) Prothesen en orthopedische toestellen		.....
c) Bijkomend kapitaal voor prothesen en orthopedische toestellen (art. 28 bis, al. 3 - wet 10.04.1971- ongevallen overkomen vóór 01.01.1988)		.....
d) Begrafeniskosten		.....
e) Dagelijkse vergoedingen		.....
f) Jaarlijkse toelagen		.....
g) Verplaatsingskosten		.....
h) Waarde van de in kapitaal uitbetaalde rente vóór de vestiging aan de getroffenen		.....
i) Waarde van de in kapitaal uitbetaalde rente vóór de vestiging aan de rechtverkrijgenden		.....
TOTAAAL 1		.....
2. Rentedienst		
j) Rentetermijnen aan de getroffenen		.....
k) Rentetermijnen aan de echtgenoten		.....
l) Rentetermijnen aan de gescheiden overlevenden		.....
m) Rentetermijnen aan de bloedverwanten in de opgaande lijn		.....
n) Rentetermijnen aan kinderen, kleinkinderen, broeders en zusters, tijdelijke renten		.....
o) Rentetermijnen aan kinderen, kleinkinderen, broeders en zusters, lijfrenten		.....
p) Waarde van de in kapitaal uitbetaalde rente na vestiging		.....
TOTAAAL 2		.....
TOTAAAL A (1 + 2)	71/610.111	.....

Aard van de uitkeringen	Codes	Bedrag
B. Gevestigde kapitalen		
1. in geval van overlijden		.....
2. in geval van blijvende ongeschiktheid		.....
3. in geval van prothesen (art. 20, 4° - K.B. 21.12.71 - ongevallen overkomen vóór 01.01.1988)		.....
TOTAAL B	71/616.11	.....

C. Andere technische kosten		
1. stortingen aan het F.A.O. (art.42bis, art.59quinquies al.1, art.45ter, art.45quater, art. 59quinquies al.2 - W10.04.71)		.....
2. intresten op vergoedingen		.....
3. andere kosten		.....
TOTAAL C	71/616.17	.....

Bijdrage aan het F.A.O. berekend op de definitieve wiskundige reserve (art. 59, 7° - W10.04.71)		.....
Bijdrage aan het F.A.O. (art. 59, 2° - W10.04.71 - bijdrage van 20% op contracten uitbreidingen)		.....

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,

Mme M. DE GALAN

Bijlage IIIbis

Uitsplitsing van de arbeidsongevallenuitkeringen — ($\times 1\,000$ F)
Wet van 03.07.1967

Aard van de uitkeringen	Codes	Bedrag
A. Rechtstreekse uitkering aan de begunstigden		
1. Schadegevallen		
a) Medische, heelkundige, farmaceutische en verplegingskosten		.....
b) Prothesen en orthopedische toestellen		.....
c) Begrafeniskosten		.....
d) Dagelijkse vergoedingen		.....
e) Jaarlijkse toelagen		.....
f) Verplaatsingskosten		.....
TOTAAL 1		.....
2. Rentedienst		
g) Rentetermijnen aan de getroffenen		.....
h) Rentetermijnen aan de echtgenoten		.....
i) Rentetermijnen aan de gescheiden overlevenden		.....
j) Rentetermijnen aan de bloedverwanten in de opgaande lijn		.....
k) Rentetermijnen aan kinderen, kleinkinderen, broeders en zusters, tijdelijke renten		.....
l) Rentetermijnen aan kinderen, kleinkinderen, broeders en zusters, lijfrenten		.....
m) Waarde van de in kapitaal uitbetaalde rente na vestiging		.....
TOTAAL 2		.....
TOTAAL A (1 + 2)	67/610.111	.....

Aard van de uitkeringen	Codes	Bedrag
B. Gevestigde kapitalen		
1. in geval van overlijden		.....
2. in geval van blijvende ongeschiktheid		.....
3. in geval van prothesen		.....
TOTAAL B	67/616.11	.....

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,

Mme M. DE GALAN

Bijlage IV

Activa aangewend tot dekking van technische reserves « Arbeidsongevallen » — (x 1 000 F)

Inhoud	Codes	Rechtstreekse verzekeringsvervrichting in België Arbeidsongevallen Wet van 10.04.71	Codes	Rechtstreekse verzekeringsvervrichting in België Arbeidsongevallen Wet van 03.07.67
Terreinen en gebouwen	71/221/001	.....	67/221/001	.....
Beleggingen in verbonden ondernemingen of deze waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	71/222/002	.....	67/222/002	.....
Aandelen, deelnemingen en andere niet-vastrentende effecten	71/223.1/003	.....	67/223.1/003	.....
Obligaties en andere vastrentende effecten	71/223.2/004	.....	67/223.2/004	.....
Leningen en hypothecaire kredieten	71/223.4/005	.....	67/223.4/005	.....
Depositos bij kredietinstellingen	71/223.6/006	.....	67/223.6/006	.....
Vorderingen	71/41/007	.....	67/41/007	.....
Beschikbare waarden	71/252/008	.....	67/252/008	.....
Gelopen en niet vervallen rente	71/431/009	.....	67/431/009	.....
TOTAAL		.....		.....

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,

Mme M. DE GALAN

MINISTRE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 1417

[C - 97/345]

6 JUILLET 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale, des services du Collège de la Commission communautaire française et de ceux du Collège de la Commission communautaire flamande et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 12 juin 1972, 13 juillet 1973, 31 juillet 1991, 20 mai 1994 et 20 décembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale, des services du Collège de la Commission communautaire française et de ceux du Collège de la Commission communautaire flamande et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1974 et 19 avril 1993, et l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1974, 2 avril 1974, 27 janvier 1988 et 19 avril 1993;

Vu le protocole n°... du Comité commun à l'ensemble des services publics du...;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les régies communales autonomes relèvent du champ d'application de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public; que l'arrêté d'exécution pour le secteur local n'a pas encore été adapté à cette donnée; que toutefois depuis le 1^{er} janvier 1997, une régie communale autonome a été créée; que le champ d'application de l'arrêté d'exécution pour les accidents du travail dans le secteur local doit dès lors être étendu d'extrême urgence au personnel occupé dans les régies publiques autonomes;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 juillet 1970 relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale, des services du Collège de la Commission communautaire française et de ceux du Collège de la Commission communautaire flamande et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1974 et 19 avril 1993, il est inséré un point 1^{o bis}, rédigé comme suit : "1^{o bis} aux régies communales autonomes qui comptent au moins un agent soumis à un statut de droit public".

Art. 2. Dans l'article 3, 1^o du même arrêté royal, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1974, 2 avril 1974, 27 janvier 1988 et 19 avril 1993, les mots "pour les régies communales autonomes, le comité de direction" sont insérés entre les mots "le collège des bourgmestre et échevins" et les mots "pour les agglomérations et fédérations de communes".

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 1417

[C - 97/345]

6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 1970 betreffende de schadevergoeding ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, diensten, instellingen en verenigingen voor maatschappelijk welzijn, diensten van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en openbare kassen van lening, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 12 juni 1972, 13 juli 1973, 31 juli 1991, 20 mei 1994 en 20 december 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 1970 betreffende de schadevergoeding ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, diensten, instellingen en verenigingen voor maatschappelijk welzijn, diensten van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en openbare kassen van lening, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1974 en 19 april 1993 en op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1974, 2 april 1974, 27 januari 1988 en 19 april 1993;

Gelet op het protocol nr.... van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten van....;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de autonome gemeentebedrijven onder het toepassingsgebied ressorteren van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector; dat het uitvoeringsbesluit voor de lokale sector vooralsnog niet werd aangepast aan dit gegeven; dat evenwel sedert 1 januari 1997 een autonoom gemeentebedrijf werd opgericht; dat het toepassingsgebied van het uitvoeringsbesluit voor de arbeidsongevallen in de lokale sector derhalve uiterst dringend moet worden uitgebreid tot het personeel dat in de autonome overheidssbedrijven wordt tewerkgesteld;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 juli 1970 betreffende de schadevergoeding ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, diensten, instellingen en verenigingen voor maatschappelijk welzijn, diensten van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en openbare kassen van lening, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1974 en 19 april 1993, wordt een 1^{o bis} ingevoegd, luidend als volgt : "1^{o bis} de autonome gemeentebedrijven die tenminste één personeelslid tellen dat aan een publiekrechtelijk statuut onderworpen is".

Art. 2. In artikel 3, 1^o van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1974, 2 april 1974, 27 januari 1988 en 19 april 1993, wordt tussen de woorden "het college van burgemeester en schepenen", en de woorden "voor agglomeraties en federaties van gemeenten", de woorden "voor autonome gemeentebedrijven, het directiecomité" ingevoegd.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 97 — 1418

[C - 97/2059]

24 JUIN 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 1995 relatif au recrutement de personnel statutaire dans certains services publics

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment les articles 1^{er} et 2;

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 1995 relatif au recrutement de personnel statutaire dans certains services publics, modifié par les arrêtés royaux des 10 avril 1995, 30 octobre 1996 et 18 février 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juin 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 juin 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe, dans un souci de simplification, d'uniformiser au maximum les règles de recrutement pour l'ensemble des services publics;

Considérant que, le Ministère de la Défense nationale disposant d'un nouveau cadre organique et son besoin en personnel statutaire étant urgent, il est nécessaire de lever le blocage de ses recrutements et d'établir la procédure à suivre pour ceux-ci;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 17 janvier 1995 relatif au recrutement de personnel statutaire dans certains services publics, modifié par les arrêtés royaux des 10 avril 1995, 30 octobre 1996 et 18 février 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux services publics repris à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o et 2^o et § 3 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, à l'exception de la Régie des Voies aériennes. »

Art. 2. A l'article 8 du même arrêté, les mots « des articles 3 et 12 » sont remplacés par les mots « des articles 3 et 11bis ».

Art. 3. A l'article 10 du même arrêté, la mention « a) Ministère de la Défense nationale » est supprimée.

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 11bis, rédigé comme suit :

« Art. 11bis. En dérogation à l'article 2, aucun recrutement ne peut s'effectuer dans les emplois définitivement vacants des niveaux 1, 2+ et 2 au Ministère de la Défense nationale sans être autorisé conformément à la procédure reprise au chapitre II du présent arrêté. »

Art. 5. A l'article 13 du même arrêté, les mots « autres » et « , § 1^{er} et § 2 » sont supprimés.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 97 — 1418

[C - 97/2059]

24 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 1995 betreffende de werving van statutair personeel in sommige overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 1995 betreffende de werving van statutair personeel in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1995, 30 oktober 1996 en 18 februari 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juni 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 13 juni 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 13 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, ter wille van de vereenvoudiging, aangewezen is de wervingsregels voor het geheel van de overheidsdiensten maximaal te uniformiseren;

Overwegende dat, vermits het Ministerie van Landsverdediging over een nieuwe personeelsformatie beschikt en zijn behoeft aan statutair personeel dringend is, het nodig is de blokkering van zijn wervingen op te heffen en de procedure vast te stellen die voor deze wervingen moet gevuld worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 januari 1995 betreffende de werving van statutair personeel in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 april 1995, 30 oktober 1996 en 18 februari 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de overheidsdiensten die vermeld zijn in artikel 1, § 1, 1^o en 2^o en § 3 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, met uitzondering van de Regie der Luchtwegen. »

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « van de artikelen 3 en 12 » vervangen door de woorden « van de artikelen 3 en 11bis ».

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt de vermelding « a) Ministerie van Landsverdediging » geschrapt.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt er een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11bis. In afwijking van artikel 2, kan er geen enkele werving in de definitief vacante betrekkingen van de niveaus 1, 2+ en 2 op het Ministerie van Landsverdediging gebeuren zonder dat die is toegestaan overeenkomstig de procedure in hoofdstuk II van dit besluit. »

Art. 5. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « andere » en « , § 1 en § 2 » geschrapt.

Art. 6. Les articles 12 et 15 du même arrêté sont abrogés.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Art. 6. De artikelen 12 en 15 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 1419

[C — 97/12306]

30 MAI 1997. — Arrêté royal fixant, pour les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction, les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques permet la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 51, § 1^{er}, modifié par la loi du 26 juin 1992 et par l'arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983;

Vu l'avis de la Commission paritaire de la construction;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la situation économique actuelle impose que soient prises sans retard les mesures nécessaires afin de prolonger le régime qui fixe les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques permet la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier en ce qui concerne les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers ressortissant à la Commission paritaire de la construction.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue moyennant notification qui s'effectue, soit par affichage d'un avis s'il s'agit d'une mise en chômage collective de tous les ouvriers de l'entreprise ou d'un chantier, soit par la remise à l'ouvrier d'un écrit, si la mise en chômage n'affecte qu'une partie des ouvriers de l'entreprise ou d'un chantier déterminé.

L'écrit est adressé par la poste à l'ouvrier qui, par suite d'une absence justifiée, n'a pu prendre connaissance de l'avis ou recevoir l'écrit de la main à la main.

La notification s'effectue au plus tard le mercredi pour que la suspension totale puisse prendre cours le lundi suivant.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser huit semaines.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Loi du 26 juin 1992, *Moniteur belge* du 30 juin 1992.

Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983, *Moniteur belge* du 21 janvier 1984.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 1419

[C — 97/12306]

30 MEI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werkliden geheel schorst (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 51, § 1, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1992 en bij het koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige economische toestand vereist dat zonder verwijl de nodige maatregelen worden genomen om de regeling te verlengen die omschrijft onder welke voorwaarden het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werkliden geheel schorst voor de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werkliden die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werkliden geheel worden geschorst, mits er een kennisgeving wordt gedaan, hetzij door aanplakking van een bericht, wanmeer alle werkliden van de onderneming of van een bouwplaats collectief werkloos worden gesteld, hetzij door overhandiging aan de werkman van een geschrift, wanmeer slechts een gedeelte van de werkliden van de onderneming of van een bepaalde bouwplaats werkloos worden gesteld.

Het geschrift wordt per post verstuurd aan de werkman, die wegens gerechtvaardigde afwezigheid geen kennis kan nemen van het bericht, of het geschrift niet in ontvangst kon nemen.

De kennisgeving moet ten laatste op een woensdag gebeuren, opdat de volledige schorsing de volgende maandag kan beginnen te lopen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werkliden, bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag acht weken niet overschrijden.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Wet van 26 juni 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984.

Art. 4. Une copie de l'avis ou le double de l'écrit, visé à l'article 2, doit être envoyé sous pli recommandé à la poste au plus tard le mercredi de la semaine pendant laquelle la notification a été faite au bureau de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 et l'information visée à l'article 4 mentionnent la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours et la date à laquelle cette suspension prendra fin.

L'information visée à l'article 4 mentionne en outre les causes économiques qui justifient la suspension totale de l'exécution du contrat et soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit la ou les section(s) de l'entreprise dont l'activité sera suspendue.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1997 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} juin 1998.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 4. Een kopie van het bericht of het dubbel van het geschrift, zoals bedoeld in artikel 2, moet onder een bij de post aangetekende omslag, ten laatste de woensdag van de week waarin de kennisgeving geschiedt, worden gezonden aan het bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is.

Art. 5. De in artikel 2 bedoelde kennisgeving en de in artikel 4 bedoelde mededeling vermelden de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst zal ingaan en de datum waarop die schorsing een einde zal nemen.

De in artikel 4 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische oorzaken die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst rechtvaardigen en hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1997 en houdt op van kracht te zijn op 1 juni 1998.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

F. 97 — 1420

[C - 97/12534]

6 JUILLET 1997. — Arrêté royal fixant les jours de repos accordés aux ouvriers occupés par des employeurs ressortissant à la Commission paritaire de la construction à titre de réduction de la durée du travail (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction, notamment l'article 2, remplacé par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 20 février 1997 relatif à la réduction de la durée du travail dans les entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction;

Vu l'avis de la Commission paritaire de la construction;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose que les ouvriers et les employeurs du secteur de la construction soient avertis sans délai de la date des jours de repos qui doivent être accordés pour la réduction de la durée du travail en 1997, afin de pouvoir mieux organiser le travail;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction et aux ouvriers qu'ils occupent.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983, *Moniteur belge* du 7 octobre 1983.

Loi du 29 décembre 1990, *Moniteur belge* du 9 janvier 1991.

Arrêté royal du 20 février 1997, *Moniteur belge* du 22 avril 1997.

N. 97 — 1420

[C - 97/12534]

6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de rustdagen als vermindering van de arbeidsduur, toegekend aan de werklieden tewerkgesteld door de werkgevers die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren, inzonderheid op artikel 2 vervangen bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 februari 1997 betreffende de arbeidsduurvermindering in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werklieden en de werkgevers van de bouwsector onverwijd moeten worden verwittigd van de data van de rustdagen die in 1997 moeten toegekend worden voor de vermindering van de arbeidsduur, om zo het werk beter te kunnen organiseren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren en op de werklieden die ze tewerkstellen.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983, *Belgisch Staatsblad* van 7 oktober 1983.

Wet van 29 december 1990, *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1991.

Koninklijk besluit van 20 februari 1997, *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1997.

Art. 2. Les ouvriers, visés à l'article 1^{er}, ont droit en 1997 à six jours de repos fixés comme suit :

- 28 mars;
- 1^{er} avril;
- 2 mai;
- 9 mai;
- 22 décembre;
- 23 décembre.

Art. 3. L'arrêté royal du 6 mai 1997 fixant les jours de repos accordés aux ouvriers occupés par des employeurs ressortissant à la Commission paritaire de la construction à titre de réduction de la durée du travail, est rapporté.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 2. De werklieden, bedoeld in artikel 1, hebben in 1997 recht op zes rustdagen als volgt vastgesteld :

- 28 maart;
- 1 april;
- 2 mei;
- 9 mei;
- 22 december;
- 23 december.

Art. 3. Het koninklijk besluit van 6 mei 1997 tot vaststelling van de rustdagen als vermindering van de arbeidsduur, toegekend aan de werklieden tewerkgesteld door de werkgevers die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren, wordt ingetrokken.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1421

[S — C — 97/29250]

17 JUIN 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 1993 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales, modifié par l'arrêté du 5 octobre 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 1993 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 20 mai 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - est modifié comme suit :

1° à l'article 1^{er}, le paragraphe 1^{er} est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1^{er}. Les délégations de compétence et de signature visées au présent arrêté sont données aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française, ci-après dénommé "Ministère" ou "Ministère de la Culture et des Affaires sociales", soumis aux dispositions du statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et affectés aux emplois prévus par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 fixant le cadre transitoire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française à l'exception des emplois de ce cadre composant le Département de l'Education, de la Recherche et de la Formation. »

2° à l'article 1^{er}, § 2, il est ajouté un 3e alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent arrêté relatives à l'absence d'une autorité déléguée visent toutes les hypothèses d'absence fonctionnelle de ladite autorité, notamment celle du défaut de titulaire occupant l'emploi considéré sauf lorsque les fonctions supérieures sont exercées ».

3° l'intitulé de la section 1ère du Chapitre II est complété par les termes "de l'administration".

4° à l'article 4, § 1^{er}, 1°, les mots "des niveaux 3" sont remplacés par les mots "des niveaux 2+, 2, 3".

5° aux articles 4, 5 et 6, les mentions "niveaux 2" sont remplacées par les mentions "niveaux 2+, 2".

6° à l'article 4, § 1^{er}, le point 16 est remplacé par le point suivant :

« 16° pour attribuer et proroger les fonctions supérieures jusqu'au rang 10 inclus aux membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 et 4».

7° à l'article 4, § 1^{er}, il est ajouté un point 22 rédigé comme suit :

« 22° pour recevoir le serment constitutionnel des agents de niveau I »

8° aux articles 4, 5, 9, 17, 23 et à l'annexe désignant les autorités déléguées en vertu de l'article 10 du même arrêté, la mention du rang "13" est remplacée par la mention du rang "12".

9° à l'article 4, le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées au § 1^{er} sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel, les compétences sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique ».

10° à l'article 4, § 3, les mots "au rang 13, en accord avec l'administrateur général," sont remplacés par les mots "au rang 15".

11° aux articles 5, § 1^{er}, 2°, 6, § 1^{er}, et 30, les mots "la direction d'administration du Personnel" sont remplacés par les mots "le Service général du Personnel".

12° à l'article 5, § 1^{er}, 4°, les mots "à quinze mille francs" sont remplacés par les mots "à vingt-cinq mille francs".

13° à l'article 5, § 4, les mots "de rang 24" sont remplacés par les mots "de rang 22".

14° à l'article 6, § 2, les mots "par un fonctionnaire de la direction d'administration du Personnel, titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 11, étant entendu qu'il s'agira toujours du fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé; à égalité de grade, il sera tenu compte d'abord, de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service et enfin de l'âge" sont remplacés par les mots "par le directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe du Service général de la Fonction publique".

15° aux articles 6 et 30, la mention du rang "11" est remplacée par la mention du rang "10".

16° à l'article 33, 2°, les mots "la direction d'administration" sont remplacés par les mots "le Service général" et les mots "et du Tourisme" sont supprimés.

17° dans l'intitulé de la sous-section 1re de la Section IV du chapitre III et aux articles 34, 36 et 38, les mots "et du Tourisme" sont supprimés.

18° aux articles 34 à 37, les mots "à la direction d'administration" sont remplacés par les mots "au Service général" et les mots "et touristiques" sont supprimés.

19° dans l'intitulé de la sous-section II de la section IV du chapitre III, les mots "de la direction d'administration" sont remplacés par les mots "du Service général".

20° aux articles 36 à 38, les mots "au directeur d'administration", "au conseiller de la direction des services administratifs", "à l'inspecteur général" et "les secrétaires d'administration" sont remplacés respectivement par les mots "au directeur général adjoint ou à la directrice générale adjointe", "au directeur ou à la directrice", "au directeur général adjoint ou à la directrice générale adjointe" et "les attachés ou attachés principaux ou attachées principales".

21° à l'article 36, 1°, il est ajouté un 2e alinéa rédigé comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général adjoint ou de la directrice générale adjointe, ces délégations peuvent être exercées, en vertu d'un acte de subdélégation préalable, par un agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins ».

22° à l'article 36, 2°, il est ajouté un 2e alinéa rédigé comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement du directeur ou de la directrice, ces délégations peuvent être exercées, en vertu d'un acte de subdélégation préalable, par un agent titulaire d'un grade de rang 10 au moins ».

23° dans l'intitulé de la sous-section III de la section IV du chapitre III et à l'article 38, les mots "et touristiques" sont supprimés.

24° à l'article 39, les mots "de l'inspecteur général" et "l'inspecteur principal - chef de service qui lui est adjoint" sont remplacés respectivement par les mots "du directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe" et "un agent titulaire du grade de rang 12 au moins".

25° à l'article 42, il est ajouté au 2e alinéa rédigé comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire d'un grade du rang 15, ces délégations peuvent être exercées par un agent titulaire d'un grade de rang 12 désigné, par acte écrit et préalable, communiqué au secrétaire général, par le directeur général de la Santé ».

26° à l'article 44, les mots "de rang 13" sont remplacés par les mots de "rang 12" et les mots "ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, aux agents titulaires d'un grade de rang 10 au moins" sont insérés entre les mots "aux fonctionnaires responsables du Service de l'Inspection médicale scolaire de rang 12 au moins" et les mots ", la compétence pour approuver les factures".

27° au chapitre III, la Section VI est remplacée par la Section suivante :

« Section VI - Délégation particulière en matière juridique.

Art. 45. Délégation est donnée au secrétaire général pour approuver les états d'honoraires des avocats, avoués et experts.

Pour l'approbation des honoraires n'excédant pas cent mille francs, le secrétaire général peut déléguer à un agent de rang 10 au moins les pouvoirs qui lui sont accordés par l'alinéa précédent. »

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 1993 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation - est modifié comme suit :

1° à l'article 1^{er}, le paragraphe 1^{er} est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1^{er}. Les délégations de compétence et de signature visées au présent arrêté sont données aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française, ci-après dénommé "Ministère" ou "Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation", soumis aux dispositions du statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et affectés aux emplois prévus par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 fixant le cadre transitoire du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française à l'exception des emplois de ce cadre composant le Département de la Culture et des Affaires sociales sauf pour ce qui concerne l'emploi de directeur général ou directrice générale du Service général du Personnel et l'emploi de directeur général adjoint ou directrice générale adjointe du Service général de la Fonction publique ou tout autre emploi du cadre composant ce Département et dont le titulaire reçoit une délégation par ou en vertu du présent arrêté. »

2° à l'article 1^{er}, il est ajouté un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3 Les dispositions du présent arrêté relatives à l'absence d'une autorité déléguée visent toutes les hypothèses d'absence fonctionnelle de ladite autorité, notamment celle du défaut de titulaire occupant l'emploi considéré sauf lorsque les fonctions supérieures sont exercées. »

3° L'intitulé de la section 1re du Chapitre II est complété par les termes "de l'administration".

4° aux articles 5 et 7, les mentions "niveaux 2" sont remplacées par les mentions "niveaux 2+, 2".

5° à l'article 5, le littera c du point 2 est supprimé et il est ajouté un point 21 rédigé comme suit :

« 21° pour attribuer et proroger les fonctions supérieures jusqu'au rang 10 inclus aux membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 et 4 ».

6° à l'article 5, il est ajouté un point 22 rédigé comme suit :

« 22° pour mettre les agents en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

pour fixer le traitement d'attente à octroyer à l'agent en disponibilité pour maladie ou infirmité. »

7° à l'article 5, le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées au § 1^{er} sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel, les compétences sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique*.

8° à l'article 5, § 3, les mots "directeur général des personnels, des statuts, de l'organisation administrative et de l'enseignement spécial, en accord avec l'administrateur général," sont remplacés par les mots "à un fonctionnaire appartenant au moins au rang 15".

9° à l'article 5, § 4, les mots "en application du § 1^{er}, 3°, 14°, 15° et 16°" sont remplacés par les mots "en application du § 1^{er}, 3°, a et b, 14°, 15°, 16° et 21°".

10° à l'article 6, § 1^{er}, le point 2 est remplacé par le point suivant :

« 2° pour accorder, après avis du fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel, des congés aux agents des niveaux 2, 3 et 4 dans les cas suivants :

a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;

b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;

c) pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;

d) pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;

e) pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;

f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre du congé de promotion sociale et du congé de formation; »

11° aux articles 6, 10, 25 et à l'annexe désignant les autorités déléguées en vertu de l'article 10 du même arrêté, la mention du rang "13" est remplacée par la mention du rang "12".

12° à l'article 6, § 4, les mots "la compétence prévue au 1° du § 1^{er} aux fonctionnaires" sont remplacés par les mots "la compétence prévue au 1° du § 1^{er} aux chefs de service titulaires d'un grade de rang 22 au moins ou qui exercent les fonctions supérieures de rang 22".

13° à l'article 7, § 1^{er}, les mots "directeur général des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial" sont remplacés par les mots "secrétaire général" et les points 2° et 3° sont remplacés par les points suivants :

« 2° pour accorder les congés dans les cas suivants :

a) pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;

b) pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;

c) pour l'accueil d'un enfant de moins de dix ans, en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;

d) à la naissance de l'enfant, d'un congé parental;

3° pour rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel; »

14° à l'article 7, le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées au § 1^{er} sont exercées en cas d'urgence par le fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel, les compétences visées à l'alinéa précédent sont exercées en cas d'urgence par le directeur général adjoint ou la directrice générale adjointe du Service général de la Fonction publique ».

15° à l'article 7, § 1^{er}, le point 4° est supprimé.

16° à l'article 19, la mention du rang "11" est remplacée par la mention du rang "10".

17° à l'article 13, § 2, les mots "pour les compétences de la direction d'administration de l'Organisation des Etudes" sont remplacés par les mots "pour les compétences de la Direction générale de l'Organisation des Etudes".

18° l'article 18 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Sont exclus des délégations attribuées aux fonctionnaires titulaires d'un grade des rangs 12 à 16 inclus, et visées dans la présente section, les marchés en matière d'informatique relatifs aux matériels, aux logiciels et aux services. »

19° à l'article 19, § 1^{er}, 14°, les mots "la direction générale des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial" sont remplacés par les mots "le Service général du Personnel".

20° aux articles 19, § 2 et § 3, 20, § 3, et 27, § 1^{er}, les mots ", de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial" sont remplacés par les mots "et de l'Organisation administrative."

21° dans l'intitulé de la section 2 du chapitre III, les mots "aux directeurs d'administration, aux directeurs, aux conseillers et conseillers-chefs de service et aux conseillers adjoints" sont remplacés par les mots "aux directeurs généraux adjoints ou directrices générales adjointes, aux directeurs ou directrices, aux attachés ou attachés principaux ou attachées ou attachées principales".

22° à l'article 20, § 1^{er}, les mots "aux directeurs d'administration, aux directeurs, aux conseillers, aux conseillers-chefs de service" sont remplacés par les mots "aux directeurs généraux adjoints ou directrices générales adjointes et aux directeurs ou directrices".

23° à l'article 20, § 2 et § 4, les mots "au directeur d'administration" sont remplacés par les mots "au directeur général adjoint ou à la directrice générale adjointe".

24° à l'article 20, § 2, les mots "de la direction d'administration de la Promotion sociale" sont remplacés par les mots "du Service général de la Formation, de la Promotion sociale et de l'Enseignement à distance. »

25° à l'article 20, § 3, les mots "conseiller adjoint" sont remplacés par les mots "à un autre agent de niveau 1".

26° à l'article 20, § 4, les mots "au conseiller-chef de service" sont remplacés par les mots "au directeur ou à la directrice".

27° à l'article 20, § 5, les mots "aux conseillers adjoints" sont remplacés par les mots "à des agents de niveau 1".

28° au chapitre III, la Section 3 est remplacée par la section suivante :

« Section 3. - Délégations particulières en matière juridique

Art. 21. Délégation est donnée au secrétaire général dans les matières suivantes :

1° attribution à un accident de la qualification juridique d'"accident du travail" ou d'"accident survenu sur le chemin du travail".

2° approbation des états d'honoraires des avocats, avoués et experts.

3° approbation de toute dépense et de toute répétition relatives à la réparation d'accidents de roulage, d'accidents de travail ou de toute autre nature, ainsi que toutes allocations ou indemnités accordées dans ces cas par décision judiciaire.

Le secrétaire général peut déléguer à un agent de rang 10 au moins les pouvoirs qui lui sont accordés par l'alinéa précédent sauf pour ce qui concerne l'approbation des honoraires qui excèdent cent mille francs. »

Art. 3. Les délégations et subdélégations accordées au 31 août 1996 par ou en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - et par ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 octobre 1993 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation - poursuivent leurs effets conformément aux dispositions desdits arrêtés à la condition que les agents qui en sont investis remplissent, par référence au nouveau grade auquel ils ont été nommés en application de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, la condition de grade, de rang ou de niveau fixée par lesdits arrêtés tels que modifiés par le présent arrêté.

La condition visée à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux agents qui ne sont pas soumis, à la date du 1^{er} septembre 1996, aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française qui attribuent un nouveau grade aux agents des Services du Gouvernement.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 1996 à l'exception de l'article 1^{er}, 14^e et de l'article 2, 5^e à 10^e, 12^e à 15^e, 18^e, 19^e et 28^e qui entrent en vigueur à la date de signature du présent arrêté, et de l'article 3 qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1996.

Art. 5. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juin 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1421

[S — C — 97/29250]

17 JUNI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekeningsoverdrachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken - en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1993 tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperambtenaren en sommige andere personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekeningsoverdrachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, gewijzigd bij het besluit van 5 oktober 1994;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1993 tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperambtenaren en sommige andere personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 20 mei 1997,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekeningsoverdrachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel 1 wordt de eerste paragraaf door de volgende vervangen :

« § 1. De delegaties inzake bevoegdheden en ondertekening bedoeld bij dit besluit worden verleend aan de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna "Ministerie" of "Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken", op wie de bepalingen van het statuut van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van toepassing zijn en die aangewezen zijn voor de betrekkingen voorzien bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot vaststelling van de overgangsformatie van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de betrekkingen van deze formatie waaruit het Departement Onderwijs, Onderzoek en Vorming bestaat. »

2° in artikel 1, § 2, wordt een derde lid toegevoegd, luidend :

« De bepalingen van dit besluit met betrekking tot de afwezigheid van een gedelegeerde overheid beogen alle mogelijkheden van functionele afwezigheid van genoemde overheid, inzonderheid deze van het gebrek aan titularis voor het bekleden van betrokken betrekking behalve wanneer hogere functies uitgeoefend worden. »

3° Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk II wordt aangevuld met de woorden "van het bestuur".

4° in artikel 4, § 1, 1°, worden de woorden "van de niveaus 3" vervangen door de woorden "van de niveaus 2+, 2, 3".

5° in de artikelen 4, 5 en 6, worden de vermeldingen "niveaus 2" vervangen door de vermeldingen "niveaus 2+, 2".

6° in artikel 4, § 1, wordt punt 16 vervangen door :

« 16° om de hogere functies tot rang 10 inbegrepen toe te kennen en te verlengen voor de personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 ».

7° aan artikel 4, § 1, wordt een punt 22 toegevoegd, luidend als volgt :

« 22° om de grondwettelijke eedaflegging van ambtenaren van niveau I te ontvangen ».

8° in de artikelen 4, 5, 9, 17, 23 en in de bijlage ter aanstelling van de gedelegeerde overheden krachtens artikel 10 van hetzelfde besluit wordt de vermelding van rang "13" vervangen door de vermelding van rang "12".

9° in artikel 4 wordt paragraaf 2 vervangen door volgende paragraaf :

« § 2. - Ingeval de secretaris-generaal afwezig of verhinderd is, worden de in § 1 opgesomde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel.

Ingeval de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel afwezig of verhinderd is, worden de bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken. »

10° in artikel 4, § 3 worden de woorden "in afspraak met de Administrateur-generaal aan een ambtenaar die ten minste de rang 13 bekleedt" vervangen door de woorden "aan een ambtenaar die ten minste de rang 15 bekleedt".

11° in de artikelen 5, § 1, 2°, 6, § 1 en 30 worden de woorden "de Bestuursdirectie van het Personeel" vervangen door de woorden "de Algemene Dienst Personeel".

12° in artikel 5, § 1, 4° worden de woorden "aan vijftienduizend frank" vervangen door de woorden "aan vijfentwintigduizend frank".

13° in artikel 5, § 4 worden de woorden "van rang 24" vervangen door de woorden "van rang 22"

14° in artikel 6, § 2 worden de woorden "door een ambtenaar van de Bestuursdirectie van het Personeel die ten minste een graad van rang 11 bekleedt, met dien verstande dat het steeds een ambtenaar betreft die de hoogste graad bekleedt; bij gelijkheid in graad, wordt eerst rekening gehouden met de graadancienniteit, vervolgens met de dienstancienniteit en tenslotte met de leeftijd" vervangen door de woorden "door de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken"

15° in de artikelen 6 en 30 wordt de vermelding van rang "11" vervangen door de vermelding van rang "10".

16° in artikel 33, 2° worden de woorden "de Bestuursdirectie" vervangen door de woorden "de Algemene Dienst" en de woorden "en Toerisme" worden geschrapt.

17° in het opschrift van Onderafdeling I van Afdeling IV van Hoofdstuk III en in de artikelen 34, 36 en 38 worden de woorden "en Toerisme" geschrapt.

18° in de artikelen 34 tot 37 worden de woorden "tot de Bestuursdirectie" vervangen door de woorden "tot de Algemene dienst" en de woorden "en Toerisme" worden geschrapt.

19° in het opschrift van Onderafdeling II van Afdeling IV van Hoofdstuk III worden de woorden "van de Bestuursdirectie" vervangen door de woorden "van de Algemene dienst".

20° in de artikelen 36 tot 38 worden de woorden "aan de Bestuursdirecteur", "aan de Adviseur bij de Directie van de bestuursdiensten", "aan de Inspecteur-generaal", en "de bestuurssecretarissen" respectievelijk vervangen door de woorden "aan de Adjunct-directeur-generaal", "aan de Directeur", "aan de Adjunct-directeur-generaal", en "de Attachés of Eerstaanwezende attachés".

21° aan artikel 36, 1°, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ingeval de adjunct-directeur-generaal afwezig of verhinderd is, kunnen deze delegaties uitgeoefend worden, krachtens een vooraf gegeven akte van subdelegatie, door een titularis van een graad van ten minste rang 12 ».

22° aan artikel 36, 2°, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ingeval de directeur afwezig of verhinderd is, kunnen deze delegaties uitgeoefend worden, krachtens een vooraf gegeven akte van subdelegatie, door een titularis van een graad van ten minste rang 10 ».

23° in het opschrift van de onderafdeling III van afdeling IV van hoofdstuk III en in artikel 38, worden de woorden "en Toerisme" geschrapt.

24° in artikel 39 worden de woorden "de Inspecteur-generaal" en "de Eerstaanwezend Inspecteur-Hoofd van dienst bij wie hij toegevoegd is" respectief vervangen door de woorden "de adjunct-directeur-generaal" en "een ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 12".

25° aan artikel 42 wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ingeval de ambtenaar van een graad van minstens rang 15 afwezig of verhinderd is, kunnen deze delegaties uitgeoefend worden door een ambtenaar titularis van een graad van rang 12 aangesteld bij een schriftelijke en voorafgaande akte medegedeeld aan de secretaris-generaal, door de directeur-generaal van de Gezondheid ».

26° in artikel 44 worden de woorden "van ten minste rang 13" vervangen door de woorden "van ten minste rang 12" en de woorden "of, bij hun afwezigheid of verhinderding, aan de ambtenaren titularis van een graad van ten minste rang 10" worden ingevoegd tussen de woorden "aan de ambtenaren verantwoordelijk voor de Dienst voor medisch schooltoezicht van ten minste rang 12" en de woorden "de bevoegdheid subdelegeren om de fakturen... » .

27° in hoofdstuk III wordt afdeling VI vervangen door de volgende afdeling :

« Afdeling VI - Bijzondere delegatie inzake juridische aangelegenheden

Art. 45. Er wordt delegatie verleend aan de secretaris-generaal om de staten van honorarium van advocaten, procureurs en deskundigen goed te keuren.

Voor de goedkeuring van honoraria die niet hoger zijn dan 100 000 BEF mag de secretaris-generaal de machten die hem toegezwezen worden door het vorig lid aan een ambtenaar van ten minste rang 10 delegeren".

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1993 tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperambtenaren en sommige andere personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming - wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel 1 wordt paragraaf 1 vervangen door volgende paragraaf :

« § 1. De bevoegdheids- en tekeningsoverdrachten bedoeld in dit besluit worden verleend aan de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna "Ministerie" of "Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming" op wie het statuut van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap toepasselijk is en die aangewezen zijn voor de betrekkingen voorzien bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot vaststelling van de overgangsformatie van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de betrekkingen van deze formatie waaruit het Departement Cultuur en Sociale Zaken bestaat behalve de betrekking van directeur-generaal van de Algemene Dienst Personeel en de betrekking van adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken of iedere andere betrekking van de formatie waaruit dit Departement bestaat en waarbij overdracht verleend wordt aan de titularis bij krachtens dit besluit ».

2° aan artikel 1 wordt een derde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De bepalingen van dit besluit met betrekking tot de afwezigheid van een gedelegeerde overheid beogen alle mogelijkheden van functionele afwezigheid van genoemde overheid, inzonderheid deze van het gebrek aan titularis voor het bekleden van betrokken betrekking behalve wanneer hogere functies uitgeoefend worden. »

3° Het opschrift van Afdeling 1 van Hoofdstuk II wordt met de woorden "van het bestuur" aangevuld.

4° in de artikelen 5 en 7 worden de vermeldingen "niveaus 2" vervangen door de vermeldingen "niveaus 2+, 2".

5° in artikel 5 wordt littera c van punt 2 geschrapt en er wordt een punt 21 toegevoegd, luidend als volgt :

« 21° om de hogere functies tot rang 10 inbegrepen aan de personeelsleden van niveaus 2+, 2, 3 en 4 toe te kennen en te verlengen ».

6° aan artikel 5 wordt een punt 22 toegevoegd, luidend als volgt :

« 22° om de ambtenaren in disponibiliteit te stellen wegens ziekte of gebrekbaarheid die niet gepaard gaat met een definitieve dienstongeschiktheid, maar die toch afwezigheden met zich meebrengt waarvan de duur deze van het verlof wegens ziekte of gebrekbaarheid overschrijdt;

om het wachtloon te bepalen dat aan de wegens ziekte of gebrekbaarheid in disponibiliteit gestelde ambtenaar dient te worden toegekend. ».

7° in artikel 5 wordt paragraaf 2 vervangen door volgende paragraaf :

« § 2. Ingeval de Secretaris-generaal afwezig of verhinderd is, worden de in § 1 opgesomde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de opperambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel.

Ingeval de opperambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel afwezig of verhinderd is, worden de bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de opperambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken. »

8° in artikel 5, § 3 worden de woorden "de directeur-generaal Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs, in overleg met de administrateur-generaal, " vervangen door de woorden "aan een ambtenaar die ten minste de rang 15 bekleedt".

9° in artikel 5, § 4 worden de woorden "ingevolge § 1, 3°, 14°, 15°, 16°" vervangen door de woorden "ingevolge § 1, 3°, a en b, 14°, 15°, 16° en 21°".

10° in artikel 6, § 1 wordt punt 2 vervangen door volgend punt :

« 2° om, na advies van de opperambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel, verlof toe te staan aan de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4 in de volgende gevallen :

a) om dwingende redenen van familiale aard;

b) om een stage of proeftijd te volbrengen in een andere openbare dienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor voorlichting bij beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, van het

universitair onderwijs;

c) om ad interim een ambt uit te oefenen in een officiële of in een vrije gesubsidieerde school;

d) om zich kandidaat te stellen voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

e) wegens verminderde prestaties, om sociale of familiale redenen of om persoonlijke redenen;

f) om les te volgen ten einde de intellectuele, morele of sociale vorming te volmaken in het kader van het verlof voor sociale promotie en het vormingsverlof; »

11° in de artikelen 6, 10, 25 en in de bijlage tot aanwijzing van de overheden gemachtigd krachtens artikel 10 van hetzelfde besluit, wordt de vermelding van rang "13" vervangen door de vermelding van rang "12".

12° in artikel 6, § 4, worden de woorden "de bevoegdheid, bedoeld in § 1, punt 1, overdragen aan de ambtenaren" vervangen door de woorden "de bevoegdheid, bedoeld in § 1, punt 1, overdragen aan de dienstchefs die ten minste een graad van rang 22 bekleden of die hogere functies van rang 22 uitoefenen".

13° in artikel 7, § 1, worden de woorden "de directeur-generaal Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs" vervangen door de woorden "Secretaris-generaal" en de punten 2° en 3° worden vervangen door de volgende punten :

« 2. om verlof toe te staan in de volgende gevallen :

a) om les te volgen van de school voor civiele bescherming, ofwel als vrijwilliger bij dit korps ofwel als leerling die niet tot dit korps behoort;

b) om in vredesprijs prestaties te verstrekken bij de civiele bescherming, als vrijwilliger bij dit korps;

c) voor het onthaal van een kind van minder dan tien jaar, met het oog op zijn adoptie of op de uitoefening van een pleegvoogdij;

d) bij de geboorte van een kind, als ouderlijk verlof;

3°) om een personeelslid dat afwezig is wegens ziekte of gebrekbaarheid en dat de Administratieve Gezondheidsdienst geschikt heeft bevonden om deeltijds zijn ambt te hervatten, terug in dienst te roepen. »

14° in artikel 7 wordt paragraaf 2 vervangen door volgende paragraaf :

« § 2. Ingeval de Secretaris-generaal afwezig of verhinderd is, worden de in § 1 opgesomde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de opperambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel.

Ingeval de opperambtenaar die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel afwezig of verhinderd is, worden de in voorafgaand lid bepaalde bevoegdheden in spoedgevallen uitgeoefend door de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Ambtenarenzaken. »

15° in artikel 7, § 1 wordt punt 4° geschrapt.

16° in artikel 19 wordt de vermelding van rang "11" vervangen door de vermelding van rang "10".

17° in artikel 13, § 2 worden de woorden "voor de bevoegdheid van de bestuursdirectie Organisatie van het onderwijs" vervangen door de woorden "voor de bevoegdheid van de Algemene directie Organisatie van het onderwijs".

18° artikel 18 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 18. Worden uitgesloten van de overdrachten verleend aan de ambtenaren bekleed met een graad van de rangen 12 tot en met 16 en bepaald in deze afdeling, de opdrachten inzake informatica betreffende de hardware, software en de diensten. »

19° in artikel 19, § 1, 14° worden de woorden "de Algemene directie Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs" vervangen door de woorden "Algemene Dienst Personeel".

20° in de artikelen 19, § 2 en § 3, 20, § 3, en 27, § 1 worden de woorden ", Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs" vervangen door de woorden "en Administratieve Organisatie".

21° in het opschrift van Afdeling 2 van Hoofdstuk III worden de woorden "aan de bestuursdirecteurs, directeurs, adviseurs, adviseurs-dienstchefs en adjunct-adviseurs" vervangen door de woorden "aan de adjunct-directeurs-generaal, directeurs, attachés of eerstaanwezend attachés".

22° in artikel 20, § 1 worden de woorden "aan de bestuursdirecteurs, directeurs, adviseurs, adviseurs-dienstchefs" vervangen door de woorden "aan de adjunct-directeurs-generaal en directeurs".

23° in artikel 20, § 2 en § 4 worden de woorden "aan de bestuursdirecteur" vervangen door de woorden "aan de adjunct-directeur-generaal. »

24° in artikel 20, § 2 worden de woorden "van de bestuursdirectie Sociale Promotie" vervangen door de woorden "van de Algemene dienst Sociale Promotie en Afstands-onderwijs".

25° in artikel 20, § 3 worden de woorden "de adjunct-adviseur" vervangen door de woorden "een ander personeelslid van niveau I".

26° in artikel 20, § 4 worden de woorden "de adviseur-dienstchef" vervangen door de woorden "de directeur".

27° in artikel 20, § 5 worden de woorden "de adjunct-adviseur" vervangen door de woorden "personeelsleden van niveau I".

28° in hoofdstuk III wordt Afdeling 3 vervangen door volgende afdeling :

« Afdeling 3.- Bijzondere delegaties inzake juridische aangelegenheden

Art. 21. Aan de secretaris-generaal wordt delegatie verleend met betrekking tot de volgende aangelegenheden :

1° toekenning aan een ongeval van de rechtskundige vermelding "arbeidsongeval" of "ongeval op de weg van of naar het werk".

2° goedkeuring van het honorarium van de advocaten, pleitbezorgers en deskundigen;

3° goedkeuring van elke uitgave en van elke terugvordering betreffende de schadeloosstelling voor verkeerson-gevallen, arbeidsongevallen of ongevallen van elke aard, alsmede van alle toelagen of vergoedingen die in deze gevallen door gerechtelijke beslissingen worden toegekend.

De secretaris-generaal kan aan een personeelslid van ten minste rang 10 de machten overdragen die hem bij vorig lid zijn toegezwezen met uitzondering van de goedkeuring van het honorarium wanneer dit honorarium honderddui-zend frank overschrijdt. »

Art. 3. De delegaties en subdelegaties verleend op 31 augustus 1996 bij en krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekeningsoverdrachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken - en bij of krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 oktober 1993 tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperambtenaren en sommige andere personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap -Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming - behouden hun uitwerking overeenkomstig de bepalingen van genoemde besluiten op voorwaarde dat de ambtenaren die ze bekleden de voorwaarde van graad, rang of niveau bepaald in genoemde besluiten zoals gewijzigd bij dit besluit, vervullen, bij verwijzing naar de nieuwe graad waarin ze benoemd werden in toepassing van artikel 2, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De voorwaarde bedoeld bij het vorige lid is niet van toepassing op de ambtenaren die op 1 september 1996 niet onderworpen zijn aan de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, die een nieuwe graad toekennen aan de ambtenaren van de Diensten van de Regering.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1996 met uitzondering van artikel 1, 14°, en artikel 2, 5° tot 10°, 12° tot 15°, 18°, 19° en 28° die in werking treden op de datum waarop dit besluit ondertekend wordt, en van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1996.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juni 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE**

F. 97 — 1422

[C — 97/27360]

**26 JUIN 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981
concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées en dernier lieu par la loi du 5 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et 1^{er} avril 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 mars 1994, 6 avril 1995 et 27 juin 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant que dans le chef de certains collaborateurs, la fonction exercée n'emporte pas la notion de lieu fixe de travail et qu'une exigence de disponibilité maximale est requise;

Considérant que certains Ministres, Membres du Gouvernement wallon sont également Membres du Gouvernement de la Communauté française;

Que les lieux d'implantation des Cabinets ministériels régionaux et communautaires peuvent différer;

Considérant que certains collaborateurs des Cabinets ministériels travaillent indistinctement pour les deux pouvoirs fédérés;

Considérant qu'en raison des missions qui leur sont confiées, certains membres du personnel des Cabinets ministériels sont normalement astreints pendant une période continue à effectuer des déplacements fréquents dans l'intérêt du service;

Qu'il est ainsi impérieux d'agir sans délai;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon est complété comme suit :

« L'arrêté de nomination détermine la résidence administrative. »

Art. 2. L'article 16, § 3, du même arrêté est complété comme suit :

« Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée au personnel des Cabinets.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

Chef de Cabinet, Chef de Cabinet adjoint	FB 73 114
--	-----------

Conseiller, Secrétaire de Cabinet, Secrétaire particulier, Attaché	FB 54 841
--	-----------

Personnel d'exécution	FB 36 561
-----------------------	-----------

L'indemnité est due par mois et à terme échu.

L'indemnité n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours consécutifs.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours consécutifs.

Elle est également maintenue pendant les congés de vacances.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée *prorata temporis* à raison de 1/30e du montant mensuel par jour. ».

Art. 3. A l'article 15 du même arrêté, le chiffre 16 est inséré à la suite du chiffre 13.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets au 20 juin 1995 pour ce qui concerne les dispositions visées à l'article 1^{er} et au 1^{er} janvier 1997 pour les dispositions visées aux articles suivants.

Namur, le 26 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1422

[C — 97/27360]

26. JUNI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Mai 1993;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordinierung der Gesetze über die Buchführung des Staates;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, abgeändert durch die Erlassen der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982, vom 6. Februar 1986, vom 11. Mai 1988 und vom 1. April 1993 und durch die Erlassen der Wallonischen Regierung vom 10. März 1994, vom 6. April 1995 und vom 27. Juni 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1995 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1996 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

In der Erwägung, daß von gewissen Mitarbeitern ausgeübte Amt nicht mit einem festen Arbeitsort verbunden ist, und ein Höchstmaß an Verfügbarkeit erfordert;

In der Erwägung, daß gewisse Minister, Mitglieder der Wallonischen Regierung, ebenfalls Mitglieder der Regierung der Französischen Gemeinschaft sind;

In der Erwägung, daß die Standorte der regionalen und gemeinschaftlichen ministeriellen Kabinete unterschiedlich sein können;

In der Erwägung, daß gewisse Mitarbeiter der ministeriellen Kabinete gleichermaßen für die beiden föderierten Behörden arbeiten;

In der Erwägung, daß aufgrund der ihnen anvertrauten Aufgaben gewisse Personalmitglieder der ministeriellen Kabinete normalerweise gezwungen sind, während einer ununterbrochenen Periode häufige Dienstreisen zu machen;

In der Erwägung, daß es deshalb unbedingt notwendig ist, unverzügliche Maßnahmen zu treffen;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Dezember 1981 betreffend die Kabinette derjenigen Minister, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, wird wie folgt ergänzt:

« Der Ernennungserlaß legt den Amtssitz fest. »

Art. 2 - Artikel 16, § 3 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

« Eine jährliche Pauschalentschädigung für Aufenthaltskosten kann dem Personal der Kabinette gewährt werden.

Der Entschädigungsbetrag wird wie folgt festgelegt:

Kabinettschef, beigeordneter Kabinettschef	BEF 73 114
--	------------

Berater, Kabinettssekretär, Privatsekretär, Attaché	BEF 54 841
---	------------

Personal mit ausführender Tätigkeit	BEF 36 561
-------------------------------------	------------

Diese Entschädigung wird pro Monat nachträglich gezahlt.

Die Entschädigung wird nur dann gewährt, wenn das Amt, mit dem sie verbunden ist, während einer Dauer von mehr als fünf aufeinanderfolgenden Tagen im Laufe eines gleichen Monats ausgeübt wird.

Die Entschädigung wird während der Abwesenheitsperioden erhalten, wenn diese im Laufe eines gleichen Monats fünf aufeinanderfolgende Tage nicht überschreiten.

Sie wird ebenfalls während der Urlaubsperioden erhalten.

Wenn die Entschädigung nicht für einen gesamten Monat geschuldet ist, wird sie *prorata temporis* bis zur Höhe eines Dreißigstels des monatlichen Betrags pro Tag gezahlt. »

Art. 3. Artikel 15 desselben Erlasses wird die Ziffer 16 nach der Ziffer 13 eingefügt.

Art. 4. Der vorliegende Erlaß wird, was die in Artikel 1 erwähnten Bestimmungen betrifft, am 20. Juni 1995 und was die in den darauffolgenden Artikeln erwähnten Bestimmungen betrifft, am 1. Januar 1997 wirksam.

Namur, den 26. Juni 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1422

[C — 97/27360]

**26 JUNI 1997. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981
betreffende de kabinetten van de Ministers die lid zijn van de Waalse Gewestexecutieve**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de Ministers die lid zijn van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982, 6 februari 1986, 11 mei 1988 en 1 april 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 maart 1994, 6 april 1995 en 27 juni 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1996 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Overwegende dat sommige medewerkers een ambt uitoefenen waarvoor geen vaste werkplaats nodig is en dat ze zo beschikbaar mogelijk moeten zijn;

Overwegende dat sommige Ministers tegelijkertijd lid zijn van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Dat de gewestelijke en gemeenschappelijke ministeriële kabinetten op verschillende plaatsen gevestigd kunnen zijn;

Overwegende dat sommige medewerkers zonder onderscheid voor beide deelregeringen werken;

Overwegende dat sommige personeelsleden van de ministeriële kabinetten zich vaak in het belang van de dienst gedurende ononderbroken periodes moeten verplaatsen om hun opdracht te vervullen;

Overwegende dat derhalve zo spoedig mogelijk maatregelen moeten worden getroffen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 december 1981 betreffende de kabinetten van de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, wordt aangevuld als volgt :

« Het benoemingsbesluit bepaalt de administratieve verblijfplaats ».

Art. 2. Artikel 16, paragraaf 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Aan het personeel van de kabinetten kan een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfkosten worden toegekend.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

Kabinetschef, adjunct-kabinetschef BEF 73 114

Adviseur, kabinetsecretaris, privé-secretaris, Attaché BEF 54 841

Uitvoerend personeel BEF 36 561

De vergoeding wordt maandelijks na verstrekken termijn uitbetaald.

De vergoeding wordt alleen toegestaan voor zover het ambt waarop ze betrekking heeft, gedurende meer dan vijf opeenvolgende dagen in dezelfde maand wordt uitgeoefend.

De vergoeding wordt gehandhaafd tijdens afwezigheidsperioden van minder dan vijf opeenvolgende dagen in dezelfde maand.

Ze wordt eveneens gehandhaafd tijdens de verlofdagen.

Als de vergoeding niet voor een volle maand verschuldigd is, wordt ze *prorata temporis* uitbetaald tegen 1/30ste van het maandelijkse bedrag per dag. ».

Art. 3. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt het cijfer 16 na het cijfer 13 ingevoegd.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 20 juni 1995 wat betreft de in artikel 1 bedoelde bepalingen, en met ingang van 1 januari 1997 wat betreft de bepalingen die in de volgende artikelen bedoeld worden.

Namen, 26 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[97/9602]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 10 janvier 1997, entrant en vigueur le 19 juillet 1997, est nommé greffier-chef de service à titre définitif à la Cour de cassation, M. Bovens, G., greffier à cette cour.

Par arrêtés royaux du 20 juin 1997, sont nommés :

- greffier à la justice de paix du second canton d'Anderlecht, Mlle Bellemans, J., greffier adjoint principal à la justice de paix du premier canton d'Anderlecht;
- greffier aux justices de paix des cantons de Gembloux et d'Eghezée, M. Lignon, M., greffier adjoint principal aux justices de paix de ces cantons;
- greffier à la justice de paix du canton de Saint-Nicolas, M. Dejonc, J., greffier adjoint principal à la justice de paix de ce canton.

Par arrêtés royaux du 23 juin 1997, sont nommées :

- greffier adjoint à la justice de paix du canton de Dinant, Mlle Martin, C., employée sous contrat au greffe du tribunal de première instance de Neufchâteau;
- greffier adjoint à la justice de paix du second canton de Liège, Mme Dasse, F., employée principale au greffe du conseil de guerre permanent.

Par arrêtés ministériels du 8 juillet 1997 :

- Mme Cools, P., rédacteur au greffe du tribunal de police de Turnhout, reste déléguée aux fonctions de greffier adjoint à ce tribunal pour une nouvelle période de sept mois;
- Mme Gebeelen, N., employée sous contrat aux greffes des justices de paix de Tongres et de Fouron-Saint-Martin, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint aux justices de paix de ces cantons du 1er août 1997 au 31 août 1997;
- Mme Vangaethoven, S., employée principale au greffe de la justice de paix du canton de Saint-Trond, est temporairement déléguée aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix de ce canton;
- Mme Manand, I., employée au greffe de la justice de paix du canton de Neufchâteau, est déléguée aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix de ce canton du 1er août 1997 au 31 août 1997.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

[97/521]

Nomination d'un commissaire adjoint au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides

Par arrêté royal du 3 février 1997, qui entre en vigueur le 1er août 1997, M. Xavier De Beys est nommé pour une période de cinq ans, commissaire adjoint au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9602]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 10 januari 1997, in werking tredend op 19 juli 1997, is vast benoemd tot griffier-hoofd van dienst bij het Hof van Cassatie, de heer Bovens, G., griffier bij dit hof.

Bij koninklijke besluiten van 20 juni 1997 zijn benoemd tot :

- griffier bij het vrederecht van het tweede kanton Anderlecht, Mej. Bellemans, J., eerstaanwezend adjunct-griffier bij het vrederecht van het eerste kanton Anderlecht;
- griffier bij de vrederechten van de kantons Gembloux en Eghezée, de heer Lignon, M., eerstaanwezend adjunct-griffier bij de vrederechten van deze kantons;
- griffier bij het vrederecht van het kanton Saint-Nicolas, de heer Dejonc, J., eerstaanwezend adjunct-griffier bij het vrederecht van dit kanton.

Bij koninklijke besluiten van 23 juni 1997 zijn benoemd tot :

- adjunct-griffier bij het vrederecht van het kanton Dinant, Mej. Martin, C., beampte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Neufchâteau;
- adjunct-griffier bij het vrederecht van het tweede kanton Luik, Mevr. Dasse, F., eerstaanwezend beampte bij de griffie van de bestendige krijgsraad.

Bij ministeriële besluiten van 8 juli 1997 :

- blijft aan Mevr. Cools, P., opsteller bij de griffie van de politierechtbank te Turnhout, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij deze rechtbank te vervullen, voor een nieuwe periode van zeven maanden;
- is aan Mevr. Gebeelen, N., beampte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van de vrederechten van de kantons Tongeren en Sint-Martens-Voeren, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij de vrederechten van deze kantons te vervullen, van 1 augustus 1997 tot 31 augustus 1997;
- is aan Mevr. Vangaethoven, S., eerstaanwezend beampte bij de griffie van het vrederecht van het kanton Sint-Truiden, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-griffier bij het vrederecht van dit kanton te vervullen;
- is aan Mevr. Manand, I., beampte bij de griffie van het vrederecht van het kanton Neufchâteau, opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij het vrederecht van dit kanton te vervullen, van 1 augustus 1997 tot 31 augustus 1997.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[97/521]

Benoeming van een adjunct-commissaris bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen

Bij koninklijk besluit van 3 februari 1997, dat in werking treedt op 1 augustus 1997, wordt de heer Xavier De Beys, voor een periode van vijf jaar, benoemd tot adjunct-commissaris bij het Commissariaat voor de vluchtelingen en de staatlozen.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[97/2055]

**Conseil supérieur des invalides de guerre,
anciens combattants et victimes de guerre. — Nomination**

Par arrêté royal du 5 juin 1997, M. M. Bassleer, est nommé en qualité de membre du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, en remplacement de M. le chevalier J. De Bruyn, décédé, dont il achèvera le mandat.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[97/2055]

**Hoge Raad voor oorlogsinvaliden,
oud-strijders en oorlogsslachtoffers. — Benoeming**

Bij koninklijk besluit van 5 juni 1997 wordt de heer M. Bassleer benoemd tot lid van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, ter vervanging van ridder J. De Bruyn, overleden, waarvan hij het mandaat zal beëindigen.

MINISTÈRE DES FINANCES

[97/3278]

Administration des contributions directes**Mutations**

Par arrêté du 2 août 1995, les fonctionnaires désignés au tableau ci-dessous, sont mutés, à leur demande, à la résidence et à la date mentionnées dans les colonnes 4 et 5 dudit tableau.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/3278]

Administratie der directe belastingen**Mutaties**

Bij besluit van 2 augustus 1995 zijn de in onderstaande tabel vermelde ambtenaren, op hun verzoek, gemuteerd naar de standplaats en op de datum vermeld in kolommen 4 en 5 van die tabel.

Nom et initiales des prénoms Naam en beginletters der voornamen	Grade Graad	Résidence actuelle Huidige standplaats	Résidence nouvelle Nieuwe standplaats	Date de la mutation Datum van mutatie
1	2	3	4	5
Van Ingelgem, F.L.	Inspecteur	Brussel XIII Bruxelles XIII	Controlecentrum Brussel 1 Centre de contrôle de Bruxelles 1	1.9.1995
Vervliet, U.R.	Inspecteur	Gent III Gand III	Gent-Opsporingsinspectie Gand-Inspection de recherche	1.9.1995
Cappelier, Y.F.E.	Inspecteur	Directiediensten Brussel II-Venootschappen Services de la direction de Bruxelles II-Sociétés	Brussel IV Bruxelles IV	1.9.1995
Krikilion, R.D.	Inspecteur	Antwerpen II A Anvers II A	Vilvoorde A Vilvorde A	1.9.1995
Claerhout, E.R.	Inspecteur	Antwerpen VIII A Anvers VIII A	Belastingcentrum Oostende Centre des contributions d'Ostende	1.11.1995

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 97/35801]

Departement Onderwijs**17 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het bijzonder bestek voor vervoer van de leerlingen
die de door de Vlaamse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen bezoeken**

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals ze gewijzigd werd;

Gelet op de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs;

Gelet op de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1974 betreffende de wijze waarop de reiskosten van leerlingen uit het buitengewoon onderwijs ten laste genomen worden door de Staat;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en van hun uitvoeringsmaatregelen;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet derhalve op de dringende noodzaak om in het belang van de Schatkist tijdig de gunningsvoorwaarden vast te stellen,

Besluit :

Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° de opdrachtgever : — de inrichtende macht zoals omschreven in artikel 2 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. In het gesubsidieerd onderwijs kan de inrichtende macht de Vlaamse Gemeenschap, departement Onderwijs, mandateren om in haar naam de procedure voor te bereiden bij toepassing van de wetgeving op de overheidsopdrachten;

— de Cel Leerlingenvervoer in de zones zoals omschreven in uitvoering van artikel 13 van de wet van 15 juli 1983;

2° de vervoerder : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon wiens activiteit erin bestaat tegen bezoldiging personen te vervoeren door middel van autovoertuigen;

3° dagelijkse vervoerprestaties : het vervoer over het dagelijks traject waarvan de begin- en eindpunten bij de school gelegen zijn. Voor het buitengewoon onderwijs buiten de zones is dit de afstand waarover effectief leerlingen vervoerd worden;

4. dagprijs : een vaste forfaitaire vergoeding voor de totale dagelijkse vervoerprestaties. Deze dagprijs kan worden gewijzigd volgens de modaliteiten, bepaald in artikel 4.

Voorwerp

Art. 2. De vervoerder verbindt zich tegenover de opdrachtgever ertoe diens leerlingenvervoer te doen door middel van een bijzondere autobusdienst. Voor het organiseren van deze bijzondere dienst wordt rekening gehouden met de reisweg, de frequentie en met het aantal afgelegde kilometers.

Voor de te volgen reisweg, de uurregeling van de dienst, de vaststelling van de haltes, zal de vervoerder zich gedragen naar de richtlijnen van de opdrachtgever.

Het traject kan slechts gewijzigd worden na overeenstemming tussen beide partijen en met inachtneming van een verwittigingstermijn van één week; voor het buitengewoon onderwijs wordt de wijzigingsclausule de dag zelf opgemaakt en toegepast.

Elke aldus overeengekomen wijziging van de reisweg wordt schriftelijk door de opdrachtgever bevestigd aan de vervoerder. Ingeval geen akkoord bereikt wordt, kan de Vlaamse Gemeenschap, departement Onderwijs, een einde maken aan de overeenkomst.

De vervoerder mag, zonder de toestemming van de opdrachtgever, zijn contract niet in zijn geheel of gedeeltelijk overdragen behalve in gevallen bepaald bij 4° van artikel 9.

Voertuigen

Art. 3. De bijzondere dienst zal uitgevoerd worden met voertuigen die overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen door de bevoegde diensten voor technische controle in goede staat zijn bevonden.

De voertuigen moeten voorzien zijn van verwarming en hun vervoercapaciteit moet beantwoorden aan de behoeften van de dienst.

Voor de berekening van het aantal zitplaatsen worden de kinderen beneden de dertien jaar geacht twee derde van een plaats in te nemen.

Een gehandicapte kind van type 2, 3, 4, 6, 7, zoals bepaald in artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 juni 1978 houdende de omschrijving van de types en de organisatie van het buitengewoon onderwijs en vaststellende de toelatings- en behoudsvoorwaarden in de diverse niveaus van het buitengewoon onderwijs, wordt geacht één zitplaats voor volwassenen in te nemen.

Voor de berekening van het aantal zitplaatsen wordt rekening gehouden met de bepalingen van artikel 20, § 1, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen.

Voor de gehandicapte kinderen die vallen onder de types 2 en 4 zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 28 juni 1978, zullen door de vervoerder op schriftelijk verzoek van de opdrachtgever, het nodige aantal zitplaatsen met veiligheidsgordels uitgerust worden. Deze gordels zullen beantwoorden aan de vigerende wettelijke bepalingen en ze zullen bediend worden door een aangestelde van de opdrachtgever.

Prijs

Art. 4. De vervoerovereenkomst is gebaseerd op een dagprijs per rit, taksen en lasten welke op het vervoer drukken inbegrepen, exclusief BTW.

De dagelijkse vervoerprestaties worden vastgesteld, zoals bepaald in artikel 1, 3°.

Iedere wijziging in min of meer, minstens 20 pct. (met een minimum van 5 km) van het gemiddeld aantal kilometers vervoer over twee maanden ten opzichte van het aantal vermeld in het contract, geeft aanleiding tot prijswijziging. De prijswijziging wordt van kracht met ingang van de eerste maand waarin de wijziging werd vastgesteld.

Een wijziging in meer dient, op straffe van verval van recht, bij aangetekend schrijven aangevraagd binnen de 90 dagen.

Deze termijn vangt aan op de eerste dag van de maand die recht geeft op een prijswijziging.

Een wijziging in min wordt automatisch toegepast.

Bij grondige reorganisatie van het vervoer, goedgekeurd door het Departement, wordt de prijswijziging onmiddellijk toegepast.

Indien, met wederzijds akkoord, een voertuig ingezet wordt met een andere capaciteit dan contractueel bepaald, geeft dit aanleiding tot prijswijziging. Deze gaat in op de datum waarop het voertuig met gewijzigde capaciteit wordt ingezet.

Indexclausule

Art. 5. De basisprijs wordt jaarlijks aangepast aan de evolutie van de index der consumptieprijzen volgens de formule basisprijs $\times \frac{\text{nieuwe index}}{\text{aanvangsindex}}$

— basisprijs = inschrijvingsprijs aanbesteding

— nieuwe index = index van de maand voorafgaand aan de maand waarin de verlenging van de overeenkomst een aanvang neemt.

— aanvangsindex = index van de maand waarin de opdracht wordt gegund.

Facturatie

Art. 6. De facturen zullen maandelijks opgesteld worden in vier exemplaren op naam van de opdrachtgever met vermelding van de naam van de schoolinrichting(en) waarvoor het vervoer werd gedaan.

Het origineel rittenblad wordt eraan toegevoegd.

Op de facturen wordt vermeld per voertuig en per rit :

1. het ingezette voertuig (periode — capaciteit — merk en type — eerste ingebruikneming — plaatnummer);
2. het totaal aantal kilometers vervoer afgelegd gedurende de maand waarop de factuur betrekking heeft;
3. aantal ritdagen;
4. dagprijs;
5. het globaal bedrag van de vervoerkosten;
6. het bedrag van de BTW;
7. het totaal te betalen bedrag;
8. de vermelding "deugdelijk en onvergoden verklaard tot een bedrag van.... fr." (voluit geschreven);
9. de handtekening van de vervoerder;
10. de handtekening van het inrichtingshoofd met vermelding "voor ontvangst en goedkeuring".

Duur

Art. 7. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 8 wordt de overeenkomst gesloten voor de duur van 1 jaar, mogelijk stilzwijgend jaarlijks te verlengen tot max. 5 jaar voor gewone bussen en 7 jaar voor bussen uitgerust met lift voor rolwagens.

Art. 8. De overeenkomst eindigt zonder opzegging en vergoeding wannneer de door het Ministerie van Verkeerswezen afgeleverde vergunning ingetrokken wordt of verstrijkt.

Indien de intrekking van de vergunning te wijten is aan een fout van de vervoerder en de opdrachtgever een nieuwe overeenkomst moet aangaan die duurder is, valt de meerprijs ten laste van de vervoerder.

Door een wederzijds akkoord kunnen de partijen evenwel te allen tijde een einde maken aan hun overeenkomst.

Beide partijen kunnen de overeenkomst jaarlijks beëindigen bij aangetekend schrijven, mits vooropzeg van 3 maanden voor het verstrijken van het contract.

Bij grondige reorganisatie van het vervoer kunnen de bestaande overeenkomsten voortgezet, gewijzigd of opgezegd worden.

De opzeggingstermijn moet minimum één maand bedragen.

Fouten en tekortkomingen

Art. 9. 1. Uitgezonderd de gevallen bepaald in punt 3, van dit artikel, is de vervoerder gehouden de dienst te verzekeren zonder zich te kunnen beroepen op pech, slechte staat van of gebrek aan materieel.

2. Alle tekortkomingen, behoudens die bepaald in punt 3, welke ten laste van de vervoerder kunnen worden gelegd, zullen bij aangetekende ingebrekestelling medegedeeld worden door de opdrachtgever of de betalende of subsidiërende overheid en kunnen geldelijk gesancioneererd worden.

Indien de vervoerder binnen de 20 kalenderdagen na postdatum van de aangetekende ingebrekestelling niet aangetekend antwoordt, wordt hij verondersteld in te stemmen met de ingebrekestelling.

Een vervoerder die binnen de 20 kalenderdagen heeft geantwoord om zich te verdedigen en die niet akkoord gaat met de opgelegde sanctie kan binnen de 10 dagen na de betrekking van de sanctie beroep aantekenen bij de minister die bevoegd is voor het leerlingenvervoer. De minister beslist binnen de 30 kalenderdagen.

De voorziene sancties worden uitgedrukt in een percentage van de dagprijs voor de dag of dagen waarop één of meerdere fouten of tekortkomingen zijn geweest bij de uitvoering van de rit.

Voor de hierna volgende fouten en tekortkomingen wordt voor de dagen waarop deze zich hebben voorgedaan de dagprijs verminderd met het aangegeven procent :

a) 10 % vermindering voor :

- het rijden met een voertuig waarin het rittenblad aanwezig is maar niet, of niet correct is ingevuld;
- het feit dat de schoolbus zonder geldige reden te laat is in vergelijking met het draaiboek;
- het feit dat de chauffeur eet, drinkt of rookt tijdens de uitvoering van de dienst.

b) 20 % vermindering voor :

- het feit dat de chauffeur van de schoolbus rijdt zonder arbeidskaart. De sociale inspectie wordt van elke vaststelling op de hoogte gebracht;
- het ontbreken van verplichte veiligheidsvoorzieningen op of aan de schoolbus, meer bepaald blusapparaten, noodhamers, nooduitgang, voorgescreven veiligheidsgordels, verbandkist;

— het ontbreken van het inschrijvingsboekje, een geldig schouwingsbewijs, het verzekeringsbewijs, het identificatieverslag dat de toestand van het voertuig weergeeft zoals het effectief rijdt;

- een defecte kilometerteller die niet is hersteld binnen de 10 kalenderdagen na de vaststelling.

c) 50 % vermindering voor :

- het niet rijden met een liftbus, daar waar een lift contractueel is voorzien;
- het niet (volledig) uitvoeren van de morgen- of de avondrit;
- het rijden met een voertuig dat ouder is dan toegelaten in het bestek;
- de afwezigheid van het rittenblad op de schoolbus.

Hoger genoemde fouten of tekortkomingen kunnen, naast de voorziene vermindering, aanleiding geven tot verwittigingen. Na drie niet weerlegde verwittigingen zal het contract verbroken worden.

— Bij zeer ernstige tekortkomingen van de vervoerder, zoals vervalsing van rittenbladen, rijden zonder verzekering, rijden zonder geldig schouwingsbewijs; kan door de opdrachtgever het contract onmiddellijk — na de eerste verwittiging — verbroken worden.

Indien, ingevolge de verbreking de opdrachtgever een nieuwe overeenkomst moet aangaan die duurder is, valt de meerprijs ten laste van de vervoerder.

3. Niet-uitvoeren van de dienst of vertragingen te wijten aan overmacht zoals stakingen, lock-out, oorlog, verkeersongeval, stilleggen van verkeer, verkeersomleggingen en weersomstandigheden brengen de verantwoordelijkheid van de vervoerder niet in het gedrang en geven geen recht aan de opdrachtgever een vergoeding te eisen of een einde te maken aan de overeenkomst.

4. De vervoerder kan zich slechts tijdelijk door een andere vervoerder laten vervangen ingeval het hem door overmacht onmogelijk is zelf de dienst uit te voeren.

In dergelijk geval blijft alleen de eerstgenoemde vervoerder verantwoordelijk ten opzichte van de opdrachtgever.

Wordt niet aanzien als overmacht en bijgevolg niet aanvaard het geval waarbij de vervoerder het voor de dienst bestemde voertuig gebruikt om het een autocardienst te laten uitvoeren.

Wettelijke en reglementaire verplichtingen

Art. 10. De vervoerder en zijn personeel zijn ertoe gehouden alle administratieve verplichtingen met betrekking tot de bijzondere autobusdiensten na te leven en in het bijzonder die welke door het wetsbesluit van 30 december 1946, houdende herziening en coördinatie van de wetgeving met betrekking tot het bezoldigd vervoer van personen met automobielvoertuigen en zijn toepassingsbesluiten, worden opgelegd.

De vervoerder moet het vervoer volgens de wettelijke voorwaarden verzekeren en verbindt zich tot de naleving van de sociale wetgeving.

Door het contract te ondertekenen bevestigt de vervoerder dat zijn voertuig verzekerd is, zoals is voorgeschreven, en dat hij voldoet aan de wettelijke bepalingen.

Verplichtingen van de gebruikers

Art. 11. De gebruikers zullen zich gedragen naar de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 september 1976 zoals gewijzigd houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar.

Verantwoordelijkheid

Art. 12. De vervoerder is verantwoordelijk voor de veiligheid van de leerlingen die zich in zijn voertuig bevinden, in het raam van de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 september 1976.

Opheffingsbepaling

Art. 13. Het contract kan ten allen tijde door de opdrachtgever opgezegd worden zonder enige vorm van schadevergoeding naar aanleiding van wijzigingen in de huidige reglementering.

Inwerkingtreding

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1997 en is van toepassing op de overeenkomsten die vanaf deze datum gesloten worden.

Brussel, 17 juni 1997.

De minister vice-president en Vlaams minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

**Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw
Provinciale gouvernementen. — Vlaamse Personeelsstatuut. — Loopbaanversnelling**

PROVINCIE ANTWERPEN. — De provinciale directieraad van de afdeling Provinciaal Gouvernement Antwerpen van het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw heeft, in toepassing van artikel VII 84, § 3, van het Vlaams Personeelsstatuut, op 23 juni 1997 een beslissing genomen inzake loopbaanversnelling. De lijst van de ambtenaren wier loopbaan wordt versneld, ligt tot 1 augustus 1997 tijdens de servicetijden ter inzage op de personeelsdienst op onderstaand adres :

Afdeling Provinciaal Gouvernement
Dienst Personeel — lokaal 2.19
Koningin Elisabethlei 22-24
2018 Antwerpen

PROVINCIE LIMBURG. — De provinciale directieraad van de afdeling Provinciaal Gouvernement Limburg van het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw heeft, in toepassing van artikel VII 84, § 3, van het Vlaams Personeelsstatuut, op 28 mei 1997 een beslissing genomen inzake loopbaanversnelling. De lijst van de ambtenaren wier loopbaan wordt versneld, ligt tot 1 augustus 1997 tijdens de servicetijden ter inzage op de personeelsdienst op onderstaand adres :

Afdeling Provinciaal Gouvernement Limburg
lokaal EO.08
Universiteitslaan 1
3500 Hasselt

PROVINCIE OOST-VLAANDEREN. — De provinciale directieraad van de afdeling Provinciaal Gouvernement Oost-Vlaanderen van het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw heeft, in toepassing van artikel VII 84, § 3, van het Vlaams Personeelsstatuut, op 2 juni 1997 een beslissing genomen inzake loopbaanversnelling. De lijst van de ambtenaren wier loopbaan wordt versneld, ligt tot 1 augustus 1997 tijdens de servicetijden ter inzage op de personeelsdienst op onderstaand adres :

Afdeling Provinciaal Gouvernement Oost-Vlaanderen
lokaal 123 (mevr. Riet Erauw-Zegers)
Gouvernementstraat 1
9000 Gent

PROVINCIE VLAAMS-BRABANT. — De provinciale directieraad van de afdeling Provinciaal Gouvernement Vlaams-Brabant van het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw heeft, in toepassing van artikel VII 84, § 3, van het Vlaams Personeelsstatuut, op 20 juni 1997 een beslissing genomen inzake loopbaanversnelling. De lijst van de ambtenaren wier loopbaan wordt versneld, ligt tot 1 augustus 1997 tijdens de servicetijden ter inzage op de personeelsdienst op onderstaand adres :

Afdeling Provinciaal Gouvernement
secretariaat van het afdelingshoofd
Diestsesteenweg 52
3010 Leuven

PROVINCIE WEST-VLAANDEREN. — De provinciale directieraad van de afdeling Provinciaal Gouvernement West-Vlaanderen van het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw heeft, in toepassing van artikel VII 84, § 3, van het Vlaams Personeelsstatuut, op 27 maart 1997 een beslissing genomen inzake loopbaanversnelling. De lijst van de ambtenaren wier loopbaan wordt versneld, ligt tot 1 augustus 1997 tijdens de servicetijden ter inzage op de personeelsdienst op onderstaand adres :

Afdeling Provinciaal Gouvernement West-Vlaanderen
lokaal 110
Burg 4
8000 Brugge

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[S — C — 97/35572]

Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Machtiging aan de N.V. Aquafin tot onteigening

Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 28 maart 1997 wordt de N.V. Aquafin ertoe gemachtigd de onteigening in naam van het Vlaamse Gewest maar op eigen kosten te verrichten van de onroerende goederen nodig voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur te Oud-Turnhout.

Het betreft dossier 96174 ONT (OP)

1° Geografische omschrijving :

Oud-Turnhout : Aansluiting woonwijk Zwanenveen op RWZI Oud-Turnhout.

2° Kadastrale gegevens : gemeente Oud-Turnhout :

Kadastraal gekend onder : Afdeling 3; Sectie I
Perceel nr. 73 a lot 1.

3° Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (prioritaire riolering + pompstation) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedebouwverordeningen.

4° Bevoegde instantie :

Na deze machtiging tot onteigening zal de N.V. Aquafin in naam van het Vlaamse Gewest maar op eigen kosten overgaan tot de onmiddellijke onteigening.

5° Plannen ter inzage bij :

— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid, Cel Milieu-investeringen, Belliardstraat 14-18, 1040 Brussel.

— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar.

6° Wettelijke basis :

— Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32^{septies} en 32^{octies} van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging.

— Wet van 26 juli 1962 (Wet betreffende de onteigeningen ten algemeen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen) gewijzigd bij de Wet van 7 juli 1978, inzonderheid artikel 5.

7° Datum + bevoegde minister :

28 maart 1997

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Theo Kelchtermans

8° Verjaring :

Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betrekking of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (*Belgisch Staatsblad* van 23-24 augustus 1948)).

Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 1 april 1997 wordt de N.V. Aquafin ertoe gemachtigd de onteigening in naam van het Vlaamse Gewest maar op eigen kosten te verrichten van de onroerende goederen nodig voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur te Halle.

Het betreft dossier 96285 ONT OP.

1° Geografische omschrijving : Halle : verbindingriolering Bergensesteenweg.

2° Kadastrale gegevens : stad Halle :

Kadastraal gekend onder : Afdeling : 1, sectie : E;

Perceel nr. 94 s.

3° Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (verbindingriolering) onder, op of boven private onbebouwde gronden, die niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedebouwverordeningen.

4° Bevoegde instantie :

Na deze machtiging tot onteigening zal de N.V. Aquafin in naam van het Vlaamse Gewest maar op eigen kosten overgaan tot de onmiddellijke onteigening.

5° Plannen ter inzage bij :

— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid, Cel Milieu-investeringen, Belliardstraat 14-18, 1040 Brussel.

— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar.

6° Wettelijke basis :

— Besluit van de Vlaamse regering d.d. 20 maart 1991 houdende vaststelling van regelen met betrekking tot de uitvoering van werken door de N.V. Aquafin in toepassing van de artikelen 32^{septies} en 32^{octies} van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlakewateren tegen verontreiniging.

— Wet van 26 juli 1962 (Wet betreffende de onteigeningen ten algemeen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen) gewijzigd bij de Wet van 7 juli 1978, inzonderheid artikel 5.

7° Datum + bevoegde minister :

1 april 1997

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Theo Kelchtermans

8° Verjaring :

Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betrekking of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (*Belgisch Staatsblad* van 23-24 augustus 1948))).

[S — C — 97/35573]

Rioolwaterzuiveringsinfrastructuur. — Hoogdringende onteigening

Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling van 1 april 1997 wordt bepaald dat de hoogdringende onteigening ten algemeen nutte noodzakelijk is van onroerende goederen bestemd voor de aanleg van waterzuiveringsinfrastructuur op het grondgebied van de gemeente Ternat.

Het betreft dossier nr. 95244 ONT BP.

1° Geografische omschrijving :

Ternat : collector Roosdaal : Meerstraat, Sint-Katherinastraat, Acacialaan.

2° Kadastrale gegevens :

Gemeente Ternat :

Kadastraal gekend onder : Afdeling : 3; Sectie : C;

Perceel : nr. 314.

3° Reden van openbaar nut verklaring :

Voor de oprichting van de rioolwaterzuiveringsinfrastructuur (collector) onder, op of boven private bebouwde gronden, die al dan niet omsloten zijn met een muur of een omheining overeenkomstig de bouw- of stedebouwverordeningen.

4° Bevoegde instantie :

De onmiddellijke onteigening zal gebeuren door het Vlaamse Gewest voor rekening van de N.V. Aquafin bij wie woonstkeuze gemaakt wordt.

5° Plannen ter inzage bij :

— Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Departement Leefmilieu en Infrastructuur, Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer, Afdeling Algemeen Milieu- en Natuurbeleid, Cel Milieu-investeringen, Belliardstraat 14-18, 1040 Brussel.

— N.V. Aquafin, Dijkstraat 8, 2630 Aartselaar.

6° Wetelijke basis :

Wet van 26 juli 1962 (Wet betreffende de onteigeningen ten algemeen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen) gewijzigd bij de Wet van 7 juli 1978, inzonderheid artikel 5 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nutte.

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, gewijzigd bij de wet van 22 mei 1979 en aangevuld en gewijzigd bij de decreten van 23 december 1980, 5 april 1984, 28 juni 1985, 13 juli 1988, 20 december 1989, 12 december 1990 en 21 december 1990.

Gelet op het decreet van 13 april 1988 tot bepaling van de gevallen en de modaliteiten waarbij de Vlaamse regering kan overgaan tot onteigeningen ten algemeen nutte inzake de gewestelijke aangelegenheden.

7° Datum + bevoegde minister :

1 april 1997

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Theo Kelchtermans

8° Verjaring :

Dit besluit kan door ieder belanghebbende aangevochten worden door beroep bij de Raad van State. Dit beroep dient binnen een periode van 60 dagen na de bekendmaking, betrekking of kennisname ingediend te worden d.m.v. een ondertekend verzoekschrift, verstuurd bij aangetekende zending (modaliteiten geregeld in het Besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de Afdeling administratie van de Raad van State (*Belgisch Staatsblad* van 23-24 augustus 1948)).

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTÈRE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS**

[C — 97/27353]

11 JUIN 1997. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Enghien (Petit-Enghien)

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996, modifié par l'arrêté du 12 décembre 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant que l'utilité publique porte sur la construction de la N285^A et le contournement est d'Enghien;

b) considérant que le but de ces expropriations est la construction de la section du contournement est d'Enghien entre les N7 et N285;

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable;

Vu l'arrêté ministériel du 9 août 1994 relatif aux expropriations à réaliser sur le territoire de la ville d'Enghien (Petit-Enghien),

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la construction, par la Région wallonne, de la section du contournement est d'Enghien entre les N7 et N285 sur le territoire de la ville d'Enghien figurés par une teinte jaune au plan n° H.N285^A.A1-6³ ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, modificatif et complémentaire au plan n° H.N285^A.A1-6¹ annexé à l'arrêté ministériel du 9 août 1994.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 11 juin 1997.

M. LEBRUN

TABLEAU DES EMPRISES

N° du plan	Cadastre		Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastral	Superficie bâtie à acquérir			Observations
	S ^{on}	N°				ha	a	ca		ha	a	ca	
29	D	124f	chée de Bruneault 147	BASTELEUS-BAUWENS Jean-Baptiste Vogelpers 123, 1500 HAL	Maison	00	06	18	36.800	00	06	18	

Le plan n° H.N285^A.A1-6³ peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons - D141 - rue du Joncquois 118 - 7000 Mons.

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

[C - 97/27353]

11 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot onteigening van onroerende goederen te Edingen (Lettelingen)

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 6, § 1, X, 1°;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 6 mei 1988 betreffende de onteigeningen wegens openbaar nut, voortgezet of toegelaten door de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot regeling van haar werking, gewijzigd bij het besluit van 12 december 1996, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1996 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 en overwegende dat dit ministerieel besluit met redenen omkleed is :

a) overwegende dat het algemeen nut de bouw van de N285^A en de oostelijke rondweg om Edingen vordert;

b) overwegende dat die onteigeningen de aanleg van het vak van de oostelijke rondweg om Edingen tussen de N7 en de N285 tot doel hebben;

c) overwegende dat de inbezitneming onmiddellijk moet gebeuren;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 augustus 1994 betreffende de op het grondgebied van de stad Edingen (Lettelingen) uit te voeren onteigeningen,

Besluit :

Enig artikel. Het algemeen nut vordert de onmiddellijke inbezitneming van de onroerende goederen vereist voor de aanleg, door het Waalse Gewest, van het vak van de oostelijke rondweg om Edingen tussen de N7 en de N285 op het grondgebied van de stad Edingen, in het geel voorgesteld op het bijgaande en door de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer voor gezien getekende plan nr. HN.285^A.A1-6³ dat het bij het ministerieel besluit van 9 augustus 1994 gevoegde plan nr. HN.285^A.A1-6¹ wijzigt en aanvult.

Bijgevolg wordt de onteigeningssprocedure van bovenvermelde onroerende goederen voortgezet overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 en de huur ervan overeenkomstig artikel 13, tweede en volgende ledens, van de wet van 9 augustus 1955.

Namen, 11 juni 1997.

M. LEBRUN

TABEL VAN DE GRONDINNEMINGEN

Plan Nr.	Kadaster		Wijk	Naam, voornaam adres van de eigenaars	Aard van het perceel	Totale oppervlakte			Kadas- traal inkomen	Aan te kopen b e b o u w d e oppervlakte			Opmer- kingen
	S ^{ie}	Nr.				ha	a	ca		ha	a	ca	
29	D	124f	Chée de Bruneau 147	BASTELEUS-BAUWENS Jean-Baptiste Vogelpers 123, 1500 HALLE	Huis	00	06	18	36.800	00	06	18	

Het plan nr. HN285^A. A1- 6³ ligt ter inzage bij de "Direction des Routes de Mons" - D141 - rue du Joncquois 118 - 7000 Bergen.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SECRETARIAT PERMANENT
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[S – C – 97/8157]

Recrutement d'adjoints de directeur (fonction : juriste) (rang A1), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour les services du Gouvernement flamand (Ministère de la Communauté flamande et les Institutions flamandes scientifiques) et certains établissements publics flamands

Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve d'adjoints de directeur (fonction : juriste), d'expression néerlandaise, pour les services du Gouvernement flamand (Ministère de la Communauté flamande et les institutions flamandes scientifiques) et pour certains établissements publics flamands.

Description et exigences de la fonction : voir le règlement du concours.

Conditions d'admissibilité à remplir au 8 août 1997

1. être porteur du diplôme de docteur ou licencié en droit.

Les étudiants qui, au cours de l'année académique 1997-1998, suivent la dernière année des études conduisant à l'obtention du diplôme exigé, sont également admis.

Les lauréats ne peuvent, toutefois, être appelés en service qu'après avoir produit le diplôme requis.

2. ne pas avoir atteint l'âge de 50 ans.

Sont dispensés de cette exigence, les stagiaires, les fonctionnaires et les membres du personnel contractuels qui sont en service au Ministère de la Communauté flamande (quant aux recrutements au Ministère de la Communauté flamande et certains établissements publics flamands) et à un établissement public flamand (quant aux recrutements à l'établissement concerné) et qui n'avaient pas atteint l'âge de 50 ans à ce moment.

Procédure de sélection :

La sélection se déroulera par le biais d'un concours de recrutement, composé comme suit :

1. Partie écrite

Rapport (éventuellement sur la base d'une interrogation dirigée) portant sur des thèmes juridiques ou de brèves situations évoquant un problème juridique.

Les compétences juridiques et les facultés d'expression écrite et de communication seront examinées.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 24 points sur 40.

2. Partie orale

Interview sur la base d'une étude d'un cas juridique qui sera présentée au candidat. Pendant la préparation, le candidat pourra disposer de la documentation nécessaire. La façon d'aborder le sujet méthodiquement, le pouvoir de réfléchir analytiquement et systématiquement et la compétence de communication seront examinées.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 24 points sur 40.

Remarque : Conformément aux dispositions de l'article VI 16 du statut du personnel flamand et aux dispositions conformes des statuts du personnel des établissements publics flamands, un test de sélection complémentaire pourrait être organisé dans le cas d'une vacance

VAST SECRETARIAAT
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL

[S – C – 97/8157]

Werving van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige adjunten van de directeur (functie : jurist) (rang A1) voor de diensten van de Vlaamse Regering (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse wetenschappelijke instellingen) en sommige Vlaamse openbare instellingen

Het Vast Wervingssecretariaat legt een Nederlandstalige wervingsreserve aan van adjuncten van de directeur (functie : jurist) voor de diensten van de Vlaamse Regering (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse wetenschappelijke instellingen) en sommige Vlaamse openbare instellingen.

Functiebeschrijving en vereisten : zie het examenreglement.

Deelnemingsvoorraad te vervullen op 8 augustus 1997

1. houder zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten. De studenten die, tijdens het academiejaar 1997-1998 het laatste jaar van de studiën volgen voor het bekomen van het vereiste diploma, worden eveneens aanvaard.

De geslaagden zullen echter niet eerder in dienst kunnen worden geroepen dan nadat zij het vereiste diploma hebben voorgelegd.

2. de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt.

De stagiairs, de ambtenaren en de contractuele personeelsleden die voor de leeftijd van vijftig jaar in dienst zijn getreden bij het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap (wat de aanwervingen betreft bij het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en sommige Vlaamse openbare instellingen) of een Vlaamse openbare instelling (wat de aanwervingen betreft bij de betrokken instelling) zijn vrijgesteld van deze leeftijdseis.

Selectieprocedure :

De selectie zal gebeuren aan de hand van een vergelijkend wervings-examen dat als volgt is samengesteld :

1. Schriftelijk gedeelte

Verslaggeving (al dan niet aan de hand van een gerichte vraagstelling) over een aantal juridische thema's of korte situatieschetsen waarin een juridisch probleem aan bod komt.

Hierbij zal het juridisch inzicht en de schriftelijke taal- en communicatievaardigheid nagegaan worden.

Om te slagen, dienen de kandidaten ten minste 24 punten op 40 te behalen.

2. Mondeling gedeelte

Interview aan de hand van een juridische gevalsstudie die aan de kandidaat wordt voorgelegd. Tijdens zijn/haar voorbereiding zal de kandidaat kunnen beschikken over de vereiste documentatie. De methodische aanpak, het vermogen analytisch en systematisch te denken en het communicatievermogen zullen nagegaan worden.

Om te slagen, dienen de kandidaten ten minste 24 punten op 40 te behalen.

Opmerking : overeenkomstig het bepaalde in artikel VI 16 van het Vlaams personeelsstatuut en conforme bepalingen in de personeelsstatuten van de Vlaamse openbare instellingen kan, als een welbepaalde vacature voor jurist echter zeer specifiek is en/of waarvoor welom-

d'emploi très spécifique pour juriste et/ou pour lequel des aptitudes précises (sur le plan de connaissance, personnalité, expérience, affinité avec le domaine d'activité,...) seraient nécessaires. Seuls ceux qui se trouvent dans la réserve de recrutement seraient invités (voir rubrique 4.2. du règlement du concours) à ce test complémentaire.

Traitements :

Echelle A111 : minimum F 1 031 095 à l'indice actuel.

Inscription :

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours ANV97014) au Secrétariat permanent de recrutement, Service "Sélection Communauté flamande", boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 400.

Le règlement du concours n° ANV97014 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.

Date limite d'inscription

Les inscriptions au concours n° ANV97014 doivent parvenir, au plus tard le 8 août 1997, au Secrétariat permanent de recrutement.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

schreven vaardigheden (op het vlak van kennis, persoonlijkheid, ervaring, affiniteit met het werkveld,...) noodzakelijk worden geacht, een bijkomende selectieproef georganiseerd worden, waarvoor alleen diegenen die in de wervingsreserve opgenomen zijn, uitgenodigd worden (zie rubriek 4.2. van het examenreglement).

Wedde :

Schaal A111 : minimum F 1 031 095 aan de huidige index.

Inschrijving :

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men duidelijk en volledig ingevuld (examennummer ANV97014), opstuurt naar het Vast Wervingssecretariaat, Dienst "Selecties Vlaamse Gemeenschap", Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op dit formulier plakt men voor F 400 fiscale zegels.

Het examenreglement nr. ANV97014 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.

Uiterste inschrijvingsdatum

De inschrijvingen voor het examen nr. ANV97014 moeten uiterlijk op 8 augustus 1997 op het Vast Wervingssecretariaat toekomen.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

[S - C - 97/8155]
Recrutement d'ingénieurs en construction/architectes (dans une fonction de projet) (rang A1) (m/f), d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Communauté flamande

Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement d'ingénieurs en construction/architectes (dans une fonction de projet) (rang A1), d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Communauté flamande.

Description et exigences de la fonction : voir le règlement du concours. Conditions de participation à remplir au 8 août 1997.

1. Les candidats doivent être porteurs d'un des diplômes suivants :

a) diplôme d'ingénieur civil des constructions ou d'ingénieur civil-architecte délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (grade légal) ou délivré conformément au décret du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande;

b) certificat délivré à ceux qui ont terminé avec fruit les études de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire dans la section génie civil et militaire et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil.

Sont également admis :

— les diplômes délivrés anciennement qui correspondent à un des diplômes précités;

— les étudiants qui, au cours de l'année académique 1997-1998, suivent la dernière année des études conduisant à l'obtention du diplôme exigé.

Toutefois les lauréats ne peuvent être engagés qu'après avoir obtenu le diplôme requis.

Remarque : le diplôme d'ingénieur civil-architecte n'est pas admis pour certaines fonctions. Ceci sera communiqué au moment où un emploi sera déclaré vacant.

2. Les candidats ne peuvent pas avoir atteint l'âge de 50 ans. Sont dispensés de cette condition d'âge, les stagiaires, les fonctionnaires et les agents contractuels du Ministère de la Communauté flamande qui sont entrés en service au Ministère de la Communauté flamande avant l'âge de 50 ans.

Procédure de sélection :

1. Sélection générale

Dans une première sélection à caractère général seront testées les aptitudes générales des candidats à exercer une fonction d'ingénieur en construction/architecte dans une fonction de projet. Cette sélection comprend :

1.1. Partie écrite

Une ou plusieurs études de cas seront présentées aux candidats. Le questionnaire comprendra une partie commune aux fonctions de projet et aux fonctions d'étude et une partie spécifique axée sur la fonction de projet.

[S - C - 97/8155]
Aanwerving van Nederlandstalige ingenieurs bouwkunde/architectuur (in een projectfunctie) (m/v) (rang A1) voor het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Het Vast Wervingssecretariaat legt een Nederlandstalige wervingsreserve aan van ingenieurs bouwkunde/architectuur (in een projectfunctie) (rang A1) voor het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Functiebeschrijving en -vereisten : zie examenreglement.

Deelnemingsvoorraarden te vervullen op 8 augustus 1997

1. De kandidaten dienenhouder te zijn van één der volgende diploma's :

a) diploma van burgerlijk bouwkundig ingenieur of van burgerlijk ingenieur-architect uitgereikt en bekrachtigd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen der academische graden en het programma van de universitaire examens (wettelijke graad) of uitgereikt overeenkomstig het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap;

b) getuigschrift uitgereikt aan diegenen die met vrucht de studies aan de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School hebben voleindigd in de richting burgerlijke en militaire genie en die gerechtig zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur.

Worden eveneens aanvaard :

— de vroeger afgeleverde diploma's die overeenstemmen met één der voornoemde diploma's;

— de studenten die, tijdens het academiejaar 1997-1998, het laatste jaar van de studiën volgen voor het bekomen van het vereiste diploma.

Zij kunnen echter slechts worden aangeworven wanneer zij het vereiste diploma hebben behaald.

Opmerking : er zijn bepaalde functies waarvoor het diploma van burgerlijk ingenieur-architect niet in aanmerking komt. Dit zal ook op het ogenblik van de vacante verklaring vermeld worden.

2. De kandidaten mogen de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt. De stagiairs, de ambtenaren en de contractuele personeelsleden van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap die voor de leeftijd van vijftig jaar in dienst zijn getreden van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap zijn vrijgesteld van deze leeftijdseis.

Selectieprocedure :

1. Algemene selectie

In een eerste, vergelijkende en algemene selectieprocedure, zal de algemene geschiktheid van de kandidaten nagegaan worden voor een functie van ingenieur bouwkunde/architectuur in een projectfunctie. Deze selectieprocedure is als volgt samengesteld :

1.1. Schriftelijk gedeelte

De kandidaat krijgt één of meer gevallenstudies aangeboden van technische aard. De daarop gebaseerde vraagstelling zal voor een gedeelte gemeenschappelijk zijn voor projectfuncties en studiefuncties, en voor een gedeelte bestaan uit opdrachten specifiek gericht naar projectfuncties.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

1.2. Partie psychotechnique

Cette partie vise à évaluer la concordance du profil du candidat avec les caractéristiques spécifiques d'une fonction de projet.

— Epreuves de raisonnement.

Au candidat seront présentées diverses épreuves de raisonnement informatisées.

— Le candidat doit remplir un questionnaire de personnalité informatisé et un questionnaire biographique (écrit). Les données obtenues seront traitées de manière strictement confidentielle.

— Réunion de coordination et de planification.

Au cours d'une réunion, le candidat devra trouver un consensus avec ses collègues quant à un projet commun. Il aura ensuite un entretien individuel avec le jury.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 36 points sur 60 pour l'ensemble de la partie psychotechnique.

2. Eventuellement épreuve de sélection complémentaire

Si une vacance d'emploi déterminée est très spécifique et/ou si des aptitudes bien déterminées s'avèrent nécessaires pour celle-ci, une épreuve de sélection complémentaire (interview, éventuellement complétée par d'autres techniques d'évaluation telles que des tests psychologiques, des questionnaires, une épreuve pratique...) pourrait être organisée, à laquelle ne seront invités que ceux qui sont repris dans la réserve de recrutement (voir la rubrique 4.2. du règlement du concours), conformément à l'article VI 16 du statut du personnel flamand.

— Si ce cas se présente, les candidats obtiendront des informations préalables relatives à la fonction et aux modalités de cette épreuve de sélection.

— A partir de ce moment, on pourra limiter les diplômes admis par vacance d'emploi spécifique.

Traitement :

Le salaire annuel brut est de F 1 206 849 minimum à l'indice actuel (échelle barémique A121), allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 8 août 1997.

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours ANV97012) au Secrétariat permanent de recrutement, Service "Sélection Communauté flamande", boulevard Pachéco 19, bte 4, 1010 Bruxelles.

Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 400.

Le règlement du concours n° ANV97012 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

Om te slagen dienen de kandidaten ten minste 12 punten op 20 te behalen.

1.2. Psychotechnisch gedeelte

Dit gedeelte heeft tot doel de overeenstemming na te gaan van het profiel van de kandidaat met de vereisten van een projectfunctie.

— Redeneerproeven.

De kandidaat krijgt verschillende computergestuurde redeneerproeven aangeboden.

— De kandidaat zal een computergestuurde persoonlijkheidsvragenlijst en een biografische vragenlijst (schriftelijk) invullen. Deze gegevens worden strikt vertrouwelijk behandeld.

— Coördinatie- en planningsvergadering.

De kandidaat zal tijdens een vergadering met collega's tot een consensus moeten komen omtrent een gezamenlijk project. Aansluitend volgt een individueel gesprek met de examencommissie.

Om te slagen dienen de kandidaten ten minste 36 punten op 60 te behalen voor het geheel van het psychotechnische gedeelte.

2. Eventuele bijkomende selectieproef

Overeenkomstig het bepaalde in artikel VI 16 van het Vlaams personeelsstatuut kan als een welbepaalde vacature zeer specifiek is en/of waarvoor welomschreven vaardigheden (op het vlak van kennis, affinité mit het werkfeld, persoonlijkheid...) noodzakelijk worden geacht, een bijkomende selectieproef (interview eventueel aangevuld met andere beoordelingstechnieken zoals psychologische testen, vragenlijsten, praktische proef...) georganiseerd worden, waarvoor alleen diegenen die in de wervingsreserve opgenomen zijn, uitgenodigd worden (zie rubriek 4.2.).

— In dat geval zullen de kandidaten vooraf informatie krijgen over de betrokken functie en over de modaliteiten van deze selectieproef.

— Op dat ogenblik kan eveneens, per specifieke vacature een beperking inzake toegelaten diploma gesteld worden.

Salaris :

Het geïndexeerd jaarlijks bruto-beginsalaris bedraagt F 1 206 849 (salarisschaal A121), reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 8 augustus 1997.

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men duidelijk en volledig ingevuld (examennummer ANV97012), opstuurt naar het Vast Wervingssecretariaat, Dienst "Selecties Vlaamse Gemeenschap", Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op dit formulier plakt men voor F 400 fiscale zegels.

Het examenreglement nr. ANV97012 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

[S – C – 97/8156]

Recrutement d'ingénieurs en construction (dans une fonction d'étude) (rang A1) (m/f), d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Communauté flamande

Le Secrétariat permanent de recrutement constitue une réserve de recrutement d'ingénieurs en construction (dans une fonction d'étude) (rang A1), d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Communauté flamande.

Description et exigences de la fonction : voir le règlement du concours. Conditions de participation à remplir au 8 août 1997.

1. Les candidats doivent être porteurs d'un des diplômes suivants :

a) diplôme d'ingénieur civil des constructions délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (grade légal) ou délivré conformément au décret du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande;

b) certificat délivré à ceux qui ont terminé avec fruit les études de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire dans la section génie civil et militaire et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil.

Aanwerving van Nederlandstalige ingenieurs bouwkunde (in een studiefunctie) (m/v) (rang A1) voor het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Het Vast Wervingssecretariaat legt een Nederlandstalige wervingsreserve aan van ingenieurs bouwkunde (in een studiefunctie) (rang A1) voor het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Functiebeschrijving en -vereisten : zie examenreglement.

Deelnemingsvooraarden te vervullen op 8 augustus 1997

1. De kandidaten dienen houder te zijn van één der volgende diploma's :

a) diploma van burgerlijk bouwkundig ingenieur uitgereikt en bekrachtigd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekenning der academische graden en het programma van de universitaire examens (wettelijke graad) of uitgereikt overeenkomstig het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap;

b) getuigschrift uitgereikt aan diegenen die met vrucht de studies aan de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School hebben voltooid in de richting burgerlijke en militaire genie en die gerechtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur.

Sont également admis :

- les diplômes délivrés anciennement qui correspondent à un des diplômes précités;
- les étudiants qui, au cours de l'année académique 1997-1998, suivent la dernière année des études conduisant à l'obtention du diplôme exigé.

Toutefois les lauréats ne peuvent être engagés qu'après avoir obtenu le diplôme requis.

2. Les candidats ne peuvent pas avoir atteint l'âge de 50 ans. Sont dispensés de cette condition d'âge, les stagiaires, les fonctionnaires et les agents contractuels du Ministère de la Communauté flamande qui sont entrés en service au Ministère de la Communauté flamande avant l'âge de 50 ans.

Procédure de sélection :

1. Sélection générale

Dans une première sélection à caractère général, seront testées les aptitudes générales des candidats à exercer une fonction d'ingénieur en construction dans une fonction d'étude. Cette sélection comprend :

1.1. Partie écrite

Une ou plusieurs études de cas seront présentées aux candidats. Le questionnaire comprendra une partie commune aux fonctions de projet et aux fonctions d'étude et une partie spécifique axée sur la fonction d'étude.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 12 points sur 20.

1.2. Partie psychotechnique

Cette partie vise à évaluer la concordance du profil du candidat avec les caractéristiques spécifiques d'une fonction d'étude.

— Epreuves de raisonnement.

Le candidat sera présenté diverses épreuves de raisonnement informatisées.

— Le candidat doit remplir un questionnaire de personnalité informatisé et un questionnaire biographique (écrit). Les données obtenues seront traitées de manière strictement confidentielle.

— Communication d'un avis.

Sur base des données qui lui auront été présentées, le candidat émettra un avis devant une commission d'assesseurs. Il aura ensuite un entretien personnel avec le jury.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 36 points sur 60 pour l'ensemble de la partie psychotechnique.

2. Eventuellement épreuve de sélection complémentaire

Si une vacance d'emploi déterminée est très spécifique et/ou si des aptitudes bien déterminées s'avèrent nécessaires pour celle-ci, une épreuve de sélection complémentaire (interview, éventuellement complétée par d'autres techniques d'évaluation telles que des tests psychologiques, des questionnaires, une épreuve pratique,...) pourrait être organisée, à laquelle ne seront invités que ceux qui sont repris dans la réserve de recrutement (voir la rubrique 4.2. du règlement du concours), conformément à l'article VI 16 du statut du personnel flamand.

— Si ce cas se présente, les candidats obtiendront des informations préalables relatives à la fonction et aux modalités de cette épreuve de sélection.

Traitement :

Le salaire annuel brut est de F 1 206 849 minimum à l'indice actuel (échelle barémique A121), allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 8 août 1997.

L'inscription s'effectue au moyen d'un formulaire que l'on peut se procurer dans chaque bureau de poste et qui doit être envoyé, clairement et complètement rempli (numéro du concours ANV97013) au Secrétariat permanent de recrutement, Service "Sélection Communauté flamande", boulevard Pachéco 19, boîte 4, 1010 Bruxelles.

Sur ce formulaire d'inscription sont apposés des timbres fiscaux pour un montant de F 400.

Le règlement du concours n° ANV97013 peut être obtenu sur demande au Secrétariat permanent de recrutement.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

Worden eveneens aanvaard :

- de vroeger afgeleverde diploma's die overeenstemmen met één der voornoemde diploma's;
- de studenten die, tijdens het academiejaar 1997-1998, het laatste jaar van de studiën volgen voor het bekomen van het vereiste diploma.

Zij kunnen echter slechts worden aangeworven wanneer zij het vereiste diploma hebben behaald.

2. de kandidaten mogen de leeftijd van 50 jaar niet hebben bereikt. De stagiairs, de ambtenaren en de contractuele personeelsleden van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap die voor de leeftijd van vijftig jaar in dienst zijn getreden van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap zijn vrijgesteld van deze leeftijdseis.

Selectieprocedure :

1. Algemene selectie

In een eerste, vergelijkende en algemene selectieprocedure, zal de algemene geschiktheid van de kandidaten nagegaan worden voor een functie van ingenieur bouwkunde in een studiefunctie. Deze selectieprocedure is als volgt samengesteld :

1.1. Schriftelijk gedeelte

De kandidaat krijgt één of meer gevalsstudies aangeboden van technische aard. De daarop gebaseerde vraagstelling zal voor een gedeelte gemeenschappelijk zijn voor projectfuncties en studiefuncties, en voor een gedeelte bestaan uit opdrachten specifiek gericht naar studiefuncties.

Om te slagen dienen de kandidaten ten minste 12 punten op 20 te behalen.

1.2. Psychotechnisch gedeelte

Dit gedeelte heeft tot doel de overeenstemming na te gaan van het profiel van de kandidaat met de vereisten van een studiefunctie.

— Redeneerproeven

De kandidaat krijgt verschillende computergestuurde redeneerproeven aangeboden.

— De kandidaat zal een computergestuurde persoonlijkheidsvragenlijst en een biografische vragenlijst (schriftelijk) invullen. Deze gegevens worden strikt vertrouwelijk behandeld.

— Adviesgesprek.

De kandidaat zal op basis van aangereikte gegevens een bepaald advies uitbrengen ten aanzien van een panel. Aansluitend volgt een individueel gesprek met de examencommissie.

Om te slagen dienen de kandidaten ten minste 36 punten op 60 te behalen voor het geheel van het psychotechnische gedeelte.

2. Eventuele bijkomende selectieproef

Overeenkomstig het bepaalde in artikel VI 16 van het Vlaams personeelsstatuut kan als een welbepaalde vacature zeer specifiek is en/of waarvoor welomschreven vaardigheden (op het vlak van kennis, affinitéet met het werkfeld, persoonlijkheid...) noodzakelijk worden geacht, een bijkomende selectieproef (interview eventueel aangevuld met andere beoordelingstechnieken zoals psychologische testen, vragenlijsten, praktische proef...) georganiseerd worden, waarvoor alleen diegenen die in de wervingsreserve opgenomen zijn, uitgenodigd worden (zie rubriek 4.2. van het examenreglement).

— In dat geval zullen de kandidaten vooraf informatie krijgen over de betrokken functie en over de modaliteiten van deze selectieproef.

Salaris :

Het geïndexeerd jaarlijks bruto-beginsalaris bedraagt F 1 206 849 (salarisschaal A121), reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 8 augustus 1997.

Men schrijft in bij middel van een formulier dat men kan bekomen in een postkantoor en dat men duidelijk en volledig ingevuld (examennummer ANV97013), opstuurt naar het Vast Wervingssecretariaat, Dienst "Selecties Vlaamse Gemeenschap", Pachecolaan 19, bus 4, 1010 Brussel.

Op dit formulier plakt men voor F 400 fiscale zegels.

Het examenreglement nr. ANV97013 kan op aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat worden bekomen.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

[97/40805]

**Indice des prix à la production industrielle
du mois de mai 1997**

Le Ministère des Affaires économiques communique que l'indice provisoire des prix à la production industrielle s'établit à 140.89 points pour le mois de mai 1997 (base 1980 = 100) contre 139.82 points en avril 1997 (provisoire), soit une hausse de 1.07 point ou 0.77 % ou par rapport à mai 1996, (138.47) une hausse de 2.42 points, soit 1.75 %.

L'indice définitif du mois de mars 1997 s'élève à 139.18 points contre 138.92 points en mars 1996, soit une hausse de 0.26 points ou 0.19 %.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/40805]

**Indexcijfer der industriële produktieprijsen
van de maand mei 1997**

Het Ministerie van Economische Zaken deelt mede dat het voorlopig indexcijfer der industriële produktieprijsen voor de maand mei 1997 (basis 1980 = 100) 140.89 punten bedraagt, tegenover 139.82 punten in april 1997 (voorlopig) hetgeen een stijging van 1.07 punt of 0.77 %, of tegenover mei 1996 (138.47) een stijging van 2.42 punten, of 1.75 %, betekent.

Het definitief indexcijfer voor de maand maart 1997 bedraagt 139.18 punten, tegenover 138.92 punten in maart 1996; dit betekent een stijging van 0.26 punten of 0.19 %.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[97/9599]

Ordre judiciaire

Publication des présentations à la cour d'appel de Gand et du conseil provincial de Flandre orientale à une place de conseiller vacante à la cour d'appel de Gand

Candidats présentés, dans le même ordre, par la cour d'appel et par le conseil provincial :

Premier candidat :

M. Hanssens, M., juge des saisies au tribunal de première instance de Gand;

Second candidat :

Mme De Bauw, S., juge au tribunal de première instance de Gand.

Publication des présentations de la cour d'appel de Mons et du conseil provincial du Hainaut à une place de vice-président vacante au tribunal de première instance de Tournai

Candidats présentés par la cour d'appel :

Premier candidat :

Mme Kevers, F., juge de la jeunesse au tribunal de première instance de Tournai;

Second candidat :

M. Tollebeeck, R., juge d'instruction au tribunal de première instance de Tournai.

Candidats présentés par le conseil provincial :

Premier candidat :

Mme Maertens, M., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tournai;

Second candidat :

Mme Kevers, F., précédée.

Publication des places vacantes :

— greffier en chef :

- de la cour d'appel d'Anvers : 1, à partir du 1er janvier 1998;
- de la justice de paix du canton de :
 - Hasselt I : 1, à partir du 1er décembre 1997;
 - Bruges I : 1, à partir du 20 décembre 1997;
- greffier à la justice de paix du canton de Beveren : 1;
- greffier adjoint à la justice de paix du canton de :
 - Anderlecht I : 1 (*);
 - Gembloix et Eghezée : 1;
 - Saint-Nicolas : 1;
- secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles : 2, à partir du 1er janvier 1998;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9599]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Gent en van de provincieraad van Oost-Vlaanderen tot een plaats van raadsheer vacant in het hof van beroep te Gent

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het hof van beroep en door de provincieraad :

Erste kandidaat :

de heer Hanssens, M., beslagrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent;

Tweede kandidaat :

Mevr. De Bauw, S., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Bergen en van de provincieraad van Henegouwen tot een plaats van ondervoorzitter vakant in de rechtbank van eerste aanleg te Doornik

Kandidaten voorgedragen door het hof van beroep :

Erste kandidaat :

Mevr. Kevers, F., jeugdrechtster in de rechtbank van eerste aanleg te Doornik;

Tweede kandidaat :

de heer Tollebeeck, R., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Doornik.

Kandidaten voorgedragen door de provincieraad :

Erste kandidaat :

Mevr. Maertens, M., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik;

Tweede kandidaat :

Mevr. Kevers, F., voornoemd.

Bekendmaking van de openstaande plaatsen :

— hoofdgriffier :

- van het hof van beroep te Antwerpen : 1, vanaf 1 januari 1998;
- van het vrederecht van het kanton :
 - Hasselt I : 1, vanaf 1 december 1997;
 - Brugge I : 1, vanaf 20 december 1997;
- griffier bij het vrederecht van het kanton Beveren : 1;
- adjunct-griffier bij het vrederecht van het kanton :
 - Anderlecht I : 1 (*);
 - Gembloix en Eghezée : 1;
 - Saint-Nicolas : 1;
- secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 2, vanaf 1 januari 1998;

— employé au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Courtrai : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

La connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise est exigée des candidats aux emplois vacants dans le greffe des juridictions marquées d'un astérisque (*), conformément aux dispositions des articles 53 et 54bis de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

— beampte bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtkant van eerste aanleg te Kortrijk : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangeteekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kennis van het Nederlands en van het Frans is vereist van de kandidaten voor de vacante plaatsen in de griffie van de gerechten die aangeduid zijn met een sterretje (*), overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 53 en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

[97/9603]

Ordre judiciaire. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 10 juillet 1997, page 18377, ligne 19, lire « Liège I » au lieu de « Liège ».

[97/9603]

Rechterlijke Orde. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 10 juli 1997, bladzijde 18377, regel 20, lezen « Luik I », in plaats van « Luik ».

MINISTÈRE DES FINANCES

[97/53528]

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publication prescrite par l'article 770
du Code civil*

Succession en déshérence de Quitin, Charles Louis

Quitin, Charles Louis, veuf de Branckaert, Marie-Thérèse Léopoldine, né à Anderlecht le 4 octobre 1901, fils de Quitin, Isidore, et de De Borremaecker, Barbe (décédés), domicilié à Anderlecht, rue de la Pastorale 51, est décédé à Anderlecht le 2 décembre 1994, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 12 février 1997, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 28 mars 1997.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
M. Werbrouck.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/53528]

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

Erfloze nalatenschap van Quitin, Charles Louis

Quitin, Charles Louis, weduwe van Branckaert, Marie-Thérèse, geboren te Anderlecht op 4 oktober 1901, zoon van Quitin, Isidore, en van De Borremaecker, Barbe (overleden), wonende te Anderlecht, Hedersliedstraat 51, is overleden te Anderlecht op 2 december 1994, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtkant van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 12 februari 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 27 maart 1997.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
M. Werbrouck.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[C - 97/22366]

Liste des pesticides à usage non agricole qui ont reçu l'autorisation au cours de l'année 1996

10101 Produits contre les insectes volants
KAPO INSECTICIDE TOUS INSECTES VOLANTS LIQUIDE A
PULVERISER
Forme : solution prête à l'emploi
Détenteur d'autorisation : Chimie Derives S.A.
Numéro d'autorisation : 3496B
Composition :
- Tetramethrine 0,25 %
- D-Phenothrine 0,15 %
Catégorie de danger :
Classe :

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[C - 97/22366]

Lijst van de bestrijdingsmiddelen voor niet-landbouwkundig gebruik waarvoor in de loop van het jaar 1996 een toelating is verleend

10101 Middelen tegen vliegende insecten
KAPO INSECTICIDE TOUS INSECTES VOLANTS LIQUIDE A
PULVERISER
Vorm : gebruiksklare vloeistof
Toelatingshouder : Chimie Derives S.A.
Toelatingsnummer : 3496B
Samenstelling :
- Tetramethrine 0,25 %
- D-Phenothrine 0,15 %
Gevarencategorie :
Klasse :

**KAPO INSECTICIDE TOUS INSECTES VOLANTS AU PYRETHRE
VEGETAL NATUREL**

Forme : bombe aérosol
Détenteur d'autorisation : Chimie Derives S.A.

Numéro d'autorisation : 3296B

Composition :

- Pyrethrines 0,42 %
- Piperonyl Butoxide 1,9 %

Catégorie de danger : F

Classe :

TOPSCORE SPRAY

Forme : bombe aérosol
Détenteur d'autorisation : Edialux N.V.

Numéro d'autorisation : 896B

Composition :

- Permethrine 25/75 Cis/Trans 0,3 %
- Piperonyl Butoxide 1 %

- Tetramethrine 0,2 %

Catégorie de danger : F, Xn

Classe :

10102 Produits contre les insectes rampants et les acariens

CAFARAN

Forme : bâtonnet prêt à l'emploi

Détenteur d'autorisation : Verstraeten Françoise

Numéro d'autorisation : 396B

Composition :

- Boorzuur 24,2 %

Catégorie de danger :

Classe :

DALF OMGEVINGSSPRAY

Forme : bombe aérosol

Détenteur d'autorisation : Corypharm Belgie B.V.B.A.

Numéro d'autorisation : 1496B

Composition :

- Permethrine 0,09 %
- Piperonyl Butoxide 0,64 %
- Tetramethrine 0,09 %

Catégorie de danger : F

Classe :

**KAPOREX INSECTICIDE TOUS INSECTES RAMPANTS LIQUIDE
A PULVERISER**

Forme : solution prête à l'emploi

Détenteur d'autorisation : Chimie Derives S.A.

Numéro d'autorisation : 3396B

Composition :

- Tetramethrine 0,11 %
- Permethrine 0,16 %
- D-Phenothrine 0,1 %

Catégorie de danger :

Classe :

PESGUARD KAKKERLAKKEN LOKDOOS

Forme : appât, boîte

Détenteur d'autorisation : Sumitomo Benelux N.V.

Numéro d'autorisation : 2296B

Composition :

- Fenitrothion 5,2 %

Catégorie de danger :

Classe :

PET STAR TAPIJTSpray

Forme : bombe aérosol

Détenteur d'autorisation : Corypharm Belgie B.V.B.A.

Numéro d'autorisation : 1696B

Composition :

- Permethrine 0,09 %
- Piperonyl Butoxide 0,64 %
- Tetramethrine 0,09 %

Catégorie de danger : F

Classe :

**KAPO INSECTICIDE TOUS INSECTES VOLANTS AU PYRETHRE
VEGETAL NATUREL**

Vorm : sputibus
Toelatingshouder : Chimie Derives S.A.

Toelatingsnummer : 3296B

Samenstelling :

- Pyrethrines 0,42 %
- Piperonyl Butoxide 1,9 %

Gevarencategorie : F

Klasse :

TOPSCORE SPRAY

Vorm : sputibus
Toelatingshouder : Edialux N.V.

Toelatingsnummer : 896B

Samenstelling :

- Permethrine 25/75 Cis/Trans 0,3 %
- Piperonyl Butoxide 1 %

- Tetramethrine 0,2 %

Gevarencategorie : F, Xn

Klasse :

10102 Middelen tegen kruipende insecten en mijten

CAFARAN

Vorm : staafje klaar voor gebruik

Toelatingshouder : Verstraeten Françoise

Toelatingsnummer : 396B

Samenstelling :

- Boorzuur 24,2 %

Gevarencategorie :

Klasse :

DALF OMGEVINGSSPRAY

Vorm : sputibus

Toelatingshouder : Corypharm Belgie B.V.B.A.

Toelatingsnummer : 1496B

Samenstelling :

- Permethrine 0,09 %
- Piperonyl Butoxide 0,64 %
- Tetramethrine 0,09 %

Gevarencategorie : F

Klasse :

**KAPOREX INSECTICIDE TOUS INSECTES RAMPANTS LIQUIDE
A PULVERISER**

Vorm : gebruiksklare vloeistof

Toelatingshouder : Chimie Derives S.A.

Toelatingsnummer : 3396B

Samenstelling :

- Tetramethrine 0,11 %
- Permethrine 0,16 %
- D-Phenothrine 0,1 %

Gevarencategorie :

Klasse :

PESGUARD KAKKERLAKKEN LOKDOOS

Vorm : lokaas, doosje

Toelatingshouder : Sumitomo Benelux N.V.

Toelatingsnummer : 2296B

Samenstelling :

- Fenitrothion 5,2 %

Gevarencategorie :

Klasse :

PET STAR TAPIJTSpray

Vorm : sputibus

Toelatingshouder : Corypharm Belgie B.V.B.A.

Toelatingsnummer : 1696B

Samenstelling :

- Permethrine 0,09 %
- Piperonyl Butoxide 0,64 %
- Tetramethrine 0,09 %

Gevarencategorie : F

Klasse :

TOPSCORE SPRAY

Forme : bombe aérosol
 Détenteur d'autorisation : Edialux N.V.
 Numéro d'autorisation : 896B
 Composition :
 - Permethrine 25/75 Cis/Trans 0,3 %
 - Piperonyl Butoxide 1 %
 - Tetramethrine 0,2 %
 Catégorie de danger : F,Xn
 Classe :

VAPONA KAKKERLAKKEN LOKDOOS

Forme : appat, boîte
 Détenteur d'autorisation : Kortman Intradal N.V.
 Numéro d'autorisation : 3796B
 Composition :
 - Fenitrothion 2 %
 Catégorie de danger :
 Classe :

10103 Produits antimites dans les textiles

BAYGON MOTTENPAPIER - PAPIER ANTI-MITES
 Forme : rubans en papier
 Détenteur d'autorisation : Bayer N.V. Crop Protection Division
 Numéro d'autorisation : 1196B
 Composition :
 - Chloopyrifos 8 %
 Catégorie de danger :
 Classe :

10300 Produits contre les ectoparasites des petits animaux domestiques

DALF POEDER
 Forme : poudre à poudrer
 Détenteur d'autorisation : Van Nielandt N.V.
 Numéro d'autorisation : 1596B
 Composition :
 - Piperonyl Butoxide 1,4 %
 - Pyrethrine 0,75 %
 Catégorie de danger :
 Classe :

DALF SPRAY

Forme : solution prête à l'emploi
 Détenteur d'autorisation : Bayer N.V. Division Animal Health
 Numéro d'autorisation : 1396B
 Composition :
 - Piperonyl Butoxide 1,2 %
 - Pyrethrinen 0,5 %
 Catégorie de danger : F
 Classe :

DEFENCAT

Forme : bombe aérosol
 Détenteur d'autorisation : Laboratoires Virbac
 Numéro d'autorisation : 2496B
 Composition :
 - Permethrine 0,7 %
 Catégorie de danger : Xi
 Classe :

NATURA MOUSSE INSECTICIDE POUR CHAT ET CHIEN

Forme : bombe aérosol
 Détenteur d'autorisation : Laboratoires Virbac
 Numéro d'autorisation : 2396B
 Composition :
 - Permethrine 0,7 %
 Catégorie de danger : Xi
 Classe :

TOPSCORE SPRAY

Vorm : sputibus
 Toelatingshouder : Edialux N.V.
 Toelatingsnummer : 896B
 Samenstelling :
 - Permethrine 25/75 Cis/Trans 0,3 %
 - Piperonyl Butoxide 1 %
 - Tetramethrine 0,2 %
 Gevarencategorie : F,Xn
 Klasse :

VAPONA KAKKERLAKKEN LOKDOOS

Vorm : lokaas, doosje
 Toelatingshouder : Kortman Intradal N.V.
 Toelatingsnummer : 3796B
 Samenstelling :
 - Fenitrothion 2 %
 Gevarencategorie :
 Klasse :

10103 Middelen tegen motten in textiel

BAYGON MOTTENPAPIER - PAPIER ANTI-MITES
 Vorm : papiertroken
 Toelatingshouder : Bayer N.V. Crop Protection Division
 Toelatingsnummer : 1196B
 Samenstelling :
 - Chloopyrifos 8 %
 Gevarencategorie :
 Klasse :

10300 Middelen tegen ectoparasieten van kleine huisdieren

DALF POEDER
 Vorm : stuifpoeder
 Toelatingshouder : Van Nielandt N.V.
 Toelatingsnummer : 1596B
 Samenstelling :
 - Piperonyl Butoxide 1,4 %
 - Pyrethrine 0,75 %
 Gevarencategorie :
 Klasse :

DALF SPRAY

Vorm : gebruiksklare vloeistof
 Toelatingshouder : Bayer N.V. Division Animal Health
 Toelatingsnummer : 1396B
 Samenstelling :
 - Piperonyl Butoxide 1,2 %
 - Pyrethrinen 0,5 %
 Gevarencategorie : F
 Klasse :

DEFENCAT

Vorm : sputibus
 Toelatingshouder : Laboratoires Virbac
 Toelatingsnummer : 2496B
 Samenstelling :
 - Permethrine 0,7 %
 Gevarencategorie : Xi
 Klasse :

NATURA MOUSSE INSECTICIDE POUR CHAT ET CHIEN

Vorm : sputibus
 Toelatingshouder : Laboratoires Virbac
 Toelatingsnummer : 2396B
 Samenstelling :
 - Permethrine 0,7 %
 Gevarencategorie : Xi
 Klasse :

PET STAR VLOOIENPOEDER Forme : poudre à épandre Détenteur d'autorisation : Corypharm Belgie B.V.B.A. Numéro d'autorisation : 1896B Composition : - Pyrethrinen 0,75 % - Piperonyl Butoxide 1,4 % Catégorie de danger : Classe :	PET STAR VLOOIENPOEDER Vorm : strooipoeder Toelatingshouder : Corypharm Belgie B.V.B.A. Toelatingsnummer : 1896B Samenstelling : - Pyrethrinen 0,75 % - Piperonyl Butoxide 1,4 % Gevarencategorie : Klasse :
PET STAR VLOOIENSPRAY Forme : Solution prête à l'emploi Détenteur d'autorisation : Corypharm Belgie B.V.B.A. Numéro d'autorisation : 1996B Composition : - Pyrethrinen 0,25 G/L - Piperonyl Butoxide 1 G/L Catégorie de danger : Classe :	PET STAR VLOOIENSPRAY Vorm : gebruiksklare vloeistof Toelatingshouder : Corypharm Belgie B.V.B.A. Toelatingsnummer : 1996B Samenstelling : - Pyrethrinen 0,25 G/L - Piperonyl Butoxide 1 G/L Gevarencategorie : Klasse :
PREVENTIC Forme : collier Détenteur d'autorisation : Laboratoires Francodex S.A. Numéro d'autorisation : 5096B Composition : - Amitraz 8,7 % Catégorie de danger : Classe :	PREVENTIC Vorm : halsband Toelatingshouder : Laboratoires Francodex S.A. Toelatingsnummer : 5096B Samenstelling : - Amitraz 8,7 % Gevarencategorie : Klasse :
SHAMPOOING ANTIPARASITAIRE FRISKIES Forme : shampooing Détenteur d'autorisation : Laboratoires Francodex S.A. Numéro d'autorisation : 3596B Composition : - Permethrine 1 % Catégorie de danger : Classe :	SHAMPOOING ANTIPARASITAIRE FRISKIES Vorm : shampoo Toelatingshouder : Laboratoires Francodex S.A. Toelatingsnummer : 3596B Samenstelling : - Permethrine 1 % Gevarencategorie : Klasse :
SHAMPOOING INSECTICIDE POUR CHIEN PEDIGREE EXELPET Forme : shampooing Détenteur d'autorisation : Laboratoires ICC S.A. Numéro d'autorisation : 3696B Composition : - Tetramethrine 0,1 % Catégorie de danger : Classe :	SHAMPOOING INSECTICIDE POUR CHIEN PEDIGREE EXELPET Vorm : shampoo Toelatingshouder : Laboratoires ICC S.A. Toelatingsnummer : 3696B Samenstelling : - Tetramethrine 0,1 % Gevarencategorie : Klasse :
UNIC COLLIER ANTI-PUCES Forme : collier Détenteur d'autorisation : Wolfs S.A. Numéro d'autorisation : 3896B Composition : - Permethrine 25/75 Cis/Trans 10 % Catégorie de danger : Classe :	UNIC COLLIER ANTI-PUCES Vorm : halsband Toelatingshouder : Wolfs S.A. Toelatingsnummer : 3896B Samenstelling : - Permethrine 25/75 Cis/Trans 10 % Gevarencategorie : Klasse :
VITAKRAFT COLLIER ANTIPARASITAIRE POUR CHIEN ET CHAT Forme : collier Détenteur d'autorisation : Vitakraft S.A. Numéro d'autorisation : 5396B Composition : - Permethrine 10 % Catégorie de danger : Classe :	VITAKRAFT COLLIER ANTIPARASITAIRE POUR CHIEN ET CHAT Vorm : halsband Toelatingshouder : Vitakraft S.A. Toelatingsnummer : 5396B Samenstelling : - Permethrine 10 % Gevarencategorie : Klasse :
WOLFS COLLIER ANTIPARASITAIRE ANTI-PARASieten HALSBAND Forme : collier Détenteur d'autorisation : Wolfs S.A. Numéro d'autorisation : 796B Composition : - Permethrine 25/75 Cis/Trans 10 % Catégorie de danger : Classe :	WOLFS COLLIER ANTIPARASITAIRE ANTI-PARASieten HALSBAND Vorm : halsband Toelatingshouder : Wolfs S.A. Toelatingsnummer : 796B Samenstelling : - Permethrine 25/75 Cis/Trans 10 % Gevarencategorie : Klasse :

30200 Produits pour l'application localisée à condition d'utiliser un appareillage qui permet exclusivement l'application localisée par grosses gouttes et à basse pression aux endroits où les insectes se réfugient

PYRETREX FOGGER

Forme : Solution prête à l'emploi

Détenteur d'autorisation : Edialux N.V.

Numéro d'autorisation : 1296B

Composition :

- Pyrethrinen 3 G/L
- Piperonyl Butoxide 24 G/L

Catégorie de danger : Xn, Xi

Classe : B

30300 Produits pour nébulisation dans les locaux ou personne ne séjourne pendant l'application, celle-ci n'étant pas admise dans les boulangeries

PYRETREX FOGGER

Forme : Solution prête à l'emploi

Détenteur d'autorisation : Edialux N.V.

Numéro d'autorisation : 1296B

Composition :

- Pyrethrinen 3 G/L
- Piperonyl Butoxide 24 G/L

Catégorie de danger : Xn, Xi

Classe : B

30700 Produits pour le traitement antifongique des maçonneries

BASILIT PCx

Forme : solution emulsionnable

Détenteur d'autorisation : Polyfilla Products N.V.

Numéro d'autorisation : 496B

Composition :

- Propiconazole 100 G/L
- Cypermethrin 5 G/L

Catégorie de danger :

Classe :

60100 Produits de protection du bois réservés à l'usage industriel

BASILIT CBK

Forme : solution à diluer dans l'eau

Détenteur d'autorisation : Polyfilla Products N.V.

Numéro d'autorisation : 2796B

Composition :

- Chroomzuur 32 %
- Koperoxide 13,5 %
- Boorzuur 2,84 %

Catégorie de danger : T, C, Xi

Classe : A

TANALITH E

Forme : solution à diluer dans l'eau

Détenteur d'autorisation : Hickson Garantor N.V.

Numéro d'autorisation : 2096B

Composition :

- Koper (II)-Hydroxidecarbonaat 297 G/L
- Boorzuur 64,7 G/L
- Tebuconazole 6,5 G/L

Catégorie de danger : Xn, Xi

Classe : B

WOLSIT 100 EC

Forme : solution émulsionnable

Détenteur d'autorisation : Dr Wolman GMBH

Numéro d'autorisation : 696B

Composition :

- Propiconazole 45 G/L
- Permethrine 11 G/L

Catégorie de danger : C, Xn

Classe : A

30200 Middelen voor plaatselijke toepassing mits zodanige apparatuur gebruikt wordt dat enkel plaatselijke toepassing met grote druppel onder lage druk mogelijk is op plaatsen waar de insecten zich verschuilen

PYRETREX FOGGER

Vorm : gebruiksklare vloeistof

Toelatingshouder : Edialux N.V.

Toelatingsnummer : 1296B

Samenstelling :

- Pyrethrinen 3 G/L
- Piperonyl Butoxide 24 G/L

Gevarencategorie : Xn, Xi

Klasse : B

30300 Middelen voor verneveling in lokalen waar tijdens de toepassing geen personen verblijven, niet toegelaten in bakkerijen

PYRETREX FOGGER

Vorm : gebruiksklare vloeistof

Toelatingshouder : Edialux N.V.

Toelatingsnummer : 1296B

Samenstelling :

- Pyrethrinen 3 G/L
- Piperonyl Butoxide 24 G/L

Gevarencategorie : Xn, Xi

Klasse : B

30700 Middelen voor het behandelen van metselwerk bij schimmel-aantasting

BASILIT PCx

Vorm : emulgeerbare oplossing

Toelatingshouder : Polyfilla Products N.V.

Toelatingsnummer : 496B

Samenstelling :

- Propiconazole 100 G/L
- Cypermethrin 5 G/L

Gevarencategorie :

Klasse :

60100 Houtbeschermingsmiddelen voorbehouden voor industrieel gebruik

BASILIT CBK

Vorm : oplossing te verdunnen in water

Toelatingshouder : Polyfilla Products N.V.

Toelatingsnummer : 2796B

Samenstelling :

- Chroomzuur 32 %
- Koperoxide 13,5 %
- Boorzuur 2,84 %

Gevarencategorie : T, C, Xi

Klasse : A

TANALITH E

Vorm : oplossing te verdunnen in water

Toelatingshouder : Hickson Garantor N.V.

Toelatingsnummer : 2096B

Samenstelling :

- Koper (II)-Hydroxidecarbonaat 297 G/L
- Boorzuur 64,7 G/L
- Tebuconazole 6,5 G/L

Gevarencategorie : Xn, Xi

Klasse : B

WOLSIT 100 EC

Vorm : emulgeerbare oplossing

Toelatingshouder : Dr Wolman GMBH

Toelatingsnummer : 696B

Samenstelling :

- Propiconazole 45 G/L
- Permethrine 11 G/L

Gevarencategorie : C, Xn

Klasse : A

XILIX PL 48

Forme : solution émulsionnable
Détenteur d'autorisation : Cecil S.A.

Numéro d'autorisation : 296B

Composition :

- Permethrin 1,3 %
- Boorzuur 2,72 %
- Benzalkoniumchloride 21,2 %

Catégorie de danger : C

Classe : A

60200 Produits de protection du bois dont l'usage n'est pas réservé

BONDEX MULTIGEBRUIK - MULTI USAGES

Forme : solution prête à l'emploi
Détenteur d'autorisation : Dyrup Benelux N.V.

Numéro d'autorisation : 2196B

Composition :

- Cypermethrin 0,06 %
- Propiconazole 0,65 %

Catégorie de danger : Xn

Classe :

BONDEX PRIMER

Forme : solution prête à l'emploi
Détenteur d'autorisation : Dyrup & Co A/S

Numéro d'autorisation : 196B

Composition :

- Propiconazole 12 G/L
- Permethrine 4 G/L

Catégorie de danger :

Classe :

DRY PIN M

Forme : poudre
Détenteur d'autorisation : Cospi N.V.

Numéro d'autorisation : 4096B

Composition :

- Disodiumoctaboraattetrahydraat 99,4%

Catégorie de danger :

Classe :

FOR-TOX

Forme : solution prête à l'emploi
Détenteur d'autorisation : Bechem S.A.

Numéro d'autorisation : 996B

Composition :

- Propiconazole 12 G/L
- Permethrin 4 G/L

Catégorie de danger :

Classe :

MADUROX BI-ACTIV

Forme : solution prête à l'emploi
Détenteur d'autorisation : Dyrup Benelux N.V.

Numéro d'autorisation : 5196B

Composition :

- Cypermethrin 0,06 %
- Propiconazole 0,65 %

Catégorie de danger : Xn

Classe :

60300 Produits de protection du bois destinés à l'usage professionnel

AXIL PEPRIM

Forme : solution prête à l'emploi
Détenteur d'autorisation : Cecil S.A.

Numéro d'autorisation : 2696B

Composition :

- Permethrin 0,32 %
- Dialkyldimethylammoniumchloride 4,53 %

Catégorie de danger : Xn, Xi

Classe : B

XILIX PL 48

Vorm : emulgeerbare oplossing
Toelatingshouder : Cecil S.A.

Toelatingsnummer : 296B

Samenstelling :

- Permethrin 1,3 %
- Boorzuur 2,72 %
- Benzalkoniumchloride 21,2 %

Gevarencategorie : C

Klasse : A

60200 Houtbeschermingsmiddelen waarvan het gebruik niet voorbehouden is

BONDEX MULTIGEBRUIK - MULTI USAGES

Vorm : gebruiksklare vloeistof
Toelatingshouder : Dyrup Benelux N.V.

Toelatingsnummer : 2196B

Samenstelling :

- Cypermethrin 0,06 %
- Propiconazole 0,65 %

Gevarencategorie : Xn

Klasse :

BONDEX PRIMER

Vorm : gebruiksklare vloeistof
Toelatingshouder : Dyrup & Co A/S

Toelatingsnummer : 196B

Samenstelling :

- Propiconazole 12 G/L
- Permethrine 4 G/L

Gevarencategorie :

Klasse :

DRY PIN M

Vorm : poeder
Toelatingshouder : Cospi N.V.

Toelatingsnummer : 4096B

Samenstelling :

- Disodiumoctaboraattetrahydraat 99,4%

Gevarencategorie :

Klasse :

FOR-TOX

Vorm : gebruiksklare vloeistof
Toelatingshouder : Bechem S.A.

Toelatingsnummer : 996B

Samenstelling :

- Propiconazole 12 G/L
- Permethrin 4 G/L

Gevarencategorie :

Klasse :

MADUROX BI-ACTIV

Vorm : gebruiksklare vloeistof
Toelatingshouder : Dyrup Benelux N.V.

Toelatingsnummer : 5196B

Samenstelling :

- Cypermethrin 0,06 %
- Propiconazole 0,65 %

Gevarencategorie : Xn

Klasse :

60300 Houtbeschermingsmiddelen voor beroepsmaatig gebruik

AXIL PEPRIM

Vorm : gebruiksklare vloeistof
Toelatingshouder : Cecil S.A.

Toelatingsnummer : 2696B

Samenstelling :

- Permethrin 0,32 %
- Dialkyldimethylammoniumchloride 4,53 %

Gevarencategorie : Xn, Xi

Klasse : B

BASILIT PCx

Forme : solution émulsionnable
 Détenteur d'autorisation : Polyfilla Products N.V.
 Numéro d'autorisation : 496B
 Composition :
 - Propiconazole 100 G/L
 - Cypermethrin 5 G/L
 Catégorie de danger :
 Classe :

BASIMENT IPx

Forme : solution à diluer dans l'eau
 Détenteur d'autorisation : Polyfilla Products N.V.
 Numéro d'autorisation : 2996B
 Composition :
 - Permethrine 3,5 G/L
 - Benzalkoniumchloride 470 G/L
 Catégorie de danger : C, Xn
 Classe : A

MADUROX FUNGIKILL PLUS

Forme : solution à diluer dans l'eau
 Détenteur d'autorisation : Dyrup Benelux N.V.
 Numéro d'autorisation : 2596B
 Composition :
 - Propiconazole 4,55 %
 Catégorie de danger : Xi
 Classe : B

80000 Produits anti-putrides pour papier

BUSAN 1130
 Forme : solution émulsionnable
 Détenteur d'autorisation : Buckman Laboratories N.V.
 Numéro d'autorisation : 596B
 Composition :
 - 2-Broom-4'-Hydroxyacetofenon 13,5 %
 Catégorie de danger : Xn, Xi
 Classe : B

90000 Desinfectants

CALGONIT DA SUPER
 Forme : solution à diluer dans l'eau
 Détenteur d'autorisation : Laporte Esd N.V. (Nederland)
 Numéro d'autorisation : 4896B
 Composition :
 - Natriumhypochloriet (= 37 G/L Aktief Chloor)
 - Kaliumhydroxide 123 G/L
 Catégorie de danger : C
 Classe : A

CLEANOL

Forme : solution à diluer dans l'eau
 Détenteur d'autorisation : ACP N.V.
 Numéro d'autorisation : 3996B
 Composition :
 - Didecyldimethylammoniumchloride 45,79 G/L
 Catégorie de danger : Xi, Xn
 Classe : B

COMOSEPTYL MAITRE COQ

Forme : solution à diluer dans l'eau
 Détenteur d'autorisation : Lever Industriel - Sicca Hygiene S.A.
 Numéro d'autorisation : 3196B
 Composition :
 - Lauryldimethylbenzylammoniumbromide 10 %
 Catégorie de danger : C
 Classe : A

BASILIT PCx

Vorm : emulgeerbare oplossing
 Toelatingshouder : Polyfilla Products N.V.
 Toelatingsnummer : 496B
 Samenstelling :
 - Propiconazole 100 G/L
 - Cypermethrin 5 G/L
 Gevarencategorie :
 Klasse :

BASIMENT IPx

Vorm : oplossing te verdunnen in water
 Toelatingshouder : Polyfilla Products N.V.
 Toelatingsnummer : 2996B
 Samenstelling :
 - Permethrine 3,5 G/L
 - Benzalkoniumchloride 470 G/L
 Gevarencategorie : C, Xn
 Klasse : A

MADUROX FUNGIKILL PLUS

Vorm : oplossing te verdunnen in water
 Toelatingshouder : Dyrup Benelux N.V.
 Toelatingsnummer : 2596B
 Samenstelling :
 - Propiconazole 4,55 %
 Gevarencategorie : Xi
 Klasse : B

80000 Middelen bestemd voor het weren van bederf van papier

BUSAN 1130
 Vorm : emulgeerbare oplossing
 Toelatingshouder : Buckman Laboratories N.V.
 Toelatingsnummer : 596B
 Samenstelling :
 - 2-Broom-4'-Hydroxyacetofenon 13,5 %
 Gevarencategorie : Xn, Xi
 Klasse : B

90000 Ontsmettingsmiddelen

CALGONIT DA SUPER
 Vorm : oplossing te verdunnen in water
 Toelatingshouder : Laporte Esd N.V. (Nederland)
 Toelatingsnummer : 4896B
 Samenstelling :
 - Natriumhypochloriet (= 37 G/L Aktief Chloor)
 - Kaliumhydroxide 123 G/L
 Gevarencategorie : C
 Klasse : A

CLEANOL

Vorm : oplossing te verdunnen in water
 Toelatingshouder : ACP N.V.
 Toelatingsnummer : 3996B
 Samenstelling :
 - Didecyldimethylammoniumchloride 45,79 G/L
 Gevarencategorie : Xi, Xn
 Klasse : B

COMOSEPTYL MAITRE COQ

Vorm : oplossing te verdunnen in water
 Toelatingshouder : Lever Industriel - Sicca Hygiene S.A.
 Toelatingsnummer : 3196B
 Samenstelling :
 - Lauryldimethylbenzylammoniumbromide 10 %
 Gevarencategorie : C
 Klasse : A

HUQUAT

Forme : solution à diluer dans l'eau
 Détenteur d'autorisation : Hutrade SPRL
 Numéro d'autorisation : 1096B
 Composition :
 - Didecyldimethylammoniumchloride 45 G/L
 Catégorie de danger : Xi
 Classe : B

PUREMEL

Forme : solution à diluer dans l'eau
 Détenteur d'autorisation : Laporte ESD BV (Nederland)
 Numéro d'autorisation : 4796B
 Composition :
 - Natriumhypochloriet (=37 G/L Aktief Chloor)
 - Kaliumhydroxide 123 G/L
 Catégorie de danger : C
 Classe : A

P3-COSA DES

Forme : concentré soluble dans l'eau
 Détenteur d'autorisation : Henkel Ecolab N.V.
 Numéro d'autorisation : 3096B
 Composition :
 - Waterstofperoxide 291 G/L
 - Perazijnzuur 49 G/L
 Catégorie de danger : C
 Classe : A

100000 ALGICIDES

ALGICIDE
 Forme : solution prête à l'emploi
 Détenteur d'autorisation : Building Products N.V.
 Numéro d'autorisation : 5296B
 Composition :
 - Didecyldimethylammoniumchloride 0,5 %
 - N-Methylolchloracetamide 0,75 %
 Catégorie de danger :
 Classe :

HUQUAT

Vorm : oplossing te verdunnen in water
 Toelatingshouder : Hutrade SPRL
 Toelatingsnummer : 1096B
 Samenstelling :
 - Didecyldimethylammoniumchloride 45 G/L
 Gevarencategorie : Xi
 Klasse : B

PUREMEL

Vorm : oplossing te verdunnen in water
 Toelatingshouder : Laporte ESD BV (Nederland)
 Toelatingsnummer : 4796B
 Samenstelling :
 - Natriumhypochloriet (=37 G/L Aktief Chloor)
 - Kaliumhydroxide 123 G/L
 Gevarencategorie : C
 Klasse : A

P3-COSA DES

Vorm : met water mengbaar concentraat
 Toelatingshouder : Henkel Ecolab N.V.
 Toelatingsnummer : 3096B
 Samenstelling :
 - Waterstofperoxide 291 G/L
 - Perazijnzuur 49 G/L
 Gevarencategorie : C
 Klasse : A

100000 ALGENDODENDE MIDDELEN

ALGICIDE
 Vorm : gebruiksklare oplossing
 Toelatingshouder : Building Products N.V.
 Toelatingsnummer : 5296B
 Samenstelling :
 - Didecyldimethylammoniumchloride 0,5 %
 - N-Methylolchloracetamide 0,75 %
 Gevarencategorie :
 Klasse :

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
 DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
 ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

[97/9435]

**Comité consultatif de Bioéthique
 Présidence et vice-présidence**

Le 9 septembre 1996, le Comité consultatif de Bioéthique, instauré par l'Accord de coopération portant création d'un Comité consultatif de Bioéthique, conclu à Bruxelles le 15 janvier 1993 entre l'Etat, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune (*Moniteur belge* du 12 mai 1993, p. 10824), a élu en application de l'article 6, 2e alinéa dudit Accord, en qualité de président du Comité pour l'année 1997 :

M. Alfons Van Orshoven.

La composition du Bureau reste comme suit (voir avis *Moniteur belge* du 2 août 1996, p. 20756) :

MM. :
 — Léon Cassiers;
 — Yvon Englert;
 — Alfons Van Orshoven;
 — Etienne Vermeersch.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
 VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU
 EN MINISTERIE VAN JUSTITIE**

[97/9435]

**Raadgevend Comité voor Bio-ethiek
 Voorzitting en ondervoorzitting**

Op 9 september 1996 heeft het Raadgevend Comité voor Bio-ethiek, opgericht door het samenwerkingsakkoord houdende oprichting van een Raadgevend Comité voor Bio-ethiek, gesloten te Brussel op 15 januari 1993 tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (*Belgisch Staatsblad* van 12 mei 1993, blz. 10824), bij toepassing van artikel 6, tweede lid van dit Akkoord, tot voorzitter van het Comité verkozen voor het jaar 1997 :

De heer Alfons Van Orshoven.

De samenstelling van het Bureau blijft als volgt (zie bericht *Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1996, blz. 20756) :

De heren :
 — Léon Cassiers;
 — Yvon Englert;
 — Alfons Van Orshoven;
 — Etienne Vermeersch.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C — 97/27359]

3 JUIN 1997. — Circulaire ministérielle modifiant les circulaires ministérielles des 18 mars 1993 et 18 juin 1996 relatives aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne

Aux députations permanentes des conseils provinciaux,

Aux collèges des bourgmestres et échevins des villes et communes wallonnes,

Considérant l'état d'avancement des contrats de rivière mis en œuvre sur huit bassins hydrographiques en Région wallonne;

Considérant que les résultats obtenus apportent une amélioration et une valorisation de la qualité des ressources en eau;

Considérant que le suivi des contrats de rivière est indispensable au caractère durable des démarches entreprises;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Ministre de l'Environnement qui a l'eau dans ses attributions de poursuivre son soutien à ces initiatives s'inscrivant dans la logique du développement durable;

Considérant qu'il convient d'adapter l'aide financière de la Région wallonne, par contrat, au prorata du nombre de communes qui y participent, tant dans sa phase d'élaboration que dans sa phase de suivi;

Considérant que le montant de l'aide régionale accordé pour la phase de suivi n'est pas suffisamment adapté aux besoins réels rencontrés par les auteurs de projet, en particulier suite au fait que de nombreuses initiatives lancées par des organismes divers souhaitent se draper de l'étiquette contrat de rivière, et qu'à ces occasions une aide logistique de l'auteur de projet est sollicitée,

Le chapitre III de la circulaire ministérielle du 18 mars 1993 relative aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne, intitulé "Financement de la convention d'étude", est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

CHAPITRE III. — *Financement*

A. Financement de la convention d'étude :

Le financement de la convention d'étude peut être pris en charge par :

- la Région wallonne (Ministre compétent pour l'eau);
- la (les) province(s);
- la (les) commune(s);
- tout autre partenaire désireux de soutenir financièrement le projet.

L'intervention totale de la Région est limitée, pour la durée de la convention, aux montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s), avec un maximum de 3,5 millions de FB par contrat.

B. Financement du comité de suivi :

Pour garantir le suivi du contrat de rivière, le financement du Comité de suivi peut être pris en charge par :

- la Région wallonne (Ministre compétent pour l'eau);
- la (les) province(s);
- la (les) commune(s);
- tout autre partenaire désireux de soutenir financièrement le suivi du projet.

L'intervention totale de la Région est limitée à trois ans et à la somme des montants affectés par la (les) commune(s) et la (les) province(s), avec un maximum annuel de FB 800 000 par contrat.

Bruxelles, le 3 juin 1997.

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. Lutgen.

**ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION**

[C — 97/27359]

3. JUNI 1997 — Ministerielles Rundschreiben zur Abänderung der ministeriellen Rundschreiben vom 18. März 1993 und vom 18. Juni 1996 über die Zulässigkeitsbedingungen und die Modalitäten von Flussabkommen in der Wallonischen Region

Den Ständigen Ausschüssen der Provinzialräte,

Den Bürgermeister- und Schöffenkollegien der wallonischen Städte und Gemeinden,

In Erwagung des gegenwärtigen Standes der Flussabkommen, die in acht hydrographischen Becken der Wallonischen Region abgeschlossen wurden;

In der Erwagung, daß die erzielten Ergebnisse zu einer Verbesserung und einer Aufwertung der Qualität der Wasserressourcen führen;

In der Erwägung, daß eine Weiterbehandlung der Flußabkommen angesichts des Langzeitcharakters der unternommenen Maßnahmen unerlässlich ist;

In der Erwägung, daß es dem Minister der Umwelt, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, obliegt, diesen Initiativen im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung weiterhin seine Unterstützung teilwerden zu lassen;

In der Erwägung, daß die finanzielle Unterstützung der Wallonischen Region vertraglich anzupassen ist, im Verhältnis zu der Anzahl der beteiligten Gemeinden, sowohl für die Ausarbeitungsphase als für die Weiterbehandlungsphase;

In der Erwägung, daß der Betrag der für die Weiterbehandlungsphase gewährten regionalen Unterstützung nicht ausreichend an die tatsächlichen Bedürfnisse der Projektautoren angepaßt ist, insbesondere in Anbetracht der Tatsache, daß verschiedene Einrichtungen zahlreiche Initiativen getroffen haben, die sie als Flußabkommen darstellen möchten und für die sie bei dem Projektautor eine logistische Unterstützung beantragen,

Kapitel III des Ministeriellen Rundschreibens vom 18. März 1993 über die Zulässigkeitsbedingungen und die Modalitäten der Flußabkommen in der Wallonischen Region, mit dem Titel "Finanzierung der Studienvereinbarung" wird aufgehoben und durch folgende Bestimmungen ersetzt:

KAPITEL III — *Finanzierung*

A. Finanzierung der studienvereinbarung:

Die Finanzierung der Studienvereinbarung kann gewährleistet werden durch:

- die Wallonische Region (den für das Wasserwesen zuständigen Minister);
- die Provinz(en);
- die Gemeinde(n);
- jeden anderen Beteiligten, der das Projekt finanziell unterstützen möchte.

Die Gesamtbeteiligung der Region ist für die Dauer des Abkommens auf die Summe der von der (den) Gemeinde(n) und der (den) Provinz(en) aufgewendeten Beträge bis zum Höchstbetrag von 3,5 Millionen BEF pro Abkommen begrenzt.

B. Finanzierung des weiterbearbeitungsausschusses:

Um die Fortführung des Flußabkommens zu garantieren, kann die Finanzierung des Weiterbearbeitungsausschusses gewährleistet werden durch:

- die Wallonische Region (den für das Wasserwesen zuständigen Minister);
- die Provinz(en);
- die Gemeinde(n);
- jeden anderen Beteiligten, der das Projekt finanziell unterstützen möchte.

Die Gesamtbeteiligung der Region ist auf eine Dauer von drei Jahren und auf die Summe der von der (den) Gemeinde(n) und der (den) Provinz(en) aufgewendeten Beträge bis zum Höchstbetrag von jährlich 800 000 BEF pro Abkommen begrenzt.

Brüssel, den 3. Juni 1997

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. Lutgen.

VERTALING MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 97/27359]

3 JUNI 1997. — Ministeriële omzendbrief houdende wijziging van de ministeriële omzendbrieven van 18 maart 1993 en 18 juni 1996 betreffende de toelaatbaarheidsvoorwaarden en de uitwerkingsmodaliteiten van de riviercontracten in het Waalse Gewest

Aan de bestendige deputaties van de provincieraden,

Aan de colleges van burgemeesters en schepenen van de Waalse steden en gemeenten,

Gelet op de stand van vordering van de riviercontracten die van toepassing zijn in acht hydrografische bekens van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de behaalde resultaten op een betere kwaliteit van de watervoorraad wijzen;

Overwegende dat de opvolging van de riviercontracten noodzakelijk is voor het duurzame karakter van de ondernomen stappen;

Overwegende dat de met Leefmilieu en Waterbeleid belaste Minister bevoegd is om de initiatieven te blijven steunen die in de lijn van de duurzame ontwikkeling liggen;

Overwegende dat de financiële hulp van het Waalse Gewest per overeenkomst aangepast moet worden naar rata van het aantal gemeenten die erbij betrokken zijn, zowel in de elaboratie- als in opvolgingsfase ervan;

Overwegende dat het voor de opvolgingsfase verleende bedrag van de gewestelijke hulp niet evenredig is met de reële behoeften van de ontwerpers, met name omdat veel initiatieven, die door verschillende organismen worden genomen, het etiket riviercontract willen verkrijgen en de ontwerper derhalve om logistieke hulp vragen,

Hoofdstuk III van de ministeriële omzendbrief van 18 maart 1993 betreffende de toelaatbaarheidsvoorwaarden en de uitwerkingsmodaliteiten van de riviercontracten in het Waalse Gewest, met het opschrift "Financiering van de onderzoeksovereenkomst", wordt opgeheven en als volgt vervangen :

HOOFDSTUK III. — *Financiering*

A. Financiering van de onderzoeksovereenkomst :

De onderzoeksovereenkomst kan gefinancierd worden door :

- het Waalse Gewest (de Minister die voor het Waterbeleid bevoegd is);
- de provincie(s);
- de gemeente(n);
- elke andere partner die het ontwerp financieel wenst te steunen.

De totale tegemoetkoming van het Gewest wordt voor de duur van de overeenkomst beperkt tot het totaal van de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegewezen bedragen, met een maximumbedrag van 3,5 miljoen BEF per overeenkomst.

B. Financiering van het opvolgingscomité :

Om de opvolging van het riviercontract te waarborgen kan het opvolgingscomité gefinancierd worden door :

- het Waalse Gewest (de Minister die voor het Waterbeleid bevoegd is);
- de provincie(s);
- de gemeente(n);
- elke andere partner die de opvolging van het ontwerp financieel wenst te steunen.

De tegemoetkoming van het Gewest wordt verleend gedurende maximum drie jaar en stemt overeen met het totaal van de door de gemeente(n) en de provincie(s) toegewezen bedragen, met een maximum van 800 000 BEF per jaar en per overeenkomst.

Brussel, 3 juni 1997.

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. Lutgen.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDEN BERICHTEN

Chambres législatives — Wetgevende Kamers

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

[97/19687]

Réunions publiques des commissions

Ordre du jour

Mardi 15 juillet 1997

Commission d'enquête parlementaire chargée de l'examen des adaptations nécessaires en matière d'organisation et de fonctionnement de l'appareil policier et judiciaire, en fonction des difficultés surgies lors de l'enquête sur « les tueurs du Brabant »

A 10 heures :

Audition de MM. Duinslaeger et Vandoren, magistrats nationaux.

A 14 heures :

Auditions de :

- M. Hennart, conseiller à la cour d'appel (Bruxelles), ancien juge d'instruction.
 - M. Hennuy, juge d'instruction honoraire (Charleroi).
 - M. Lacroix, président du tribunal de première instance à Charleroi, juge d'instruction.
 - M. Troch, président du comité de contrôle des services de police, ancien juge d'instruction.
- (Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt et Jean-Jacques Viseur.)

*Mercredi 16 juillet 1997, à 10 heures et à 15 heures
Jeudi 17 juillet 1997, à 10 heures et à 14 heures*

Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la manière dont l'enquête, dans ses volets policiers et judiciaires a été menée dans « l'Affaire Dutroux-Nihoul et consorts »

Auditions.

(Rapporteurs : M. Renaat Landuyt et Mme Nathalie de T'Serclaes.)

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[97/19687]

Openbare commissievergaderingen

Dagorde

Dinsdag 15 juli 1997

Parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de noodzakelijke aanpassingen van de organisatie en de werking van het politie- en justitiewezen op basis van de moeilijkheden die gerezen zijn bij het onderzoek naar de « Bende van Nijvel »

Om 10 uur :

Hoorzitting met de heren Duinslaeger en Vandoren, nationale magistraten.

Om 14 uur :

Hoorzittingen met :

- de heer Hennart, raadsheer in het hof van beroep (Brussel), gewezen onderzoeksrechter.
- de heer Hennuy, ere-onderzoeksrechter (Charleroi).
- de heer Lacroix, voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, onderzoeksrechter.
- de heer Troch, voorzitter van het comité van toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, gewezen onderzoeksrechter.

(Rapporteurs : de heren Renaat Landuyt en Jean-Jacques Viseur.)

*Woensdag 16 juli 1997, om 10 uur en om 15 uur
Donderdag 17 juli 1997, om 10 uur en om 14 uur*

Parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop het onderzoek door politie en gerecht werd gevoerd in de zaak « Dutroux-Nihoul en consorten »

Hoorzittingen.

(Rapporteurs : de heer Renaat Landuyt en Mevr. Nathalie de T'Serclaes.)

SENAT DE BELGIQUE

[97/19688]

Séances plénierées

Ordre du jour

Mercredi 16 juillet 1997, à 14 heures :

1. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne, signé à Paris le 26 janvier 1993.

2. Projet de loi portant assentiment à l'Accord conclu par échange de lettres datées à Bruxelles les 28 et 29 février 1996 entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas portant prorogation de l'Accord concernant le statut des officiers de liaison belges attachés à l'Unité Drogues Europol à La Haye.

3. Projet de loi portant assentiment au Protocole amendant la Convention additionnelle à la Convention conclue le 16 septembre 1971 entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord relative à la concession à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord d'un terrain situé à Bruxelles en vue de la réalisation du siège permanent de cette organisation, fait à Bruxelles le 10 juillet 1996.

4. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique concernant l'entraide judiciaire en matière pénale, et Annexe, signée à Washington le 28 janvier 1988.

5. Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

1° Accord portant modification de la quatrième Convention ACP-CE de Lomé du 15 décembre 1989, Acte final, et Protocole à la quatrième Convention ACP-CE de Lomé à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, signés à Maurice le 4 novembre 1995.

2° Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second Protocole financier de la quatrième Convention ACP-CE, signé à Bruxelles le 20 décembre 1995.

6. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Belarus, d'autre part, Annexes I à VIII, Protocole et Acte final, faits à Bruxelles le 6 mars 1995.

7. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, les Annexes I, II, III et IV, le Protocole et l'Acte final, faits à Luxembourg le 22 avril 1996.

8. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbekistan, d'autre part, les Annexes I, II, III, IV et V, le Protocole et l'Acte final, faits à Florence le 21 juin 1996.

9. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, les Annexes I, II, III, IV et V, le Protocole et l'Acte final, faits à Luxembourg le 22 avril 1996.

10. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, les Annexes I à III, le Protocole et l'Acte final, faits à Bruxelles le 23 janvier 1995.

11. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de Libre Echange, signé à Bruxelles le 22 décembre 1994.

12. Projet de loi portant assentiment au Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles, fait à Bruxelles le 28 mars 1995.

BELGISCHE SENAAT

[97/19688]

Plenaire vergaderingen

Dagorde

Woensdag 16 juli 1997, om 14 uur :

1. Wetsontwerp houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het Europese Ruimte-Agentschap, ondertekend te Parijs op 26 januari 1993.

2. Wetsontwerp houdende instemming met het Akkoord gesloten door wisseling van brieven gedagtekend te Brussel op 28 en 29 februari 1996 tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot verlenging van het Akkoord betreffende het statuut van de Belgische verbindingsambtenaren bij de te Den Haag gevestigde Europol Drugseenheid.

3. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol tot wijziging van de Aanvullende Overeenkomst bij de Overeenkomst gesloten op 16 september 1971 tussen het Koninkrijk België en de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie betreffende concessie aan de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie van een te Brussel gelegen terrein voor de oprichting van een permanente zetel van deze organisatie, gedaan te Brussel op 10 juli 1996.

4. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Staten van Amerika aangaande de rechtshulp in strafzaken, en Bijlage, ondertekend te Washington op 28 januari 1988.

5. Wetsontwerp houdende instemming met de volgende Internationale Akten :

1° Overeenkomst tot wijziging van de Vierde ACS-EG-Overeenkomst van Lomé van 15 december 1989, Slotakte en Protocol bij de Vierde ACS-EG-Overeenkomst van Lomé naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, ondertekend te Mauritius op 4 november 1995.

2° Intern Akkoord betreffende de financiering en het beheer van de steun van de Gemeenschap in het kader van het Tweede Financieel Protocol bij de Vierde ACS-EG-Overeenkomst, ondertekend te Brussel op 20 december 1995.

6. Wetsontwerp houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Wit-Rusland, anderzijds, Bijlagen I tot VIII, Protocol en Slotakte, gedaan te Brussel op 6 maart 1995.

7. Wetsontwerp houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Armenië, anderzijds, de Bijlagen I, II, III en IV, het Protocol en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 22 april 1996.

8. Wetsontwerp houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Oezbekistan, anderzijds, de Bijlagen I, II, III, IV en V, het Protocol en de Slotakte, gedaan te Florence op 21 juni 1996.

9. Wetsontwerp houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en Georgië, anderzijds, de Bijlagen I, II, III, IV en V, het Protocol en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 22 april 1996.

10. Wetsontwerp houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Kazachstan, anderzijds, de Bijlagen I tot III, het Protocol en de Slotakte, gedaan te Brussel op 23 januari 1995.

11. Wetsontwerp houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Toezichthoudende Autoriteit van de Europese Vrijhandelsassociatie, ondertekend te Brussel op 22 december 1994.

12. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol houdende wijziging van de eenvormige Beneluxwet inzake tekeningen of modellen, gedaan te Brussel op 28 maart 1995.

13. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Kirghize, d'autre part, Annexes I et II, Protocole et Acte final, faits à Bruxelles le 9 février 1995.

14. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, les Annexes I à V, le Protocole et l'Acte final, faits à Luxembourg le 22 avril 1996.

15. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signé à Bruxelles le 26 avril 1993.

16. Demandes d'explications :

a) de Mme Dardenne au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, sur « le suivi des travaux de l'O.N.D.R.A.F »;

b) de M. Coveliers au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, sur « l'interprétation de l'interdiction faite au personnel de la gendarmerie de manifester ses convictions politiques »;

c) de Mme Milquet au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, et au Ministre de la Justice, sur « la suite au rapport annuel d'évaluation sur l'évolution et les résultats de la lutte contre la traite des êtres humains, rédigé par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme »;

d) de Mme Milquet au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Justice, sur « les suites qu'ils comptent réservées aux différents rapports sur la réforme de la structure policière ».

Jeudi 17 juillet 1997 :

a) Le matin à 10 heures :

1. Pour mémoire.

Projet de loi instituant les commissions de libération conditionnelle.

2. Pour mémoire.

Procédure d'évocation.

Projet de loi relative au Casier judiciaire central.

3. Projet de loi prévoyant l'apposition de certaines mentions sur la carte d'identité visée à l'article 6, § 1er, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, et réglant l'emploi des langues pour ces mentions.

b) L'après-midi à 15 heures :

1. Prise en considération de propositions.

2. Questions orales.

3. Eventuellement, reprise de l'ordre du jour de la séance du matin.
A partir de 16 h 30 m :

Votes nominatifs sur l'ensemble des points à l'ordre du jour dont la discussion est terminée.

4. Demande d'explications :

a) de Mme Lizin au Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, sur « les perspectives de coopération économique avec l'Algérie »;

b) de Mme Delcourt-Pêtré au Ministre des Affaires étrangères, sur « la délivrance d'extraits d'actes de naissance de Zaïrois qui désirent la naturalisation »;

c) de M. De Decker au Ministre des Affaires étrangères, sur « l'évolution du dossier de l'élargissement de l'O.T.A.N., suite au Sommet de Madrid »;

d) de Mme Thijs au Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, sur « la réforme de l'A.G.C.D. et sa transformation en D.C.D. »;

e) de M. Destexhe au Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, sur « la création de la "Coopération technique belge" sous forme d'une société anonyme de droit public ».

13. Wetsontwerp houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Kirgizstan, anderzijds, Bijlagen I en II, Protocol en Slotakte, gedaan te Brussel op 9 februari 1995.

14. Wetsontwerp houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Azerbeidzjan, anderzijds, de Bijlagen I tot V, het Protocol en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 22 april 1996.

15. Wetsontwerp houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Groep van Staten in Afrika, het Caraïbisch Gebied en de Stille Zuidzee, ondertekend te Brussel op 26 april 1993.

16. Vragen om uitleg :

a) van Mevr. Dardenne aan de Vice-Eerste en Minister van Economie en Telecommunicatie, over « de werkzaamheden van N.I.R.A.S »;

b) van de heer Coveliers aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over « de interpretatie van het verbod aan rijkswachters om openlijk uiting te geven over hun politieke overtuiging »;

c) van Mevr. Milquet aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en aan de Minister van Justitie, over « het gevolg dat zal worden gegeven aan het verschenen jaarrapport van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding over de ontwikkeling en de resultaten van de strijd tegen de mensenhandel »;

d) van Mevr. Milquet aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over « welk gevolg zij denken te geven aan de verschillende rapporten over de hervorming van de politiestructuur ».

Donderdag 17 juli 1997 :

a) 's Ochtends te 10 uur :

1. Pro memoria.

Wetsontwerp tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling.

2. Pro memoria.

Evocatieprocedure.

Wetsontwerp betreffende het Centraal Strafregerister.

3. Wetsontwerp tot bepaling van het aanbrengen van sommige vermeldingen op de identiteitskaart bedoeld in artikel 6, § 1, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, en tot regeling van het taalgebruik voor deze vermeldingen.

b) 's Namiddags te 15 uur :

1. Inoverwegningneming van voorstellen.

2. Mondelinge vragen.

3. Eventueel, hervatting van de agenda van de ochtendvergadering.

Vanaf 16 u. 30 m. :

Naamstemmingen over het geheel van de afgehandelde agenda-punten.

4. Vragen om uitleg :

a) van Mevr. Lizin aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel, over « de vooruitzichten op economische samenwerking met Algerije »;

b) van Mevr. Delcourt-Pêtré aan de Minister van Buitenlandse Zaken, over « de afgifte van uittreksels van geboorteakte aan Zaïrezen die de Belgische nationaliteit willen verkrijgen »;

c) van de heer De Decker aan de Minister van Buitenlandse Zaken, over « de voorgenomen uitbreiding van de N.A.V.O. na de Top van Madrid »;

d) van Mevr. Thijs aan de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, over « de hervorming van het A.B.O.S. en de omvorming tot het D.O.S. »;

e) van de heer Destexhe aan de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, over « de oprichting van de "Belgische Technische Ontwikkelingssamenwerking" in de vorm van een publiekrechtelijke naamloze venootschap ».

annonces – Aankondigingen**SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN**

**Dumont Confections, société anonyme,
rue Neuve 1, 6900 Marche-en-Famenne**

R.C. Marche-en-Famenne 9655 – T.V.A. 412.396.092

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 24 juillet 1997, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation de la date de l'assemblée générale ordinaire.
2. Lecture des rapports de gestion et des comptes annuels.
3. Approbation des comptes annuels au 31 janvier 1997.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux administrateurs. (20496)

**P. Verday, société anonyme,
route de Bastogne 34, 6900 Marche-en-Famenne**

R.C. Marche-en-Famenne 15943

L'assemblée générale extraordinaire se réunira au siège social, le 24 juillet 1997, à 15 heures.

Ordre du jour :

Distribution de dividende par prélèvement sur les réserves disponibles. (20497)

**Garage Vanderheyden, société anonyme,
chaussée de Liège 60, 4841 Welkenraedt (Henri-Chapelle)**

R.C. Verviers 44470 – T.V.A. 415.595.906

Une seconde assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 24 juillet 1997, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et approbation.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (20498)

**Maison Pierre Van Den Bemden, société anonyme,
avenue Georges Henri 511, 1200 Woluwe-Saint-Lambert**

R.C. Bruxelles 409437 – T.V.A. 417.853.828

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 24 juillet 1997, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Ratification de la tenue tardive de l'assemblée.
2. Rapport du conseil d'administration.
3. Adoption des comptes annuels.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Démission et nomination d'un administrateur.
7. Divers. (20499)

**Daniel Storz Creatives Prints,
en abrégé : « Creatives Prints », société anonyme,
avenue du Prince Héritier 149, 1200 Woluwe-Saint-Lambert**

R.C. Bruxelles 484576 – T.V.A. 429.165.513

Assemblée générale extraordinaire, modifications aux statuts

Les actionnaires sont invités à participer à l'assemblée générale extraordinaire de la société qui se tiendra en l'étude du notaire Marc Demaeght, à Laakdal, Veerledorp 30, le vendredi 25 juillet 1997, à 14 heures.

Cette assemblée aura comme ordre du jour :

1. Modification de la dénomination sociale en « APP Photolab ». Modification de l'article 1^{er} des statuts.
2. Transfert du siège social à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue du Prince Héritier 69. Modification de l'article 2 des statuts.
3. Modification de l'exercice social, commençant dorénavant le 1^{er} janvier et prenant fin le 31 décembre. Transitoirement, l'exercice en cours se clôturerait le 31 décembre 1997. Modification de l'article 9 des statuts.
4. Démission des administrateurs. Décharge.
5. Nomination de nouveaux administrateurs. Pouvoirs. Rémunération.
6. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration, notamment pour la coordination des statuts.
7. Divers.

Les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts.
(20500) Le conseil d'administration.

**Nouvelles Carrières et Marbrerie Mazy, société anonyme,
rue de l'Usine 1, 5030 Mazy**

R.C. Namur 70923 – T.V.A. 457.459.027

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social de la société, le 24 juillet 1997, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (20501)

**« Belcofi », naamloze vennootschap,
te 2020 Antwerpen, Jan Van Rijswijkstraat 184**

H.R. Antwerpen 266409

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemeene vergadering die zal worden gehouden op de zetel van de vennootschap te 2020 Antwerpen, Jan Van Rijswijkstraat 184, op 23 juli 1997, om 9 u. 30 m., met volgende agenda en voorstellen van besluit :

1. Voorstel tot vernieuwing en aanpassing van de bepaling in verband met het toegestane kapitaal; voorlezing van het verslag van de raad van bestuur betreffende het toegestane kapitaal zoals voorgeschreven door artikel 33bis van de vennootschappenwet.

Voorstel tot besluit :

De vergadering hoort lezing van het verslag van de raad van bestuur, opgemaakt overeenkomstig artikel 33bis van de vennootschappenwet en keert dit goed.

Vervolgens besluit de vergadering tot het verlenen van een nieuwe machtiging aan de raad van bestuur in het kader van het toegestane kapitaal en dit tot voor een nieuwe periode van vijf jaar vanaf de publicatie van dit besluit in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*. De eerste alinea van de bepaling inzake het toegestane kapitaal onder artikel 4 van de statuten wordt gewijzigd als volgt :

« Tijdelijke bepaling — Toegestane kapitaal :

Aan de raad van bestuur wordt de macht toegekend om in één of meermaal het kapitaal met een maximumbedrag van één miljard achttien miljoen tweehonderdvijfenzeventigduizend frank (F 1 018 275 000) te verhogen, zulks gedurende vijf jaren te rekenen vanaf de bekendmaking van onderhavig besluit in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*, onder de voorwaarden bepaald door de wet. »

2. Voorstel tot vernieuwing van de machtiging tot inkoop van eigen aandelen ter voorkoming van een ernstig en dreigend nadeel en machtiging tot verkoop.

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit de machtiging die werd verleend aan de raad van bestuur tot inkoop van eigen aandelen zoals bepaald onder artikel 4 van de statuten te verlengen voor een nieuwe periode van drie jaar vanaf de publicatie van dit besluit in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*.

Voormelde tekst wordt aangevuld als volgt :

« De voorwaarden voor de vervreemding van die aandelen of winstbewijzen worden vastgesteld ingevolge een besluit van de algemene vergadering genomen met inachtneming van de in artikel 70bis van de wet op de handelsvennootschappen bepaalde voorschriften inzake quorum en meerderheid. De raad van bestuur is evenwel gemachtigd om over te gaan tot de vervreemding van deze aandelen of winstbewijzen wanneer deze vervreemding noodzakelijk is om te voorkomen dat de vennootschap een ernstig en dreigend nadeel zou lijden of wanneer het beursgenoteerde aandelen betreft zoals bepaald in de wet. »

3. Voorstel tot inassing van een overgangsbepaling met betrekking tot voormelde machtigingen.

Voorstel tot besluit :

De machtigingen toegekend aan de raad van bestuur bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van 5 april 1995 (toegestane kapitaal - inkoop eigen aandelen) blijven van kracht tot de bekendmaking in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van de hernieuwing van deze machtigingen door de buitengewone algemene vergadering van 23 juli 1997.

4. Voorstel tot toevoeging in artikel 4 van de statuten van een bepaling inzake het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging.

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit tussen de achtste en de negende alinea van artikel 4 van de statuten volgende tekst toe te voegen :

« In afwijking van wat in de voorgaande alinea's wordt bepaald, kan de algemene vergadering, met inachtneming van de voorschriften terzake, beslissen dat alle nieuwe aandelen, of een gedeelte ervan, niet bij voorkeur aan de bestaande aandeelhouders worden aangeboden. De algemene vergadering bepaalt zelf de voorwaarden en de prijs van de uitgifte buiten voorkeurrecht. Zij kan ook afwijken van de door de wet bepaalde minimumtermijn voor de uitoefening van het voorkeurrecht. Bij opheffing of beperking van het voorkeurrecht kan bij de toekenning van de nieuwe aandelen een recht van voorrang toegekend worden aan de bestaande aandeelhouders. »

5. Voorstel tot vervanging van de negende alinea van artikel 4 van de statuten.

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit de negende alinea van artikel 4 van de statuten te vervangen als volgt :

« De aandelen zijn aan toonder. Zij kunnen op verzoek van de aandeelhouders worden omgezet in aandelen op naam. Ze zijn ondeelbaar en ze zijn op naam tot de volledige volstorting. Op de zetel van de vennootschap wordt een register der aandelen op naam gehouden. De eigendom van het aandeel op naam blijkt uit de inschrijving in dit register. Bewijzen die deze inschrijvingen staven, ondertekend door ten minste twee bestuurders, worden aan de aandeelhouders afgeleverd. »

6. Voorstel tot vervanging van de eerste alinea van artikel 9 van de statuten.

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit de eerste alinea van artikel 9 van de statuten te vervangen als volgt :

« Onverminderd de machten toebehorend aan de raad van bestuur en de vertegenwoordigingsmachten toegekend in artikel 10 hierna, mag het dagelijks bestuur van de vennootschap, alsook de vertegenwoordiging van de vennootschap wat dat bestuur aangaat, opgedragen worden aan één of meer leden van het directiecomité of andere personen, al dan niet aandeelhouders, die alleen of gezamenlijk optreden volgens het besluit dat hen benoemt. »

7. Voorstel tot vervanging van artikel 10 van de statuten.

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit artikel 10 van de statuten te vervangen als volgt :

« Bij ontstentenis van een bij besluit van de raad van bestuur gegeven machtiging of volmacht en onverminderd de algemene vertegenwoordigingsmacht voor het dagelijks bestuur, toegekend in artikel 9 hierboven, zijn twee leden van het directiecomité waarvan minstens één tevens bestuurder dient te zijn, gezamenlijk handelend bevoegd om de vennootschap in en buiten rechte te vertegenwoordigen. »

8. Voorstel tot aanvulling van de laatste zin van de eerste alinea van artikel 15 van de statuten.

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit de laatste zin van de eerste alinea van artikel 15 van de statuten aan te vullen als volgt :

« ... en dit binnen drie weken na de datum van het postmerk op de aangestekende brief aan de raad van bestuur is gericht. »

9. Voorstel tot schrapping van de tekst van artikel 22 van de statuten vanaf de derde alinea tot het einde.

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit de tekst van artikel 22 van de statuten te schrappen vanaf de derde alinea tot het einde.

10. Voorstel tot aanpassing van de statuten aan de hierboven genomen besluiten en aan de nieuwe vennootschappenwet.

Voorstel tot besluit :

De vergadering besluit de statuten van de vennootschap aan te passen aan de hierboven genomen besluiten, aan de gewijzigde bepalingen van het vennootschapsrecht en aan de verplichtingen opgelegd aan de vennootschappen die een publiek beroep doen of hebben gedaan op het spaarwezen.

Volgende wijzigingen worden nog aangebracht :

1° Na de tweede zin van artikel 1 van de statuten wordt volgende tekst toegevoegd :

« De vennootschap heeft de hoedanigheid van een naamloze vennootschap die een publiek beroep op het spaarwezen doet of gedaan heeft in de zin van artikel 26 van de vennootschappenwet en zal zolang zij deze hoedanigheid heeft, ingeschreven zijn op de lijst die wordt opgesteld door de Commissie voor Bank- en Financiewezien. »

2° Artikel 7 van de statuten wordt na de eerste alinea aangevuld als volgt :

« In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders. Deze procedure kan niet worden gevolgd voor de vaststelling van de jaarrekening, de aanwending van het toegestane kapitaal of in enig ander geval dat door deze statuten wordt uitgesloten.

Indien tijdens een vergadering van de raad van bestuur, die vergaderd met het vereiste quorum, één of meerdere bestuurders niet aan de beraadslaging deelnemen ingevolge de vennootschappenwet, worden de beslissingen geldig genomen met de meerderheid van de overige aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders. »

3° In artikel 14 van de statuten worden de woorden « vijf volle dagen vóór de vergadering » vervangen door de woorden « drie werkdagen vóór de datum bepaald voor de bijeenkomst van de algemene vergadering. »

4° Toevoeging in artikel 16 van de statuten van de woorden « en de voorstellen van besluit » na de woorden « vermelden de agenda ». »

5° De statuten worden aangevuld met een nieuw artikel 28 van de statuten luidend als volgt :

« Voor al wat niet in de statuten wordt voorzien, gelden alleen de bepalingen van de vennootschapswetgeving in het algemeen en de bepalingen van toepassing op de vennootschappen die een publiek beroep doen of hebben gedaan op het spaarwezen in het bijzonder.

De statutaire bepalingen die een letterlijke weergave zijn van de wettelijke bepalingen van de vennootschappenwet worden enkel vermeld ter inlichting en verwerven hierdoor niet het karakter van statutaire bepaling van artikel 79 van de vennootschappenwet. »

De raad van bestuur wordt gemachtigd een gecoördineerde tekst van de statuten op te stellen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan de vergadering dienen zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen.

(20502)

**Promotion and Construction Company,
in het kort : P.C.C., naamloze vennootschap,
Franklin Rooseveltlaan 49, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 452684

Ingevolge het besluit tot kapitaalvermindering genomen door de buitengewone algemene vergadering d.d. 13 januari 1997 wordt aan elk aandeel de som van 191 964 frank uitbetaald, vanaf 28 juli 1997, tegen afgifte van coupon nr. 1 ter zetel van de vennootschap en bekendmaking van de wijze van betaling.

(20503)

De raad van bestuur.

**« Makido Belgium », naamloze vennootschap,
3350 Linter, Sint-Truidensesteenweg 143**

H.R. Leuven 80469 – BTW 445.207.531

Aangezien de vergadering van 25 juni 1997 niet het wettelijk quorum heeft bereikt, worden de aandeelhouders verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering welke zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jean Dandoy, te Jodoigne, avenue des Commandants Borlée 9, op woensdag 23 juli 1997, om 9 u. 30 m., met volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur betreffende de doelsuitbreiding.
2. Doelsuitbreiding.
3. Verlenging en benoeming bestuurders.
4. Machten aan de gedelegeerd-bestuurder.

De op de agenda aangekondigde verslagen liggen op de zetel ter inzage en de houders van aandelen kunnen er op vertoon van het bewijs van de titel een exemplaar van bekomen. Om toegelaten te worden op de algemene vergadering, zich schikken naar artikel 18 der statuten.

(20504)

**"UNIWEAR", société anonyme,
1050 Bruxelles, avenue Louise 131**

R.C. Bruxelles 46670

Convocation des actionnaires et obligataires

Messieurs les actionnaires et obligataires, ces derniers uniquement avec voix consultative conformément à l'article 90 des L.C.S.C., sont priés d'assister à :

I. L'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le vendredi 25 juillet 1997, à 10 h 30 m, en l'étude du notaire Sneyers d'Attenhoven, sise avenue Louise 131a, à Bruxelles, laquelle assemblée étant convoquée suite à une première assemblée régulièrement convoquée et tenue le 26 mai 1997 n'ayant pu délibérer valablement, le quorum légal n'ayant pas été réuni avec l'ordre du jour est le suivant :

1. Rapport motivé du conseil d'administration portant sur le renouvellement de l'autorisation antérieurement conférée au conseil d'augmenter le capital (article 33bis des L.C.S.C.), indiquant les circonstances spécifiques dans lesquelles il pourra utiliser le capital autorisé et les objectifs que, ce faisant, il poursuivra.

2. Nouvelle autorisation à donner au conseil d'administration d'augmenter le capital dans le cadre de l'article 33bis, § 2 des L.C.S.C.

Proposition : Le conseil d'administration ayant utilisé l'autorisation conférée par l'assemblée du vingt-huit mai mil neuf cent nonante-six à concurrence de deux cent dix-sept millions six cent vingt-trois mille six cent vingt-neuf francs (217.623.629), de sorte que l'autorisation conférée par ladite assemblée n'est plus valable qu'à concurrence de trente-huit millions deux cent neuf mille trois cent septante et un francs (38.209.371); le conseil, en vue de la réalisation de nouvelles émissions éventuelles d'actions, d'obligations convertibles ou de tout droit de souscription, propose à l'assemblée :

2.1. de supprimer l'autorisation donnée précédemment, laquelle n'est plus valable qu'à concurrence de trente-huit millions deux cent neuf mille trois cent septante et un francs (38.209.371);

2.2. de lui consentir une nouvelle autorisation de procéder à une augmentation du capital social dans le cadre de l'article 33bis, § 2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant maximal de quatre cent septante-trois millions quatre cent cinquante-six mille six cent vingt-neuf francs (473.456.629), pour une nouvelle période de cinq ans et ce aux conditions suivantes :

- Cette autorisation ne peut être utilisée pour des augmentations de capital à réaliser principalement par des apports en nature à effectuer par un actionnaire de la société déttenant des actions de cette société auxquelles sont attachés plus de dix pour cent des droits de vote, conformément audit article 33bis.

- L'augmentation de capital décidée en vertu d'une telle autorisation peut être réalisée par l'incorporation de réserves ou encore par l'apport du droit au paiement d'un dividende.

- Dans le cadre de ce capital autorisé, le conseil d'administration est autorisé :

* à limiter ou supprimer, dans l'intérêt social, le droit de souscription préférentielle des actionnaires et ce même en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales;

* à créer et émettre des obligations convertibles, des obligations avec warrant et des droits de souscription;

* à créer et émettre des actions sans droit de vote;

* à présenter au public sur tous marchés étrangers, concurremment ou non au marché belge, toute offre en souscription d'actions, d'obligations convertibles ou non ou de tous droits de souscription.

- La présente autorisation emporte pour le conseil d'administration le pouvoir de constater les modifications des statuts qui en résultent, le tout à dater de la publication aux annexes au *Moniteur belge* d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée.

3. Acquisitions d'actions propres (article 52bis L.C.S.C.).

Proposition : Compte tenu des deux augmentations de capital intervenues dans le cadre du capital autorisé en septembre mil neuf cent nonante-six et avril mil neuf cent nonante-sept, le conseil propose à l'assemblée de modifier l'autorisation qui lui avait été donnée par

ladite assemblée en séance du vingt-huit mai mil neuf cent nonante-six, d'acquérir des actions propres de la société, par voie d'achat ou d'échange, aux conditions et dans les limites fixées par l'article 52bis des L.C.S.C., comme suit :

- l'acquisition pourra porter au maximum sur deux cent nonante mille huit cent nonante (290.890) actions, ces actions devant être acquises sur le premier marché de la Bourse des valeurs mobilières de Bruxelles ou d'autres marchés où la société pourrait être cotée;

- ladite autorisation ainsi modifiée devra être considérée comme une nouvelle autorisation annulant purement et simplement l'autorisation précédente, de telle sorte que la nouvelle autorisation sera valable pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la décision de l'assemblée;

- le rachat devra se faire à un prix qui ne pourra être inférieur à cent quarante francs, ni supérieur à cinq cents francs par action;

- la procédure prévue par ledit article visant également les actions acquises par une société filiale au sens de l'article 52quinquies, § 1er, alinéa 2 des L.C.S.C., ainsi que celles acquises par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de cette filiale ou de la société.

4. Modifications des statuts.

Proposition : Le conseil d'administration propose les modifications suivantes :

Article 15. * Remplacer le texte du quatrième alinéa de cet article par le texte suivant :

"Dans les cas exceptionnels, dument justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises, hormis en matière d'arrêt des comptes annuels et en matière de capital autorisé, par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit."

* Supprimer le texte du huitième alinéa de cet article.

Article 44. En cas de renouvellement de l'autorisation de "capital autorisé", remplacement du texte de cet article par le texte suivant :

"Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social souscrit en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant maximal de quatre cent septante-trois millions quatre cent cinquante-six mille six cent vingt-neuf francs (473.456.629), à réaliser le cas échéant par incorporation de réserves, conformément à l'article 33bis des lois sur les sociétés.

Cette autorisation ne peut être utilisée pour des augmentations de capital à réaliser principalement par des apports en nature à effectuer par un actionnaire de la société détenant des actions de cette société auxquelles sont attachés plus de dix pour cent des droits de vote, conformément audit article 33bis.

L'augmentation de capital décidée en vertu d'une telle autorisation peut être réalisée par l'incorporation de réserves ou encore par l'apport du droit au paiement d'un dividende.

Dans le cadre de ce capital autorisé, le conseil d'administration est autorisé :

- * à limiter ou supprimer, dans l'intérêt social, le droit de souscription préférentielle des actionnaires et ce même en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales;

- * à créer et émettre des obligations convertibles, des obligations avec warrant et des droits de souscription;

- * à créer et émettre des actions sans droit de vote;

- * à présenter au public sur tous marchés étrangers, concurremment ou non au marché belge, toute offre en souscription d'actions, d'obligations convertibles ou non ou de tous droits de souscription.

La présente autorisation emporte pour le conseil d'administration le pouvoir de constater les modifications des statuts qui en résultent.

Cette autorisation a été renouvelée par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-six mai mil neuf cent nonante-sept, pour une durée de cinq ans à dater de la publication aux annexes au *Moniteur belge* d'un extrait du procès-verbal de ladite assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-six mai mil neuf cent nonante-sept. Elle peut être renouvelée dans les conditions énoncées à l'article 33bis, § 2 des lois sur les sociétés."

5. Pouvoirs d'exécution.

Proposition : Le conseil d'administration propose de conférer à chacun des administrateurs, avec pouvoir d'agir séparément ou conjointement tous pouvoirs aux fins d'exécution des décisions qui seront prises par l'assemblée.

II. L'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le vendredi 25 juillet 1997, à 11 h 15 m, en l'étude du notaire Sneyers d'Attenhoven, sise avenue Louise 131a, à Bruxelles, laquelle assemblée étant convoquée suite à une première assemblée régulièrement convoquée et tenue le 8 juillet 1997 n'ayant pu délibérer valablement, le quorum légal n'ayant pas été réuni avec l'ordre du jour est le suivant :

1. Autorisation d'aliéner des actions propres acquises par la société.

Proposition : Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'autoriser l'aliénation par la société de 7.286 d'actions propres à M. Cattaneo della Volta et de 7.286 d'actions propres à M. Yves De Poorter en exécution de la décision prise par les assemblées générales du 6 juin 1995 et du 26 mai 1997 ainsi que l'aliénation de 3.125 d'actions propres à M. Cattaneo della Volta et de 3.125 d'actions propres à M. Yves De Poorter en exécution des conventions d'options conclues suite aux approbations données lors des assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 28 mai 1996.

2. Rémunération des administrateurs.

Proposition : Le conseil d'administration propose de révoquer avec effet au 1er janvier 1997, sous réserve des modifications statutaires dont question sous le point 3 ci-après, l'attribution d'une rémunération de fin d'année de 10 % du bénéfice aux administrateurs et propose, outre ce qui leur a été accordé antérieurement, de conclure annuellement avec chacun des administrateurs exerçant des fonctions réelles et permanentes, une convention d'option d'achat selon le modèle approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1996 et de leur attribuer chacun annuellement, après l'approbation des comptes consolidés, des warrants gratuits exercables pendant cinq ans à un prix d'exercice qui sera déterminé en fonction de la formule prévue à l'article 34bis, § 4bis, 2° des lois sur les sociétés. Le nombre de warrants se calculera par administrateur selon la formule suivante : Bénéfice consolidé/nombre d'actions * 10.000. Le conseil d'administration propose que l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à procéder annuellement à l'émission de ces warrants par utilisation de capital autorisé. Le conseil propose en outre que l'assemblée générale autorise la société à payer annuellement les tantièmes aux administrateurs sous forme de remise d'actions propres de la société. Le nombre d'actions se déterminera en fonction du cours au 31 décembre de l'exercice écoulé. Le conseil propose que l'assemblée générale autorise l'aliénation des actions à ce prix ainsi que l'aliénation des actions faisant l'objet des conventions d'option d'achat visé ci-dessus selon la formule de prix exprimée dans la convention type approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 1996.

3. Modification des statuts.

Proposition : Le conseil d'administration propose les modifications suivantes : insérer un nouvel article 10bis dont le texte serait le suivant :

Acquisition de ses propres titres.

La société peut acquérir ses propres actions, par voie d'achat ou d'échange, directement ou par personne agissant en son nom propre mais pour compte de la société et aliéner ces mêmes actions, conformément aux dispositions des lois sur les sociétés.

Une décision de l'assemblée générale n'est pas requise lorsque l'acquisition des actions propres est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

Cette faculté est valable pour trois ans à dater de la publication de la modification des statuts décidée par l'assemblée générale extraordinaire du [date]; elle peut être prorogée par une décision de l'assemblée générale pour des termes identiques, statuant aux conditions requises pour les modifications aux statuts.

Une décision de l'assemblée générale n'est pas non plus requise pour l'aliénation par la société de ses propres actions, conformément à l'article 52bis, § 4, 2e alinéa, 1° et 2° des lois sur les sociétés."

Article 27. Pour le remplacer par le texte suivant :

"Pour pouvoir assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions doivent, au plus tard trois jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée : (i) s'ils sont titulaires d'actions nominatives : avoir fait connaître au conseil d'administration le nombre d'actions pour lesquels ils entendent prendre part aux votes; (ii) s'ils sont titulaires d'actions au porteur : avoir déposé leurs actions au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation."

Article 36. Pour y insérer un nouveau troisième alinéa, dont le texte serait le suivant :

"Un minimum de 3 pour cent et un maximum de 10 pour cent du bénéfice de l'exercice à affecter seront mis à la disposition du conseil d'administration en vue d'être répartis entre ses membres suivant un règlement d'ordre intérieur à déterminer par lui. L'assemblée générale prendra annuellement une résolution déterminant le pourcentage des

tantièmes. Le conseil prendra annuellement une résolution déterminant le montant des tantièmes dans les limites stipulées ci-dessus."

Article 44. Pour y insérer un nouveau troisième alinéa, dont le texte serait le suivant :

"L'autorisation comporte en outre l'habilitation de procéder dans les conditions prévues à l'article 33bis, § 4, 2°, des lois sur les sociétés, à des augmentations de capital après réception de la communication faite par la Commission bancaire et financière selon laquelle elle a été saisie d'une offre publique d'acquisition."

III. L'assemblée générale spéciale qui se tiendra le vendredi 25 juillet 1997, à 11 h 45 m, immédiatement après les deux assemblées générales extraordinaires précitées, en l'étude de Me Sneyers d'Attenhoven, sise avenue Louise 131a, à Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Complément au rapport de gestion du conseil d'administration contenant notamment une simulation des comptes consolidés au 31 décembre 1996 comme si les sociétés Hiltex, Uniwear Trading et Uniwear Asia n'avaient pas été sorties du périmètre de consolidation avec effet au 1er janvier 1996.

2. Prélèvement d'un montant de 18.775.758 BEF sur les réserves disponibles qui seront ainsi réduites de 33.000.000 BEF à 14.224.242 BEF, afin d'apurer entièrement le montant des pertes reportées au 31 décembre 1996.

Proposition : approbation de ce prélèvement.

Le conseil d'administration attire tout particulièrement l'attention des actionnaires sur le fait que :

1° les deux assemblées générales extraordinaires dont question au point I et II ci-avant peuvent valablement délibérer et statuer quel que soit le nombre de titres représentés, conformément à l'article 70 des L.C.S.C., étant donné qu'il s'agit de deux assemblées tenues après une première assemblée de carence;

2° l'assemblée générale spéciale dont question au point III ci-avant peut valablement délibérer et statuer quel que soit le nombre de titres présents ou représentés, les points fixés à son ordre du jour ne requérant aucun quorum de présence.

Pour pouvoir assister à l'assemblée les propriétaires d'actions doivent, au plus tard trois jours avant la date fixée pour l'assemblée :

- s'ils sont titulaires d'actions nominatives : avoir fait connaître au conseil d'administration le nombre d'actions pour lequel ils entendent prendre part aux votes;

- s'ils sont titulaires d'actions au porteur : avoir déposé leurs actions au siège social, avenue Louise 131, à 1050 Bruxelles, ou à un guichet de l'un des établissements ou banques suivants :

Belgique : KB, ABN AMRO, Paribas, Smeets-Verbaet, Corluy.

Suisse : Union des Banques Suisses, Société de Banque Suisse, Crédit Suisse, Bondpartners, Privat Kredit Bank, Oppenheim Bank, Group Julius Baer, Banca della Svizzera Italiana.

U.K. : National Westminster, Theater Greenwood, Guiness Mahon, Lloyds Bank, Royal Bank of Scotland.

Autriche : Centro International Handelsbank (Vienne-Autriche).

Italie : Banco Ambroveneto.

U.S.A. : Group Julius Baer.

Les obligataires désireux d'assister à l'assemblée avec voix consultative sont requis de respecter les mêmes formalités.

(20505) Le conseil d'administration.

**Astrid Immo, naamloze vennootschap,
te Antwerpen, Amerikalei 104a**

H.R. Antwerpen 201686

—
Uitbetaling dividend

*Uittreksek uit het proces-verbaal der gewone algemene vergadering
van 17 juni 1997*

Een dividend van BEF 540 netto per aandeel wordt betaalbaar gesteld vanaf 3 november 1997 tegen afgifte van koepon nr. 14 aan de loketten van de N.V. Generale Bank te Antwerpen.

Antwerpen, 2 juli 1997.

Voor een sluidend afschrift, (get.) P. Fogiel, afgevaardigde-bestuurder. (20578)

**Agra Invest, naamloze vennootschap,
Nerethstraat 36, 9750 Zingem**

H.R. Oudenaarde 35139 — BTW 441.267.648

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op Dinsdag 29 juli 1997 om 11 uur ten kantore van notaris Frank GHYS, Berchemstraat 47, 9690 Kluisbergen. — Agenda : 1. Kapitaalsverhoging met twee miljoen zevenhonderdvijftigduizend belgische frank (2.750.000 bef), om het aldus te brengen van één miljoen tweehonderdvijftig duizend Belgische frank (1.250.000 bef) op vier miljoen Belgische frank, (4.000.000 bef), door creatie en uitgifte van tweeduizend zevenhonderdvijftig (2.750), nieuwe aandelen zonder nominale waarde. 2. Doelsaampassing. 3. Aanpassing der statuten overeenkomstig de genomen beslissingen. (46869)

**Beleggingsmaatschappij in Onroerend en Goederen B.V.,
naamloze vennootschap,
Dielebergstraat 14, 3690 Zutendaal**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelvennootschap hebben aangenomen,
Tongeren, nr. 20

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die bij uitzondering doorgaat op 25/07/97 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46870)

**Champignons Moni, naamloze vennootschap,
Zetsel 2, 1730 Asse**

H.R. Brussel 344531 — BTW 407.254.203

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van onze vennootschap, die doorgaat op vrijdag 25 juli 1997, om 14 uur, te Schaarbeek (1030 Brussel), François Rigasquare 37.

Dagorde :

1. Vernietiging van de negenenzeventigduizend negenhonderdtweeënnegentig (79.992) eigen aandelen, en opheffing van de onbeschikbare reserve ter waarde van honderd en één miljoen vierhonderd negenentachtigduizend achthonderd vijftig (101.489.850) Belgische frank.

2. Wijziging van de statuten om de bestaande tekst van artikel 5 te vervangen door de hiernavolgende tekst :

"Artikel 5 : Maatschappelijk kapitaal.

Het geplaatst maatschappelijk kapitaal van de vennootschap bedraagt zesenvijftig miljoen achthonderdzesenzestigduizend driehonderdvijftig (56.866.350) Belgische frank, vertegenwoordigd door drieëndertigduizend vierhonderd zestien (33.416) aandelen, zonder vermelding van waarde."

3. Machten - Bijzondere volmacht.

4. Coördinatie van de statuten.

Om deel te nemen aan deze vergadering, wordt U gevraagd, overeenkomstig artikel 25 van onze statuten, uw effecten aan toonder te willen neerleggen, op de zetel van de vennootschap uiterlijk de laatste werkdag voor de vergadering, hetzij op donderdag 24 juli 1997.

Met de meeste hoogachting.
(46871)

De raad van bestuur.

Darimmo, naamloze vennootschap,
Houtmarkt 6, 9300 Aalst

H.R. Aalst 50400

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de algemene vergadering van 20 juni 1997, worden de aandeelhouders uitgenodigd op de tweede algemene vergadering dewelke zal gehouden worden op 25/07/97 om 18 uur ten sociale zetel. — Agenda : 1. Verslag van raad van bestuur. 2. Goedkeuring balans en resultatenrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge voor bestuurders. Neerlegging der titels ten sociale zetel. (46872)

Deman, société anonyme,
boulevard de Waterloo 45, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 377927 — T.V.A. 413.225.443

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 26/07/97 à 14 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/01/1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (46873)

Distributed Programs, société anonyme,
rue des Chevaliers 14, 1050 Bruxelles.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Distributed Programs, société anonyme, a été fixée au lundi 28 juillet à 14 h à l'hôtel-gril Campanile Excelsiorlaan 2 à 1930 Zaventem, tel : 02/720.98.62 Ordre du jour : 1. Décharge aux administrateurs. 2. Démission - nomination des administrateurs. 3. Situation financière de DP, proposition d'augmentation du capital. 4. Décision de rendre toutes les actions nominatives. 5. Discussion sur les motions de l'AG du 14/04/97 et sur les factures des administrateurs. 6. Divers. (46874)

Doria, naamloze vennootschap,
Burgstraat 20/22, 9000 Gent

H.R. Gent 167073

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 25/07/97 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46875)

Focquet, société anonyme,
avenue du Couronnement 129, 1200 Bruxelles-20

R.C. Bruxelles 10297 — T.V.A. 403.120.716

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 24/07/97, au siège social. — Ordre du jour : - Démission d'un administrateur. - Divers. Se conformer aux statuts. (46876)

Food Consultancy Invest, naamloze vennootschap,
Mechanicalaan 10-12, 2610 Antwerpen

H.R. Antwerpen 273322 — BTW 438.641.225

De jaarvergadering zal gehouden worden op 28/07/97 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46877)

Harmony, naamloze vennootschap,
Rijvisschepark 20, 9052 Zwijnaarde

H.R. Gent 169325

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 25/07/97 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46878)

Investments Management en Planning, naamloze vennootschap,
Pontstraat 84, 9831 Deurle

H.R. Gent 175947 — BTW 434.244.056

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering dewelke zal gehouden worden ten kantore van notaris Paul Bauwens, Rozenlaan, 10 te Dilbeek, op 29 juli 1997 om 17 u 30, met als dagorde : 1. Na lezing van het bijzonder verslag van de raad van bestuur op datum van 26/06/1997 en lezing van het verslag van de bedrijfsrevisor, de BV ovd CVBA "Fransolet & Cie", met zetel te 4000 Luik, avenue M. Destenay, 13, kapitaalverhoging ten belope van 85.000.000,-FR om het te brengen van 235.500.000,-fr op 320.500.000,-fr middels inbreng in natura van een schuldbordering. 2. Vaststelling van de kapitaalverhoging. 3. Wijziging van artikel 5 om deze in overeenstemming te brengen met het nieuwe bedrag van het maatschappelijk kapitaal en toevoeging van een alinea teneinde de historiek van het kapitaal uiteen te zetten. 4. Coördinatie van de statuten.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten teneinde toegelaten te worden. (46879)

Malle's Huis, naamloze vennootschap,
Hoogstraatsebaan 13-15, 2390 Malle (Oostmalle)

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de algemene vergadering van 31 mei 1997, worden de aandeelhouders uitgenodigd op de tweede algemene vergadering dewelke zal gehouden worden op 25/07/97 om 16.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van Bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1996. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (46880)

Marcel Wauters, naamloze vennootschap,
Ternatstraat 227, 9402 Ninove (Meerbeke)

H.R. Aalst 49672 — BTW 420.134.714

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt op de jaarvergadering van 27 juni 1997, worden de aandeelhouders uitgenodigd op de tweede vergadering dewelke zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 24/07/97 om 15.00 u. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1996. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Neerlegging der titels ten maatschappelijke zetel ten laatste vijf dagen vóór de vergadering. (46881)

Maro Recycling, naamloze vennootschap,
Sint-Eloois-Winkelstraat 127, 8880 Ledegem

H.R. Kortrijk 129643 — BTW 450.238.762

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 25/07/97 om 16.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (46882)

Charbonnages du Bois du Cazier, Houillères unies du Bassin de Charleroi, Charbonnages du Petit Try, sociétés anonymes, en liquidation, rue du Petit Chêne 95, 4000 Liège

MM. les actionnaires des sociétés ci-dessus sont priés d'assister à la réunion de l'assemblée générale de leur société qui se tiendra en séance extraordinaire au siège social, le 30 juillet 1997 aux heures indiquées ci-après.

Les diverses réunions ici convoquées faisant suite à celles tenues le 30 juin dernier au cours desquelles il a été constaté la carence de l'assemblée faute des quorum requis, les assemblées qui se réuniront le 30 juillet seront habilitées à statuer sans quorum.

Les réunions se suivront comme suit :

- Charbonnages du Bois-du-Cazier : 14h00;
- Houillères Unies du Bassin de Charleroi : 14h15;
- Charbonnages du Petit Try : 14h30.

L'ordre du jour des réunions est le suivant :

Modification de l'article 1. La société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne es tenue de modifier ses statuts pour les mettre en conformité avec l'article 26 des lois coordonnées sur les sociétés, tel que cet article a été modifié par la loi du 13 avril 1995. Il est donc proposé de remplacer la première phrase de l'article 1 par le texte qui suit :

La société est une société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Les actionnaires au porteur qui souhaitent assister à l'assemblée déposeront leurs titres au siège social conformément au prescrit des statuts.

(46883)

Les liquidateurs.

**Molto, naamloze vennootschap,
Pareelstraat 7, 8570 Anzegem (Vichte)**

H.R. Kortrijk 117927 — BTW 436.365.485

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die gehouden wordt op woensdag 23 juli 1997 om 11 uur voor het ambt en op het kantoor van notaris Ignace Saey, te Deerlijk, Harelbekestraat 81.

Agenda :

1. Wijziging datum jaarvergadering. Wijziging art 22.
2. Aanpassing van de statuten aan de van kracht zijnde vennootschappenwet (aantal bestuurders-schriftelijke besluitvorming raad van bestuur).
3. Aanpassing van de statuten :-door weglaten van de uitdrukkelijke verwijzing naar de artikelen van de vennootschappenwet; -schrapping art 6bis ingevolge verstrijken van duurtijd waarvoor machtiging inzake toegestaan kapitaal werd verleend.
4. Machten te verlenen aan de raad van bestuur om de genomen besluiten ten uitvoer te leggen.

De aandeelhouders zullen zich richten naar de statuten en de wet.

Een eerste vergadering met zelfde agenda is bijeengekomen voor notaris Ignace Saey op 27 juni 1997 doch heeft niet geldig kunnen besluiten vermits het wettelijke kworum niet verenigd was.
(46884)

De raad van bestuur.

**Negotie en Valorisatie Van Materialen, naamloze vennootschap,
Rijmenamsebaan 16, 3190 Boortmeerbeek**

H.R. Leuven 77269 — BTW 440.876.876

De jaarvergadering zal gehouden worden op 30/07/97 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. (46885)

**Unic Foods Rumberke, naamloze vennootschap,
Sint-Alfonsusstraat 7, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 113160 — BTW 431.467.183

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 25/07/97 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Beraadslaging artikel 60 vennootschappenwet. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/03/1997. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Allerlei. Neerlegging der titels ten maatschappelijke zetel ten laatste vijf dagen vóór de vergadering. (46886)

**Val de Theux, société anonyme,
Prümerstrasse 33, 4780 Saint-Vith**

R.C. Eupen 62315 — T.V.A. 451.487.785

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 25/07/97, à 14.00 H., au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/03/1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers.

Se conformer aux statuts. (46887)

**Thuisverpleging Grosemans Agnes, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Stationstraat 5, 3545 Halen**

NN 454.270.596

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 25 juli 1997 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1996.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82420)

**Hespen Meli, naamloze vennootschap,
Kapoenenweg 5, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 71561 — BTW 446.769.033

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 25 juli 1997 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 maart 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (82421)

Lephos, naamloze vennootschap,
Katwilgenstraat 28, 9032 Wondelgem
 H.R. Gent 171066 — BTW 451.186.689

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering op zaterdag 26 juli 1997 om 10.00 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Besprekking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1996.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan alle leden van de raad van bestuur.
 5. Goedkeuring van de bezoldigingen aan de bestuurders en/of aandeelhouders.
 6. Goedkeuring van de standen van de lopende rekeningen van de bestuurders en/of aandeelhouders.
 7. Allerlei.
- (82422)

Amalfi, naamloze vennootschap,
Bruggestraat 14, 8820 Torhout
 H.R. Oostende 34207 — BTW 418.192.833

Daar de eerste buitengewone algemene vergadering niet in getale was, worden de vennoten uitgenodigd op de tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris J.P.Mouriau de Meulenacker, te Torhout, Aartrijkestraat 28, op donderdag 24 juli 1997 om 9.30 uur, om te beraadslagen over de volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur over het voorstel tot wijziging van het maatschappelijk doel met in bijlage een staat van de aktiva en passiva der vennootschap.

2. Uitbreiding van het maatschappelijk doel als volgt : « Voor eigen rekening, voor rekening van derden of in deelname met derden alle verrichtingen welke rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op het aankopen, ruilen, verkopen, verkavelen, ten gelde maken, beheren, in waarde brengen, huren, verhuren, bouwen en verbouwen, en laten bouwen en verbouwen van onroerende goederen. Deze laatste uit te voeren door en in coördinatie met onderaannemers. »

De vennoten worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(82423)

Van Hoe, naamloze vennootschap,
HuisePontweg 34, 9772 Kruishoutem (Wannegem-Lede)
 H.R. Oudenaarde 27183 — BTW 423.210.406

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden ten kantore van notaris Tillo Deforce, te Kruishoutem (Wannegem-Lede), Wannegem-dorp 31, op donderdag 24 juli 1997 om 11 u 30 met als agenda :

1. Bijzonder verslag door de raad van bestuur opgemaakt in toepassing van art. 70bis van de vennootschapswet betreffende de hierna vermelde uitbreiding van het doel van de vennootschap, en de erbij gevoegde staat van aktief en passief der vennootschap afgesloten op 31 mei 1997.

2. Uitbreiding van het doel van de vennootschap door toevoeging in fine van de eerste alinea van artikel 3 van de statuten na de woorden « advies in dit verband » van volgende tekst :

« - de groot- en kleinhandel in kasseien, afsluitingen en omheiningen, en alle bouwmateriaal; »

3. Wijziging van de maatschappelijke benaming in « VAN HOE INTERNATIONAL » en overeenkomstige aanpassing van artikel 1 der statuten.

Zich gedragen naar art. 23 van de statuten.

(82424)

Starco Tielen, commanditaire vennootschap op aandelen,
Gierlebaan 100, 2460 Kasterlee (Tielen)

H.R. Turnhout 59697 — NN 433.817.157

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jozef Coppens, te Vosselaar, Cingel 12, op woensdag 23 juli 1997 om 10 uur, met als agenda :

1. Toekenning van het stemrecht aan de vruchtgebruiker.
 2. Volledige herwerking van de statuten om deze aan te passen aan de dwingende bepalingen van de wet van dertien april negentienhonderd vijfennegentig houdende wijzigingen van de vennootschapswet.
- (82425)

Administrations publiques et Enseignement technique

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Gemeente Sint-Katelijne-Waver

Het gemeentebestuur van Sint-Katelijne-Waver werft aan : bestuurssecretaris voor de personeelsdienst (m/v) in contractueel verband.

De bestuurssecretaris geeft leiding aan de personeelsdienst, is verantwoordelijk voor de personeelsadministratie en de loon- en weddeberekeningen en werkt nauw samen met de gemeentesecretaris voor de voorbereiding en uitwerking van het gemeentelijk personeelsbeleid.

Wij vragen :

diploma niveau A (universitair), eventueel aangevuld met een diploma leergangen administratief recht;

EU-onderdaan;

minimum 18 jaar, maximum 55 jaar;

leidinggevende capaciteiten;

verantwoordelijkheidszin;

stressbestendigheid;

kunnen werken in teamverband.

Wij bieden :

aangename werksfeer;

uitdagende job;

wedde op universitair niveau;

mogelijkheid tot vaste benoeming na aanwervingsexamen.

Interesse ?

De functiebeschrijving en het functieprofiel, evenals alle mogelijke inlichtingen, kan u verkrijgen op de personeelsdienst, Markt 1, 2860 Sint-Katelijne-Waver, tel. 015/31 75 11.

Uw kandidatuur richt u aangetekend of tegen ontvangstbewijs aan het college van burgemeester en schepenen, Markt 1, 2860 Sint-Katelijne-Waver. Zij is vergezeld van een *curriculum vitae*, bewijs van goed zedelijk gedrag en een voor eensluidend verklard afschrift van het diploma. Wij verwachten uw kandidatuur ten laatste op vrijdag 1 augustus 1997, om 12 uur.

(20506)

De raad van bestuur.

Gemeente Essen

Het gemeentebestuur van Essen werft aan in tijdelijk dienstverband :

- 1 conciérge (m/v);
- 1 archivaris (m/v).

Inlichtingen.

De functiebeschrijving, het profiel, de aanwervingsvoorraarden en meer informatie kunt u verkrijgen bij de heer W. Van Meel (03/670 01 38).

Uw sollicitatie, met *curriculum vitae*, moet vóór 5 september toekomen bij : college van burgemeester en schepenen, Heuvelplein 23, 2910 Essen. (20507)

Het gemeentebestuur van Essen legt een wervingsreserve voor één jaar aan voor :

- 1 administratief assistent openbare werken (m/v);
- 1 administratief medewerker ruimtelijke ordening (m/v).

Inlichtingen.

De functiebeschrijving, het profiel, de aanwervingsvoorraarden en meer informatie kunt u verkrijgen bij de heer W. Van Meel (03/670 01 38).

Uw sollicitatie, met *curriculum vitae*, moet vóór 5 september toekomen bij : college van burgemeester en schepenen, Heuvelplein 23, 2910 Essen. (20508)

Het gemeentebestuur van Essen legt een wervingsreserve voor één jaar aan voor :

- 1 schoonmaker/schoonmaakster.

Inlichtingen.

De functiebeschrijving, het profiel, de aanwervingsvoorraarden en meer informatie kunt u verkrijgen bij de heer W. Van Meel (03/670 01 38).

Uw sollicitatie, met *curriculum vitae*, moet vóór 5 september toekomen bij : college van burgemeester en schepenen, Heuvelplein 23, 2910 Essen. (20509)

Gemeente Herenthout**Aanwerving politieagent (m/v)**

Het gemeentebestuur van Herenthout gaat over tot de aanwerving van een politieagent(e).

Kandidaten moeten voldoen aan volgende voorwaarden :

burgerlijke en politieke rechten genieten;

mannelijke kandidaten moeten voldoen aan de dienstplicht;

de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten;

van goed gedrag en zeden zijn, zoals blijkt uit een getuigschrift dat niet ouder dan drie maanden mag zijn;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben en maximum 35 jaar oud zijn;

mannen moeten tenminste 1,68 m zijn en vrouwen tenminste 1,63 m;

houder zijn van een gehomologeerd getuigschrift van secundair onderwijs van de hogere graad of een ander diploma of getuigschrift dat minstens gelijkwaardig is;

in het bezit zijn van een rijbewijs, tenminste categorie B op het moment van benoeming tot stagedoend politieagent;

niet bij wet ontzet zijn van het recht om wapens te dragen;

geslaagd zijn binnen een periode van drie jaar vóór het indienen van de kandidatuur, in een gewone selectieproef welke wordt georganiseerd door een door het Ministerie van Binnenlandse Zaken erkend trainings- en opleidingscentrum voor gemeentelijke politieagenten;

er wordt een bijkomende selectieproef georganiseerd door de gemeente op zaterdag 9 augustus 1997, om 10 uur.

Kandidaturen dienen aangetekend te worden gericht aan de heer burgemeester, Bouwelse Steenweg 8, te 2270 Herenthout en dienen toe te komen uiterlijk op 31 juli 1997.

Bijkomende inlichtinge : politiecommissariaat Herenthout, tel. 014/51 51 99. (20510)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Turnhout

In het kader van het sociaal impulsfonds openverklaring van navermelde betrekkingen ten behoeve van het O.C.M.W. :

1 fulltime trajectbegeleid(st)er sociale leerwerkplaats in contractueel verband voor een periode van 1 oktober 1997 tot en met 31 maart 1998;

1 fulltime begeleid(st)er voor het Centrum voor Residentiële Crisisopvang in contractueel verband voor de periode van 1 oktober 1997 tot en met 31 maart 1998;

1 halftime ergotherapeut(e) op proef voor één jaar met ingang vanaf 1 oktober 1997 met vaste benoeming na een voldoening gevende proeftijd.

Kandidaten voor deze functies dienen in het bezit te zijn van :

1. Voor trajectbegeleid(st)er sociale leerwerkplaats :

diploma sociaal hoger onderwijs van het korte type of 1 cyclus van het studiegebied sociaal-agogisch werk of sociaal hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie afdeling maatschappelijk werk.

Voor meer informatie : Ilse Meir, coördinator sociale leerwerkplaats (tel. 014/42 66 63).

2. Voor begeleid(st)er voor het Centrum voor Residentiële Crisisopvang (is een centrum waar mensen worden opgevangen die zich in een noodpositie bevinden, geen onderdak hebben en nergens terecht kunnen met hun probleem) :

diploma van het sociaal hoger onderwijs van het korte type of 1 cyclus van het studiegebied sociaal agogisch werk.

Daarnaast moeten de kandidaten bereid zijn te werken in een continue-systeem.

3. Voor ergotherapeut(e) (doel : de organisatie van zelfstandigheidstraining ten huize van zorgbehoefende ouderen, de organisatie van advisering inzake het aanpassen van woningen van al dan niet zorgbehoefende ouderen, het opstarten van sensibiliseringscampagnes omtrent « veiligheid in en rond de woning » in samenwerking met de dienstencentra) :

diploma hoger onderwijs van het korte type richting ergotherapie of 1 cyclus van het studiegebied gezondheidszorg optie ergotherapie.

De kandidaturen, vergezeld van een *curriculum vitae* en een afschrift van het diploma dienen uiterlijk op 22 augustus bij aangetekend schrijven toe te komen of tegen ontvangstbewijs afgegeven te worden op de personeelsdienst (bureel 1), Albert Van Dyckstraat 20, 2300 Turnhout, en moeten aan de gestelde aanwervingsvoorraarden voldoen. Deze zijn vervat in een vacature-brochure, te bekomen bij het O.C.M.W. (bureel 1). (20512)

Gemeente Heist-op-den-Berg

Het gemeentebestuur west over te gaan tot de aanwerving van twee aspirant-politieagenten.

Functieomschrijving en profiel, aanwervingsvoorraarden en inschrijvingsformulier zijn te bekomen bij de gemeentelijke personeelsdienst, Kerkplein 17, 2220 Heist-op-den-Berg, tel. 015/24 74 49.

Kandidaturen dienen uiterlijk op 15 augustus 1997 (poststempel 14 augustus 1997) aangetekend verzonden te worden aan Mevr. de burgemeester. (20511)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Essen

Het vast bureau van het O.C.M.W.-Essen organiseert examens voor de aanleg van wervingsreserves voor toekomstige vacatures van één budgetbegeleider, één maatschappelijk werker, twee administratief medewerkers en één administratief assistent.

Deze wervingsreserves hebben een duurtijd van één jaar.

Het examenprogramma, functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorraarden, het administratief en geldelijk statuut zijn deze van het raadsbesluit van 10 juni 1997 en zijn te bekomen op het secretariaat (tel. 03/667 70 25).

Kandidaatstellingen vergezeld met een afschrift van het vereiste diploma gebeuren op straffe van nietigheid met een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de O.C.W.M.-voorzitter, Kerkplein 1, 2910 Essen. De uiterste datum van indienen is bepaald op 18 augustus 1997. (20513)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor het departement computerwetenschappen van de Faculteit toegepaste wetenschappen, zoeken wij een industrieel ingenieur (m/v), graad 7, salarisschaal 7.1.

Doel van de functie : verantwoordelijk voor de meer hardware georiënteerde aspecten van de systeemgroep van het departement computerwetenschappen en de coördinatie met de vijf andere leden van de groep. Deze systeemgroep is verantwoordelijk voor de goede werking van de computersystemen, voor de netwerking tussen de systemen, voor de aansluiting op K.U. LeuvenNet, voor de integratie, uitbreiding en vernieuwing van de computerinfrastructuur.

Tevens is hij medeverantwoordelijk voor de ondersteuning van de gebruikers en de beveiliging van de systemen tegen buitenstaanders.

Opdrachten :

verantwoordelijk voor het dagelijks onderhoud van de apparatuur van het departement computerwetenschappen;

opvolgen van de onderhoudscontracten : de contracten en de onderhoudstechnici, het bestellen van onderdelen;

het uitwerken van de voorstudie van adviesgeving bij de aankoop van nieuwe apparatuur;

zorg dragen voor de integratie en de herstellingen van PC hardware; realiseren van kleine ontwerpen voor didactische projecten; technische ondersteuning van de gebruikers; coördineren van het werk met de andere leden van de systeemgroep.

Profiel :

in het bezit zijn van een diploma van industrieel ingenieur elektrotechnica;

ervaring hebben met de diverse technische aspecten van bovenvermelde taken;

ervaring met Unix systemen en/of PC's strekt tot aanbeveling; indien nodig wordt intern opleiding voorzien.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur. Personeelsleden kunnen hiervoor hun mutatieaanvraag indienen.

Selectieproeven :

preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatielijst;

de interviews in verband met bovengenoemde taken zijn gepland voor het begin september.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de Personeelsdienst ATP ter attentie van Diane Serré, personeelsconsulent, Willem de Crolylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 27.

De selectieprocedure wordt gestart na 25 augustus 1997. (20514)

Hogeschool Gent

De Vlaamse Autonome Hogeschool Gent, heeft een vacature voor volgende betrekking in een vacant ambt.

Centrale Administratie

Betrekking : CA E1

Voltijdse medewerker Financiën (informatica-boekhouden)

Taakomschrijving :

- beheer en onderhoud van NT-server en computers van de boekhouding - financiële dienst

- archivering en beveiliging (tegen onecht gebruik en virussen) van de gegevens

- automatiseren van administratieve procedures in de financiële dienst, naar de departementen en diensten

- automatiseren en ondersteunen van de begrotingsprocedures

- verwerken van de diverse verrichtingen en de lonen in de boekhouding

- bijhouden van de kasverrichtingen

Toelatingsvoorraarden : graduat informatica met elementaire kennis van boekhouden of graduat boekhouden met grondige kennis van informatica. Voldoen aan de algemene voorwaarden i.v.m. de toegang tot de ambten (art. 89 van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de Hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap).

Profielbeschrijving :

nauwkeurig werken

teamgeest

communicatief

Aanstelling :

De betrekking is vacant voor onbepaalde duur met een proeftijd van 6 maanden

Ingangsdatum : 1 oktober 1997

Salarisschaal : B 11

Kandidaatstelling :

De kandidaatstelling, samen met het curriculum vitae, dient uiterlijk toe te komen op 1 september 1997 bij de Hogeschool Gent, t.a.v. dr. ir. G. Aelterman, Algemeen Directeur, Jozef Kluykensstraat 2, 9000 Gent

Selectieprocedure :

De selectie van de kandidaten zal gebeuren op basis van het ingediende dossier en na gesprek met de kandidaten, waarbij de beschrijving van het gewenste profiel als criterium wordt aangewend. (20515)

De Vlaamse Autonome Hogeschool Gent, heeft een vacature voor volgende betrekking in een vacant ambt.

Centrale Administratie

Betrekking : CA E2

Voltijdse medewerker Financiën (boekhouden)

Taakomschrijving :

beheer van de financiële verrichtingen in de boekhouding

voorbereiden van de betalingen

beheer van het rekeningenplan, in overleg met het diensthoofd

opmaken diverse rapporteringen naar de budgethouders

controle op de boeking

BTW-aangifte

beheer documenten, in overleg met het diensthoofd

Toelatingsvoorraarden :

graduaat boekhouden

Profielbeschrijving :

kennis van toepassingsinformatica (boekhoudpakket, Word, Excel)

nauwkeurig werken

teamgeest

communicatief

Aanstelling :

De betrekking is vacant voor onbepaalde duur met een proeftijd van 6 maanden.

Ingangsdatum : 1 oktober 1997

Salarisschaal : B 11

Kandidaatstelling :

De kandidaatstelling, samen met het curriculum vitae, dient uiterlijk toe te komen op 1 september 1997 bij de Hogeschool Gent, t.a.v. dr. ir. G. Aelterman, Algemeen Directeur, Jozef Kluyskensstraat 2, 9000 Gent.

Selectieprocedure : De selectie van de kandidaten zal gebeuren op basis van het ingediende dossier en na gesprek met de kandidaten, waarbij de beschrijving van het gewenste profiel als criterium wordt aangewend. (20516)

**Katholieke Vlaamse Sociale Hogeschool Brussel en Parnas Dilbeek,
Poststraat 111, 1030 Brussel**

Vacatures academiejaar 1997-1998

Volgende tijdelijke functies zijn te begeven :

1. Vereiste : academisch diploma of diploma van academisch niveau, met nuttige praktijkervaring.

Filosofie + deontologie (opleiding sociaal werk + orthopedagogie) 100 %.

Geschiedenis (opleiding sociaal werk) 10 %.

Beheer en beleid (opleiding orthopedagogie) 10 %.

Biologie (lerarenopleiding) 80 %.

Nederlands (lerarenopleiding) 20 %.

Wetenschappen (lerarenopleiding) 10 %.

Informatica (lerarenopleiding) 30 %.

Ontwikkelingspsychologie (opleiding sociaal agogisch werk, lerarenopleiding, gezondheidszorg) 10 %.

Lichamelijke opvoeding (volleybal) (lerarenopleiding) 25 %.

Directiesecretariaat niveau A, 80 %.

2. Vereiste : diploma sociaal agogisch werk of diploma sociale of psychologische wetenschappen en nuttige praktijkervaring.

Methodiek en praktijk optie M.W. (opleiding sociaal werk) 100 %.

Methodiek en praktijk optie S.C.W. (opleiding sociaal werk) 50 %.

Methodiek en praktijk optie P.W. (opleiding sociaal werk) 50 %.

Psycho-sociale vaardigheden (opleiding orthopedagogie) 10 %.

De grootte van elke opdracht is nog afhankelijk van het studententaltal.

Schriftelijke sollicitaties worden vóór 10 augustus 1997 gericht aan de directie van de Katholieke Vlaamse Sociale Hogeschool Brussel en Parnas Dilbeek, Poststraat 111, 1030 Brussel. (20517)

V.Z.W. Cultureel Centrum « De Velinx » Tongeren

De V.Z.W. Cultureel Centrum « De Velinx » zal overgaan tot het aanwerven van een cultuurfunctionaris-directeur (m/v).

De belangstellenden dienen hun kandidatuur uitsluitend te stellen door middel van een sollicitatieformulier. Bedoeld sollicitatieformulier, alsmede de aanwervingsvoorraarden, het examenprogramma en bijkomende informatie zijn te bekomen bij de culturele dienst van de stad Tongeren, tel. 012/39 02 18 - 012/39 02 71.

Het sollicitatieformulier moet uiterlijk op 15 augustus 1997 aangeboden worden bij de heer J. Simon, voorzitter V.Z.W. Cultureel Centrum « De Velinx », p.a. Stadhuisplein 9, 3700 Tongeren. (20518)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

**Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder**

Justice de paix du canton de Mouscron

Par ordonnance du juge de paix du canton de Mouscron, en date du 30 juin 1997, la nommée Parmentier, Jeanne, domiciliée à 7700 Mouscron, home Dusollier, avenue Royale 5, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Vloebergs, Martine, avocate, dont les bureaux sont à 7500 Tournai, boulevard des Combattants 52.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Fr. Brysse. (6605)

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du 7 juillet 1997 de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, le nommé Beelen, Jean-Luc, né à Namur le 25 mai 1960, domicilié et résidant actuellement à 5004 Bouge, rue de Coquelet 130, bte 32, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Dorange, Françoise, avocat, domicilié à 5000 Namur, rue Juppin 6.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) Michel Hernalsteen. (6606)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur, en date du 4 juillet 1997, le nommé Debrigode, Richard, né à Namur le 21 février 1954, domicilié et résidant à 5000 Namur, avenue de Marlagne 205, home La Marlagne, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Bruno Clérin, avocat, boulevard de la Meuse 65, à 5100 Jambes.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (6607)

Justice de paix du canton de Nivelles

Par ordonnance du juge de paix du canton de Nivelles, en date du 16 juin 1997, le nommé Grotard, Armand, né à Zétrud-Lumay le 15 avril 1914, domicilié à 1380 Plancenoit, rue de la Bachée 51, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Benoît Delcourt, avocat de résidence à 1340 Ottignies (Louvain-la-Neuve), avenue des Combattants 108.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) J. Adrians. (6608)

Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek, en date du 4 juillet 1997, suite à la requête déposée au greffe le 20 juin 1997, la nommée Douffet, Marie José Valentine, née à Schaerbeek le 17 septembre 1923, veuve Slegers, Josephus, résidant actuellement à 1030 Bruxelles, avenue Britsiers 11, au M.R.S. La Cerisaie, domiciliée à 1030 Schaerbeek, avenue Rogier 193, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Luppens, Lucie Josephine Victoire, née à Anvers le 20 octobre 1950, domiciliée à 1050 Ixelles, avenue de l'Hippodrome 72, bte 8, fille de Mme Douffet, Marie.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (6609)

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du vingt-quatre juin mil neuf cent nonante-sept, la nommée Marie-Josée Otten, née le 21 octobre 1917, domiciliée à 1200 Bruxelles, rue du Zéphir 10, mais résidant à Schaerbeek, rue Colonel Bourg 74, au home « Senior's Flatel S.A. », a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Christine De Bock, avocat à 1160 Bruxelles, boulevard du Souverain 144/33.

Pour extrait certifié conforme : le commis-greffier délégué, (signé) Schroyen, Fr. (6610)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, en date du 4 juillet 1997, la nommée Vertenoueil, Marie, née à Pâturages le 23 mai 1905, domiciliée à 7500 Tournai, rue des Brasseurs 244, se trouvant actuellement à la maison de repos « Les Sœurs de la Charité », chambre 188, 1^{er} étage, boulevard Lalaing 45, 7500 Tournai, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Pochard, Jean-Philippe, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 10.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Danielle Delbart. (6611)

Justice de paix du premier canton de Tournai

Par ordonnance de M. le juge de paix du premier canton de Tournai, en date du 27 juin 1997, la nommée Simon, Ghislaine, née à Tournai le 26 mars 1907, domiciliée à 7500 Tournai, rue du Viaduc 52, au home « Les Myosotis », a été déclarée totalement incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mayeur, André, pensionné, domicilié à 1180 Bruxelles, avenue Churchill 226.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) G. Boiteau. (6612)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 4 juillet 1997, en suite de la requête déposée le 25 juin 1997, la nommée Mme Christine Meftahi, née le 5 août 1971, domiciliée à 1180 Bruxelles, rue de l'Équateur 18, résidant actuellement à la Clinique Fond'Roy à 1180 Uccle, avenue Jacques Pastur 43, a été déclarée hors d'état de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Burlion, Jean-Luc, avocat, ayant son cabinet à 1190 Bruxelles, avenue Brugmann 164.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Pascal Goies. (6613)

Vrederecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de plaatsvervangende vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 4 juli 1997, werd Pauwels, Sonia, geboren te Waarschoot op 1 augustus 1964, verblijvende in het A.Z. Stuivenberg, Lange Beeldekensstraat 267, te 2060 Antwerpen, gedomicilieerd te 2140 Borgerhout, Guldensporenstraat 100, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Elbers, John, advocaat, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Britselei 28, bus 2.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) G. Cools. (6614)

Vrederecht van het derde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 2 juli 1997, werd Van Craen, Lodewijk Jan, geboren te Antwerpen op 4 januari 1925, gedomicilieerd te 2800 Mechelen, Koningin Astridlaan 178, bus 501, verblijvende in het A.Z. Middelheim, Geheugenkliek Campus Hoge Beuken, afdeling neuro, Commandant Weynsstraat 165, te 2660 Hoboken, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Hubert, Jeanne Marie Ghislaine, zonder beroep, geboren te Buizingen op 23 mei 1927, wonende te 2800 Mechelen, Koningin Astridlaan 178, bus 501.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) P. Rietjens. (6615)

Vrederecht van het kanton Asse

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Asse, verleend op donderdag 26 juni 1997, werd De Ron, Jaqueline, geboren te Brussel op 29 mei 1955, verblijvende en gedomicilieerd te 1785 Merchtem, Appelkotlaan 16/1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Ron, Edmond, bankbediende, wonende te 1703 Schepdaal, Kreupelstraat 24.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Anja De Brouwer. (6616)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 25 juni 1997, R.V. 119/97, werd Van Damme, Norbert, geboren te Lokeren op 4 maart 1932, verblijvende in het P.C. Dr. Guislain te 9000 Gent, Francisco Ferrerlaan 88A, gedomicilieerd te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Amaryllislaan 1, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Martine De Busscher, kantoorhoudende te 9920 Lovendegem, Molendreef 7, advocaat.

Voor eensluidend uittreksel : de klerk-griffier, (get.) B. Kosolosky. (6617)

Vrederecht van het kanton Nieuwpoort

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Nieuwpoort, verleend op 27 juni 1997, werd Allaert, Ingrid Yvonne Irma, geboren te Oostende op 3 juli 1949, wonende te 8400 Oostende, Koolmeesstraat 2, verblijvende te 8670 Koksijde (Oostende), Dewittelaan 1, in het Koningin Elisabeth Instituut, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Allaert, Roger, Koolmeesstraat 2, 8400 Oostende.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) H. Candaele, griffier. (6618)

*Mainlevée d'administrateur provisoire
Opheffing voorlopig bewindvoerder*

Vredegerecht van het kanton Vilvoorde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde van 3 juli 1997 werd aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van Mevr. Yvonne Ceuleers, wonende te 1850 Grimbergen, de Merodestraat 20, over de goederen van Mevr. De Pelsmaeker, Maria, geboren op 17 juli 1913, weduwe van wijlen de heer Ceuleers, Felix, wonende in het rusthuis « De Stichel », Romeinsesteenweg 145, te 1800 Vilvoorde, ambtshalve, een einde gesteld ingevolge het overlijden van Mevr. De Pelsmaeker, Maria, voornoemd, op 7 juni 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrikx. (6619)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Vredegerecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 24 juni 1997, R.V. 89/97, werd een einde gesteld aan de opdracht van Peeraer, Marleen, advokaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Zuidstationstraat 21, als voorlopig bewindvoerder over Bekers, René, geboren te Elzele op 18 oktober 1935, verblijvende en gedomicileerd te 9000 Gent, Aloïs Joosstraat 106.

De beschermd persoon kreeg als nieuwe voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Van Coppernolle, Lydie, wonende te 9000 Gent, Aloïs Joosstraat 106, echtgenote van Bekers, René.

Voor eensluidend uittreksel : de kerk-griffier, (get.) B. Kosolosky. (6620)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil****Bekendmaking voorgescreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek***Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op acht juli negentienhonderd zevenennegentig, hebben :

Baert, Enzo Pierre Clementine, geboren te Gent op 15 juli 1969, wonende te 9830 Sint-Martens-Latem, Vijverhoflaan 35, handelend in eigen naam;

Baert, Ilse Martine Laurent, geboren te Gent op 20 maart 1975, wonende te 9890 Gavere, Arboretumstraat 59, handelend in eigen naam en tevens handelend als gevormachte van :

Baert, Mario, geboren te Gent op 15 mei 1967, wonende te 2800 Mechelen, Schrijnstraat 19, handelend in eigen naam,

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Baert, Lucien Julien, geboren te Gent op 13 november 1946, in leven laatst wonende te 9070 Destelbergen, Dendermondesteenweg 853, en overleden te Destelbergen op 5 mei 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad* hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter

studie van Mr. René Verstringhe, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Monterreystraat 16, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Gent, 8 juli 1997.

De kerk-griffier, (get.) H. Matthijs.

(20519)

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt op zeven juli negentienhonderd zevenennegentig, blijkt dat :

Goyvaerts, Fanie Angèle, geboren te Lummen op 29 juni 1932, en wonende te 3580 Beringen, Koolmijnlaan 130, in het Nederlands verklaart heeft de nalatenschap van wijlen :

Vandebergh, Leopoldus Ludovicus, geboren te Beringen op 16 mei 1927, in leven laatst wonende te 3580 Beringen, Koolmijnlaan 75/2, en overleden te Beringen op 8 juni 1997 te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving, en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van A. Hendrickx, notaris, Harmoniestraat 2, 3580 Beringen.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad* hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Hasselt, 7 juli 1997.

De griffier, (get.) A. Thomas.

(20520)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen op acht juli negentienhonderd zevenennegentig, heeft :

Vanhooren, Pierre André Marie T.J., geboren te Mechelen op 20 augustus 1937, wonende te 2950 Zemst, Muizenstraat 178, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen :

Vanhooren, Jérôme Jean Louis, geboren te Sint-Gillis op 13 december 1919, in leven laatst wonende te 2811 Leest, Hopstraat 2, en overleden te Mechelen op 12 februari 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad* hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. V. Van de Poel, notaris, kantoorhoudende te 2580 Putte-Beerzel, Hoogstraat 86.

Mechelen, 8 juli 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) G. Helsen.

(20521)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 7 juillet 1997, a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.A. Thai Bix, dont le siège social est sis à 1050 Bruxelles, chaussée d'Ixelles 11, R.C. Bruxelles 593769, T.V.A. 455.674.920.

Juge-commissaire : M. Jacques Dumont.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 7 janvier 1997.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 6 août 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats le mardi 19 août 1997, à 9 heures, dans la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (20522)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de N.V. Thai Bix met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Elsensesteenweg 11, H.R. Brussel 593769, BTW 455.674.920.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Dumont.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

Staking der betalingen op 7 januari 1997.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldbordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, Gerechtsgebouw, Poelaertplein te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 6 augustus 1997, te 14 uur in zaal A.

Debatten op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (20522)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 7 juillet 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Italsofa, dont le siège social est sis à 1040 Bruxelles, rue Abbé Cuypers 3, R.C. Bruxelles 592422, T.V.A. 454.679.085.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 6 août 1997, à 14 heures en la salle A.

Débats le mardi 19 août 1997, à 9 heures, dans la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (20523)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Italsofa, met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Priester Cuypersstraat 3, H.R. Brussel 592422, BTW 454.679.085.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldbordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 6 augustus 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (20523)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 7 juillet 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Metalux, dont le siège social est sis à 1050 Bruxelles, avenue Louise 164 et dont le siège d'exploitation est sis à 1861 Meise (Wolvertem), Rossemhoek 9, R.C. Bruxelles 446497, T.V.A. 423.231.685.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 6 août 1997, à 14 heures en la salle A.

Débats le mardi 19 août 1997, à 9 heures, dans la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (20524)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Metalux, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Louizalaan 164, en met uitbatingszetel te 1861 Meise (Wolvertem), Rossemhoek 9, H.R. Brussel 446497, BTW 423.231.685.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldbordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 6 augustus 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (20524)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 7 juillet 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Decor Line International, dont le siège social est sis à 1070 Bruxelles, rue François Janssens 2, R.C. Bruxelles 560824, T.V.A. 447.413.191.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 août 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, dans la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (20525)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Decor Line International, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, F. Janssensstraat 2, H.R. Brussel 560824, BTW 447.413.191.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 6 augustus 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (20525)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 7 juillet 1997, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Voyages Caravelle, dont le siège social est sis à 1050 Bruxelles, avenue Louise 207/10, R.C. Bruxelles 607402, T.V.A. 452.757.792.

Juge-commissaire : M. Jacques Dumont.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 7 janvier 1997.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 août 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, dans la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (20526)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Voyages Caravelle, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Louizalaan 207/10, H.R. Brussel 607402, BTW 452.757.792.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Dumont.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

Staking der betalingen : op 7 januari 1997.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 6 augustus 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (20526)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 juillet 1997, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Maxi Bazar, dont le siège social est sis à 1050 Bruxelles, chaussée de Wavre 59, R.C. Bruxelles 599548, T.V.A. 456.090.535.

Juge-commissaire : M. Jacques Dumont.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 7 janvier 1997.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 août 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, dans la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (20527)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Maxi Bazar, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Waverssteenweg 59, H.R. Brussel 599548, BTW 456.090.535.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Dumont.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

Staking der betalingen : op 7 januari 1997.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 6 augustus 1997 te 14 uur in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (signé) A. Baum. (Pro deo) (20527)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 7 juillet 1997, a été déclarée ouverte, d'office, la faillite de la S.C.R.L. Trans Asia International, dont le siège social est sis à 1150 Bruxelles, rue de l'Eglise 96A, R.C. Bruxelles 504391, T.V.A. 443.898.222.

La date de la cessation des paiements a été fixée au 7 janvier 1997.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 6 août 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le mardi 19 août 1997, à 9 heures, dans la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (20528)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de C.V.B.A. Trans Asia International met maatschappelijke zetel te 1150 Brussel, Kerkstraat 96A, H.R. Brussel 504391, BTW 443.898.222.

Staking der betalingen op 7 januari 1997.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Me Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldbordering te doen ter griffie van de Rechtbank van Koophandel te Brussel, Gerechtsgebouw, Poelaertplein te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 6 augustus 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

De curator, (get) A. Baum. (Pro deo) (20528)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Zinocchio, avec siège social à Schaerbeek (1030 Bruxelles), chaussée d'Helmet 282, R.C. Bruxelles 550297, T.V.A. 445.214.558.

Juge-commissaire : Jean Raye.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, à la salle A.

Débats le mardi 19 août 1997, à 9 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (20530)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 juin 1997, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C.R.L. Stal Services, avec siège social à Schaerbeek (1030 Bruxelles), rue A. Lambiotte 85, en fait établie à 1020 Bruxelles, rue E. Wauters 119, R.C. Bruxelles 548816, T.V.A. 444.954.836.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Alain A. Henderickx, rue de l'Aurore 18, 1000 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Alain A. Henderickx.

(Pro deo) (20529)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 juni 1997, werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de P.V.B.A. Zinocchio, met maatschappelijke zetel te Schaarbeek (1030 Brussel), Helmetsesteenweg 282, H.R. Brussel 550297, BTW 445.214.558.

Rechter-commissaris : Jean Raye.

Curator : Me d'Ieteren, Alain, Terhulpssteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldborderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor een sluidend uittreksel : de curator, (get) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (20530)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 juni 1997, werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de C.V.B.A. Stal Services, met maatschappelijke zetel te Schaarbeek (1030 Brussel), Lambiottestraat 85, feitelijk gevestigd te 1020 Brussel, E. Wautersstraat 119, H.R. Brussel 548816, BTW 444.954.836.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : M. Alain A. Henderickx, Dageraadstraat 18, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldborderingen te doen op de griffie van de Rechtbank van Koophandel, Justitiapaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor een sluidend uittreksel : de curator, (get) Alain A. Henderickx.

(Pro deo) (20529)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.C.R.I.S. « B.D.L. », avec siège social à 1020 Bruxelles, rue Meyers-Henneau 13, R.C. Bruxelles 593656, T.V.A. 455.609.493.

Juge-commissaire : Jacques Soenen.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, à la salle A.

Débats le mardi 19 août 1997, à 9 heures, dans la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (20531)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van C.V.O.H.A. « B.D.L. », met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Meyers-Henneaustraat 13, H.R. Brussel 593656, BTW 455.609.493.

Rechter-commissaris : Jacques Soenen.

Curator : Me d'Ieteren Alain, Terhulpsesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldbordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 30 juli 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (20531)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 1er juillet 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Euro Meridian Communications, avec siège social à Forest (1190 Bruxelles), avenue Molière 116, R.C. Bruxelles 513291, T.V.A 436.124.668.

Juge-commissaire : Jacques Soenen.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (20533)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 30 juin 1997 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.A. Etablissements Risa, avec siège social à 1000 Bruxelles, rue de la Presse 4/5, R.C. Bruxelles 420050, T.V.A 401.128.553.

Juge-commissaire : Jacques Soenen.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 30 juillet 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats le mardi 19 août 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (20532)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 juli 1997 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van N.V. Euro Meridian Communications, met maatschappelijke zetel te Vorst (1190 Brussel), Molièrelaan 116, H.R. Brussel 513291, BTW 436.124.668.

Rechter-commissaris : Jacques Soenen.

Curator : Me d'Ieteren, Alain, Terhulpsesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldborderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 30 juni 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (20533)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 juni 1997 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van N.V. Etablissement Risa, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Drukpersstraat 4/5, H.R. Brussel 420050, BTW 401.128.553.

Rechter-commissaris : Jacques Soenen.

Curator : Me d'Ieteren, Alain, Terhulpsesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldborderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldborderingen op woensdag 30 juni 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten op dinsdag 19 augustus 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (20532)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 30 juin 1997 (et non 1996 comme publié précédemment par erreur), le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite de M.S.I. S.A. (Matériel et Solution informatique) exerçant les activités de commerce de détail et de gros en matériel informatique, conception de logiciels, rue de Frameries 16A, à 7033 Cuesmes. R.C. Mons 119948.

Juge-commissaire : M. de Haan.

Curateur : Me Etienne Francart, avocat, rue du Rossignol 6, 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, avant le 22 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : 5 août 1997.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Francart. (20534)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 8 juillet 1997, le tribunal de commerce de Charleroi, chambre des vacations, a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Video Screen, dont le siège social est établi à 6140 Fontaine-l'Évêque, rue du Repos 10, inscrite au registre du commerce de Charleroi, sous le n° 153374.

Les dispositions suivantes ont été adoptées :

1. Date provisoire de la cessation des paiements : le 30 juin 1997.
2. Date ultime pour le dépôt des déclarations de créances, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi : le 22 juillet 1997.
3. Clôture du procès-verbal de vérification des créances, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce : le 5 août 1997, à 8 h 30 m.
4. Débats sur les contestations éventuelles à naître de cette vérification, à l'audience ordinaire de la chambre des vacations du tribunal de commerce : le 19 août 1997, à 9 heures.
5. Juge-commissaire : M. Hubens.
6. Curateur : Me Xavier Dehombreux, avocat à Charleroi, rue de l'Athénée 15 (tél. 071/32.10.98).
7. Huissier commis : M. Demine. (Pro deo) (20535)

Par jugement du 8 juillet 1997, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré la faillite, sur aveu, de la S.A. Eclair, dont le siège est sis rue de Châtelet 7, à 6030 Marchienne-au-Pont, inscrite au R.C. de Charleroi, n° 143716.

Le même jugement a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 27 juin 1997.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée à l'audience du 5 août 1997 de la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi.

Les déclarations de créance doivent être adressées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, boulevard Général Michel 1, à 6000 Charleroi, pour le 22 juillet 1997.

Les débats à naître des contestations ont été fixés à l'audience du 18 août 1997 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Huissier : Guy Depuis.

Juge-commissaire : M. De Rudder.

Le curateur : (signé) Philippe Mathieu, avocat, boulevard de l'Yser 13, à 6000 Charleroi. (Pro deo) (20536)

Par jugement du 8 juillet 1997, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré en faillite, sur aveu, la S.P.R.L. Cangianti, dont le siège social est établi à 7134 Leval-Trahegny, route de Charleroi 165, inscrite au registre de commerce de Charleroi, sous le n° 188007.

Par le même jugement, le tribunal a fixé la date provisoire de cessation de paiement au 8 juillet 1997.

Juge-commissaire : M. Derudder, J.F., rue de la Résistance 16, à 6032 Mont-sur-Marchienne.

Curateur : Me Francis Hertsens, avocat à Charleroi, rue de la Justice 1a, à 6000 Charleroi.

Dépôt des créances : avant le 22 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : à 8 h 30 m, le 5 août 1997.

Débats sur contestations : à 9 heures, le 18 août 1997.

Pour extrait conforme, le curateur, (signé) F. Hertsens.

(Pro deo) (20537)

Tribunal de commerce Dinant

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 8 juillet 1997, la S.A. « Car Achêne », dont le siège social est établi à 5590 Achêne (Ciney), route de Spa 1, inscrite au R.C. de Dinant, sous le n° 42729, a été déclarée en faillite, sur aveu.

L'époque de la cessation des paiements est reportée à six mois.

Curateur : Jean-Marc Bouillon, avocat à 5500 Dinant, rue Daoust 38.

Juge-commissaire : M. Louis Viroux, président consulaire.

Les créances doivent être déposées dans les vingt jours à compter du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Dinant.

Le curateur, (signé) J.-M. Bouillon. (Pro deo) (20538)

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 8 juillet 1997, la S.P.R.L. « Medi-Consult », en liquidation, dont le siège social est établi à 5500 Dinant, avenue de la Déportation 9, inscrite au R.C. de Dinant, sous le n° 44251, a été déclarée en faillite, sur aveu.

L'époque de la cessation des paiements est reportée à six mois.

Curateur : Jean-Marc Bouillon, avocat à 5500 Dinant, rue Daoust 38.

Juge-commissaire : M. Louis Viroux, président consulaire.

Les créances doivent être déposées dans les vingt jours à compter du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Dinant.

Le curateur, (signé) J.-M. Bouillon. (Pro deo) (20539)

Tribunal de commerce de Huy

Les créanciers admis au passif de la faillite de Gerards, Astrid, épouse Englebert, Lucien, née à Friederich-Wilhelm Hutte, le 26 janvier 1947, commerçante, domiciliée au moment de sa faillite à Ouffet, route de Hody 217A, inscrite au R.C. Huy, sous le n° 27737.

Sous la curatelle de : Me Alexis Housiaux, avocat à 4500 Huy, rue du Marais 1.

Jugement déclaratif de faillite du 9 mai 1978.

Sont convoqués en assemblée générale pour le lundi 8 septembre 1997, à 10 heures, au tribunal de commerce de Huy, audit Huy, quai d'Arona 4, 2^e étage, salle des enquêtes.

Pour entendre le rapport des curateurs sur l'état de la faillite et le résultat de la liquidation.

Ils seront ensuite appelés à se prononcer sur les propositions de la faillie, si celle-ci croit pouvoir en formuler pour obtenir un concordat.

Les créanciers admis au passif de la faillite sont également invités à assister à la reddition des comptes que fera le curateur à ladite faillite et à donner leur avis sur l'excusabilité de la faillie, s'il y a lieu.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me A. Housiaux. (20540)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement prononcé par la troisième chambre du tribunal de commerce de Liège, en date du 30 juin 1997, la S.P.R.L. S.P. Mode, établie et ayant son siège social à 4600 Visé, rue Haute 23A, inscrite au registre du commerce de Liège, sous le n° 167143 avec date du début des opérations commerciales, le 11 février 1989, pour l'exploitation d'un commerce de détail en confection hommes, dames et enfants, trousseau pour hommes et garçonnets, dames et fillettes, jouets, ... sous la dénomination « Visé-Textiles », a été déclarée en faillite. Les curateurs désignés en sont Me Georges Rigo et Me Joëlle Delhaxhe, avocats, dont l'étude est établie avenue Emile Digneffe 60, à 4000 Liège.

Le jugement déclaratif de faillite a fixé date au mardi 12 août 1997 pour le dépôt du procès-verbal de vérification de créances en la salle des faillites et au mardi 2 septembre 1997 à l'audience de la troisième chambre pour le débat sur les contestations de créances.

(Signé) G. Rigo, curateur. (20541)

Par jugement prononcé par la 3e chambre du tribunal de commerce de Liège en date du 3 juillet 1997, la S.P.R.L. La Souveraine, établie et ayant son siège social à 4100 Seraing, rue Paquay 25, inscrite au registre du commerce de Liège sous le n° 133.364 avec date du début des opérations commerciales le 15 juin 1979, pour une entreprise de construction de bâtiments, de travaux de carrelage,... », a été déclarée en faillite. Les curateurs désignés en sont Me Georges Rigo et Me Joëlle Delhaxhe, avocats, dont l'étude est établie avenue Emile Digneffe 60, à 4000 Liège.

La faillite de la S.P.R.L. a été déclarée sur aveu et le jugement déclaratif reporté à la date du 3 janvier 1997 la cessation de paiements.

Le jugement déclaratif a fixé date au mardi 12 août 1997 en la salle des faillites pour le dépôt du procès-verbal de vérification de créances et au mardi 2 septembre 1997 à l'audience de la 3e chambre pour le débat sur les contestations de créances. (20542)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du tribunal de commerce de Mons du 8 juillet 1997, la faillite sur assignation de Rodipri S.A., dont le siège social est sis 7390 Quaregnon, rue du Village 4, exploitant un commerce de détail en alimentation générale et articles de ménage sous la dénomination Nopri, R.C. Mons n° 133839.

Cessation des paiements : 8 janvier 1997.

Curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Dépôt des déclarations de créances pour le 28 juillet 1997.

Clôture du procès-verbal de déclaration des créances le 19 août 1997.

Débats sur les contestations le 1er septembre 1997.

Pour extrait conforme, le curateur, (signé) E. Descamps. (20543)

Tribunal de commerce de Namur

Par ordonnance de M. le juge commissaire à la faillite, les créanciers à la faillite de la S.A. Ateliers de Constructions de Jambes, en abrégé « Ateliers de Constructions de Jambes-Namur » dont le siège social était établi rue de la Gare fleurie 16, à 5100 Jambes (R.C. Namur n° 62), faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Namur du 11 juillet 1986, sont convoqués pour l'assemblée de reddition des comptes qui sera tenue le mercredi 16 juillet 1997, à 11 h 30 m, au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, premier étage, à Namur. La présence des créanciers n'est pas obligatoire.

Pour les curateurs Mes Georges-Albert Dal, avocat à Bruxelles et Paul Bourtembourg, avocat à Namur, (signé) Me Paul Bourtembourg. (20544)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 9 juli 1997 is Brabo Shipping & Trucking N.V., Vlaamse Kaai 90, 2000 Antwerpen - 1, onderneming voor goederenbehandeling, H.R. Antwerpen 284060, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer J. Rogiest.

Curator : Mr. J. Vroman, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen-1.

Datum van staking van betaling : 9 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór : 29 juli 1997.

De curator, Vroman. (20545)

Bij vonnis in datum van 9 juli 1997 is Van Reet B.V.B.A., Pierstraat 221/2, 2840 Rumst, groothandel in vers of diepgevroren fruit en groenten, H.R. Antwerpen 313860, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer J. Rogiest.

Curator : Mr. J. Vroman, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 9 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór : 29 juli 1997.

De curator, Vroman. (20546)

Bij vonnis in datum van 8 juli 1997 is Belgograph B.V.B.A., Antwerpsestraat 136, 2640 Mortsel, werkplaats voor graveerkunst, H.R. Antwerpen 239981, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer H. Arts.

Curator : Mr. A. Van den Cloot, Frankrijklei 115, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 8 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie voor : 28 juli 1997.

De curator, Van den Cloot. (20547)

Aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Pacific, met zetel te 2600 Berchem, Hilda Ramstraat 62, H.R. Antwerpen 310448.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris E. Marstboom zijn de schuldeisers, aangenomen op het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20, gerechtsgebouw, 2e verdieping, ingang Stockmansstraat, op 8 september 1997, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening. Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde vennootschap, indien deze een concordaat na failliet wenst te komen, en tevens over de afrekening van het faillissement.

De curator, J. Meerts. (20548)

Aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Timco, met zetel te 2030 Antwerpen, Boterhamvaartweg, kaai 138, H.R. Antwerpen 296253.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris W. Bastiaans zijn de schuldeisers, aangenomen op het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20, gerechtsgebouw, 2e verdieping, ingang Stockmansstraat, op 5 september 1997, te 9 u. 15 m. voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening. Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde vennootschap, indien deze een concordaat na failliet wenst te bekomen, en tevens over de afrekening van het faillissement.

De curator, K. Jacob. (20549)

Aan de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Charphil, met zetel te 2018 Antwerpen, Clementinastraat 52, H.R. Antwerpen 211004.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris G. De Block zijn de schuldeisers, aangenomen op het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering in de gehoorzaal, zaal 20, gerechtsgebouw, 2e verdieping, ingang Stockmansstraat, op 5 september 1997, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening. Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde vennootschap indien deze een concordaat na failliet wenst te bekomen.

De curator, D. Devroe. (20550)

Bij vonnis in datum van 7 juli 1997 is D.I. Products B.V.B.A., Liersesteenweg 53, 2640 Mortsel, uitbating van een kantoor voor mechanografische werken, H.R. Antwerpen 299216, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Segers.

Curator : M. Berneman, Leopoldstraat 1, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 7 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór : 28 juli 1997.

De curator, Berneman. (20551)

Bij vonnis in datum van 7 juli 1997 is Mercury Electronics N.V., Sterrenlaan 125, 2610 Wilrijk (Antwerpen), groothandel in metalen meubelen, H.R. Antwerpen 221447, op bekentenis failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Herck.

Curator : Mr. Van Meensel, E., Bolwerkstraat 9, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 7 juli 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie vóór : 28 juli 1997.

De curator, Van Meensel. (20552)

Bij vonnis, in datum van 4 april 1996, is de datum van staking der betalingen in het faillissement N.V. Etablissement Gaston Van Obbergen, met zetel te 2060 Antwerpen, Handelstraat 107, H.R. Antwerpen 190061, uitgesproken op 20 februari 1996, op 20 augustus 1995 teruggebracht.

De curator, B. Quanjard. (20553)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, werd op bekentenis in faling verklaard :

De N.V. Horeca Trade, met zetel gevestigd te 8450 Bredene, Fritz Vinckelaan 234, tot 4 juli 1997 te 8400 Oostende, Zandvoordestraat 492, en ingeschreven in het handelsregister te Brugge, afdeling Oostende, onder het nr. 46612, voor het verhuren van divers materieel en onderneming in onroerende goederen.

Datum van staking van betalingen : 7 januari 1997.

Indienen der schuldvorderingen : 27 juli 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie der ingediende schuldvorderingen : vrijdag 29 augustus 1997, om 16 u. 15 m.

Behandeling der betwiste schuldvorderingen : donderdag 11 september 1997, om 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Luc Vandaele.

Curator : Mr. Bert Dehullu, advocaat te 8680 Koekelare, Ichtegemstraat 8.

De curator, (get.) Bert Dehullu. (20554)

Bij vonnis d.d. 7 juli 1997 van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, werd op bekentenis in faling verklaard :

De N.V. Agrotel, met zetel gevestigd te 8450 Bredene, Fritz Vinckelaan 234, tot 4 juli 1997 te 8400 Oostende, Zandvoordestraat 492, en ingeschreven in het handelsregister te Brugge, afdeling Oostende, onder het nr. 36386, voor groothandel in artikelen van glas, porselein en gleiswerk voor nijverheidsoeleinden en snijgereedschap.

Datum van staking van betalingen : 7 januari 1997.

Indienen der schuldvorderingen : 27 juli 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie der ingediende schuldvorderingen : vrijdag 29 augustus 1997, om 16 uur.

Behandeling der betwiste schuldvorderingen : donderdag 11 september 1997, om 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Luc Vandaele.

Curator : Mr. Bert Dehullu, advocaat te 8680 Koekelare, Ichtegemstraat 8.

De curator, (get.) Bert Dehullu. (20555)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

De rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, tweede kamer, heeft bij vonnis van 2 juli 1997, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard :

De heer Blommaert, Arthur, wonende te Aalst (Nieuwerkerken), Edixvelde 61, handeldrijvende onder de benaming « Erondegem Cars », te Erpe-Mere (Erondegem), en ingeschreven in het H.R. te Aalst, onder nr. 51864.

Rechter-commissaris : Nevens, Dirk.

Tijdstip ophouden betaling : 2 januari 1997.

Curator : Cobbaert, Rudy, advocaat te 9400 Ninove, Brusselsesteenweg 88.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Graanmarkt 3, 9300 Aalst, binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen vanaf het vonnis van faillietverklaring.

Sluiting proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : 11 september 1997, om 9 u. 40 m., Graanmarkt 3, 9300 Aalst.

Behandeling der betwistingen : 19 september 1997, om 9 u. 30 m. voor de tweede kamer der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Cobbaert, Rudy, curator. (20556)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van 7 juli 1997 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, eerste kamer, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. International Textile Connection, in het kort : « ITC », met maatschappelijke zetel te 8530 Harelbeke, Elfde Juliestraat 112, ingeschreven in het handelsregister te Kortrijk, onder nr. 127192 : groothandel in leder, bereide huiden, marokijnwaren, reisartikelen, schoenen, breigoed, confectie voor heren en dames en babyuitzet, modeartikelen, schoonheidsproducten, toiletartikelen, fantasieuwelen, artikelen voor uitstallramen, reclame en tentoonstellingen.

Tijdstip van de ophouding der betalingen vastgesteld op zes maanden vóór faillissementsvonnis.

Rechter-commissaris : de heer I. Rodenbach, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Vincent Bonte, advocaat te 8560 Wevelgem-Moorsele, Secr. Vanmarckelaan 25.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 27 juli 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen op woensdag 20 augustus 1997, om 9 u. 15 m., ter rechtkant.

Debatten sputtend uit dit onderzoek op donderdag 25 september 1997, om 10 uur, in de gewone gehoorzaal van de rechtkant van koophandel te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Vincent Bonte.
(20557)

Krachtens bevelschrift de dato 26 juni 1997 van de heer Raphaël Delabie, rechter-commissaris van het faillissement van de heer Mario-Guillaume Iseux, geboren te Ieper op 22 augustus 1963, wonende te 8930 Menen-Lauwe, Leiestraat 5, ingeschreven in het H.R. Kortrijk, onder het nummer 121997, restauranthouder, traiteur-banketannemer, drankgelegenheid, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de derde kamer van de rechtkant van koophandel te Kortrijk, de dato 25 april 1997, worden de schuldeisers definitief of voorlopig aanvaard in het passief van het faillissement, uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal doorgaan in de gehoorzaal van de rechtkant van koophandel, te Kortrijk, Gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10a, op woensdag 20 augustus 1997, te 10 u. 15 m., ten einde mededeling te horen over de toestand van het faillissement en te beraadslagen over de gebeurlijke voorstellen tot concordaat.

Voor gelijkvormig afschrift : (get.) Mr. Johan Vansuyt, advocaat, Lauwbergstraat 110, 8930 Menen-Lauwe.
(20558)

Bij vonnis d.d. 3 juli 1997 werd door de rechtkant van koophandel te Kortrijk, eerste kamer, in staat van faillissement verklaard de heer Snyers, Johnny, wonende te 8930 Menen, Kortrijkstraat 191, ingeschreven in het handelsregister te Kortrijk, onder nr. 131441 : drankgelegenheid.

Tijdstip van ophouding van betaling vastgesteld op zes maanden vóór faillissementsvonnis.

Rechter-commissaris : de heer Jo Devoldere, rechter in handelszaken in de rechtkant van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Luk Deceuninck, advocaat te 8930 Menen, Fabiolaan 43.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtkant van koophandel te Kortrijk, burgemeester Nolfstraat 10a, vóór 23 juli 1997.

Sluiting van proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen op woensdag 13 augustus 1997, om 9 u. 45 m.

Debatten sputtend uit dit onderzoek op donderdag 18 september 1997, om 10 uur, telkens in de gewone gehoorzaal van de rechtkant van koophandel te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) L. Deceuninck, (Pro deo)
(20559)

Faillissement van de B.V.B.A. Nathalie, met maatschappelijke zetel te 8790 Waregem, Stormestraat 123, en ingeschreven in het handelsregister te Kortrijk, onder het nummer 131791, in staat van faillissement verklaard bij vonnis d.d. 3 juni 1996 door de rechtkant van koophandel te Kortrijk.

Bij bevelschrift van de heer rechter-commissaris Frans Vankeirsbilck, worden de schuldeisers, wier schuldvordering erkend of voorlopig toegelaten is, bijeengeroepen op woensdag 27 augustus 1997, te 9 u. 45 m., in de gewone gehoorzaal van de rechtkant van koophandel te Kortrijk, burgemeester Nolfstraat 10A (eerste verdieping), dit ten einde mededeling te horen doen over de toestand van het faillissement en te beraadslagen over de gebeurlijke voorstellen van de gefailleerde tot concordaat.

De curator, (get.) Joris J. De Smet, advocaat te 8790 Waregem, Westerlaan 37/01.
(20560)

Rechtkant van koophandel te Oudenaarde

Bij bevelschrift van Mevr. Boumon, rechter-commissaris, worden de schuldeisers van het faillissement van de B.V.B.A. Brutys, gevestigd te 9600 Ronse, Couple Voie 87, bus 1, opgeroepen tot de concordataire vergadering.

Deze gaat door op donderdag 25 september 1997, om 11 uur, in de gehoorzaal van de rechtkant van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, eerste verdieping.

Op deze vergadering zullen de curatoren verslag uitbrengen over de stand van dit faillissement en de vermoedelijke vooruitzichten.

(Get.) de curatoren, Carla Van den Berghe, Van Malleghem, Dominique.
(20561)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par acte reçu par le notaire Michel Cornelis, à Anderlecht, ce 27 juin, les époux M. Buisseret, Marc Richard Philippe, gérant, né le 10 janvier 1960 à Charleroi, et son épouse, Mme Van Someren, Arlette Célestine Louise, née le 27 mai 1960 à Berchem-Sainte-Agathe, demeurant ensemble à Molenbeek-Saint-Jean, 47, bte 1, avenue Carl Requette, mariés sous le régime de la communauté légale suivant contrat de mariage du notaire André Belmans, à Anderlecht, en date du 17 janvier 1981, ont apporté des modifications à leur régime matrimonial, étant l'adoption du régime de séparation de biens et soumis celle-ci à l'homologation par le tribunal de première instance de Bruxelles.

Fait à Anderlecht, le 27 juin 1997.

Pour les parties, (signé) Michel Cornelis, notaire.
(20562)

Par requête en date du 25 juin 1997, M. Aurélio Carestiato, gérant de société, né à Montignies-sur-Sambre le 19 mai 1961, et son épouse, Mme Carine Blanche Roberte M. Biron, enseignante, née à Charleroi le 3 janvier 1962, domiciliés ensemble à Châtellet, rue de Couillet 307, ont sollicité, du tribunal civil de première instance de Charleroi, l'homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Axel Charpentier, notaire à Sombrefe, en date du 25 juin 1997, ledit changement porte adoption du régime de séparation des biens.

(Signé) A. Charpentier, notaire.
(20563)

Par requête en date du 6 juillet 1997, M. Henri François Antoine Ghislain Tromme, électricien, né à Bouvignes le 15 février 1950, et son épouse, Mme Carine Ghislaine Virginie Maria Larock, secrétaire, née à Waremme le 23 mars 1963, demeurant à Crisnée, rue Louis Happart 45, ont sollicité, du tribunal de première instance de Liège, l'homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial reçu par Me Alain Delière, notaire à Chênée-Liège, le 20 juin 1997, et visant à remplacer le régime de séparation de biens existant entre eux en un régime de séparation de biens avec société à caractère accessoire et limité.

(Signature illisible)
(20564)

Bij verzoekschrift van 27 juni 1997 hebben de heer Wim Maurits Adrien Bontrock, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Annelies Romy Margareta De Bondt, bediende, samenwonende te Merchtem, Nieuwbaan 17, een aanvraag ingediend tot homologatie van het kontrakt houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor Mr. Benedikt van der Vorst, notaris te Elsene, op 27 juni 1997.

Namens de echtgenoten, (get.) Benedikt van der Vorst, notaris.
(20565)

Bij vonnis van de 27e kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 13 mei 1997 werd de akte verleden voor Stefaan Van den Eynde, notaris te Meise, op 6 maart 1997, inhoudende wijziging van het huwelijksstelsel van de heer Johan Jozef Henri Pascal Vijverman, tandarts, geboren te Brugge op 1 april 1953 en zijn echtgenote, Mevr. Christiane Irène Marie Paul Vanderhasselt, kunstschilder, geboren te Brussegem op 10 oktober 1953, samenwonende de Meise (Brussegem), Pastoriestraat 4, gehomologeerd.

(Get.) S. Van den Eynde, notaris.

(20566)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Volgens vonnis verleend op 20 juni 1997, door de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, werd de akte houdende wijziging huwelijkscontract tussen de heer Vereecken, Lucien Constant, onderwijzer, geboren te Lede op zestien augustus negentienhonderd zevenendertig, en zijn echtgenote, Mevr. Moortgat, Ghislene Therese Anna Roger, onderwijzeres, geboren te Aalst op achttien april negentienhonderd negenendertig, samenwonende te Lede, Dr. E. Rubbenslaan 9, verleden voor notaris Jean Claude Buys, te Lede, op 28 november 1996, en verbeterd bij akte verleden voor zelfde notaris op 11 april 1997, gehomologeerd.

Lede, 8 juli 1997.

Voor de verzoekers, (get.) notaris J.C. Buys.

(20567)

Bij verzoekschrift van één juli negentienhonderd zevenennegentig hebben de heer Omer Albert Elisabeth Vercauteran, zelfstandige, en zijn echtgenote, Mevr. Annita Arthur Maria Van Raemdonck, telefoniste, samenwonend te Sint-Niklaas (Belsele), Kruisstraat 151, aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde de homologatie gevraagd van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Paul Flies, te Hamme, op twintig juni negentienhonderd zevenennegentig, waarbij de inbreng van diverse onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen en de overgang van het beheer der gemeenschap van aanwinsten naar het stelsel der algemene gemeenschap voorzien werden.

Namens de verzoekers, (get.) Paul Flies, notaris te Hamme. (20568)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij verzoekschrift van 8 juli 1997 hebben de heer Luc Wille, meester-gast, en zijn echtgenote, Mevr. Viviane Vandewiele, bediende, samenwonende te Zomergem, Grote Steenweg 28/A, voor de rechtbank van eerste aanleg te Gent de homologatie gevraagd van een akte verleden voor notaris Thibault Van Belle, te Zomergem, op 8 juli 1997, houdende wijziging van huwelijksvoorraarden en in 't bijzonder : wijziging naar een stelsel van algemene gemeenschap van goederen, met inbreng van onroerend goed.

Voor de verzoekers, (get.) Thibault Van Belle, notaris. (20569)

Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk van 5 juni 1997 werd de akte houdende wijziging van het huwelijks-vermogensstelsel van de heer Jaak Theodoor Lodewijk Goddeeris, gepensioneerde, geboren te Kortrijk op 22 december 1924, en zijn echtgenote, Mevr. Monika Godelieve Kamilla Coppens, huisvrouw, geboren te Kortrijk op 7 februari 1931, samenwonende te Kortrijk-Marke, Pottelberg 132, verleden voor notaris Paul-Albert Maertens, te Kortrijk, op 25 april 1997, gehomologeerd. Het wettelijk stelsel werd behouden maar onroerende goederen werden door de heer Goddeeris in het gemeenschappelijk vermogen ingebracht.

Namens verzoekers, (get.) notaris Paul-Albert Maertens. (20570)

Bij verzoekschrift van vijfentwintig juni negentienhonderd zeven-ennegentig hebben de heer Marc René Hoste, metaalbewerker, en zijn echtgenote, Mevr. Linda Maria Vercaemst, arbeidster, samenwonende te Deerlijk, Fabiolalaan 36, voor de burgerlijke rechtbank van Kortrijk een vraag ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Ignace Saey, te Deerlijk, op vijfentwintig juni negentienhonderd zevenennegentig.

Voor de verzoekers, (get.), Ignace Saey, notaris.

(20571)

Rechtbank van eerste aanleg te Leuven

Bij verzoekschrift van 19 juni 1997 hebben de echtgenoten Marc Vandezande, schrijnwerker, geboren te Lubbeek op 11 november 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Nancy Annie Elly Fobelets-Cresens, bediende, geboren te Leuven op 18 maart 1970, samenwonende te Rotselaar, sektie Wezemala, Abdijlaan 10 aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Leuven de homologatie gevraagd van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Christian Maes, te Leuven, op 19 juni 1997, en inhoudende behoud van het wettelijk stelsel met inbreng van een onroerend goed.

(Get.), C. Maes.

(20572)

Successie vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance délivrée en chambre du conseil par la 3e chambre du tribunal de première instance de Liège le 19 juin 1997, M. Paul Willem, avocat juge suppléant, domicilié à 4000 Liège, rue de Chastre 18, a été nommé en qualité de curateur à la succession réputée vacante de Mme Lambert, Lucienne Mariette Fulvie, née à Awans le 3 février 1902, veuve de Joris, Gaston, en son vivant domiciliée à Liège, avenue de l'Observatoire 84, bte 52, et décédée à Grâce-Hollogne le 27 juin 1996.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter le curateur P. Willem. (20573)

De burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, vijfde kamer, heeft bij beschikking van 30 juni 1997 als curator aangesteld over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Vloeberghs, Jeanne Paule Elise Ghislaine Simonne, geboren te Leuven op 5 juli 1909, in leven laatst verblijvend te 3500 Hasselt, Salvatorziekenhuis, Salvatorstraat 10, overleden te Hasselt op 25 augustus 1996 : Mr. Wilfried Plessers, advocaat te 3500 Hasselt, Stadsomvaart 80.

De schuldeisers dienen binnen de drie maanden vanaf huidige publicatie aangifte van hun schuldvordering te doen bij de curator.

Voor een sluitend uitreksel, (get.) Mr. W. Plessers, curator. (20574)

Bij vonnis van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, vijfde kamer, van 30 juni 1997, (A.R. 97.768.B), werd Mr. Luc Malfroid, advocaat te 3550 Heusden-Zolder, er kantoorhoudende Abelenlaan 4, aangesteld als curator om de onbeheerde nalatenschap van wijlen Steurs, Augustijn Jozef Joanna Maria, geboren te Oud-Turnhout op 19 juli 1933, in leven laatst wonende te 3582 Beringen-Koersel, Wulpstraat 50, en overleden te Beringen op 4 februari 1997, te beheren.

De schuldeisers of legatarissen worden verzocht hun rechten te laten kennen bij aangetekend schrijven aan de curator binnen een termijn van drie maanden na deze publicatie.

Voor een sluitend uitreksel, (get.) L. Malfroid, advocaat. (20575)

Séparation de biens – Scheiding van goederen

Par jugement rendu par le tribunal de première instance séant à Nivelles, 7^e chambre, affaires civiles, en date du 27 mai 1997 et signifié suivant exploit de l'huissier de justice Serge Pollak, de résidence à Wavre, venelle des Mérisiers 9, en date du 1^{er} juillet 1997, Mme Beauvois, Marie-Anne, kinésithérapeute, née le 10 avril 1957, domiciliée à Dion-Valmont, avenue des Deux Censes 28, est et demeurera séparée

quant aux biens d'avec son époux M. Meyer, Marc, administrateur de société, né le 25 août 1956, domicilié à Dion-Valmont, avenue des Deux Censes 28. Ledit jugement dit également qu'elle reprendra la libre disposition des biens apportés par elle en mariage, de ceux qui lui sont échus pendant le mariage et de ceux qui pouvaient lui échoir par la suite. Il sera en outre procédé aux opérations de comptes, liquidation et partage de la communauté ayant existé entre parties et à la liquidation des reprises et récompenses.

Pour extrait conforme, (signé) l'huissier de justice.

(20576)

**Société mutualiste « Mutualité G+ », 700/11,
rue du Luxembourg 19, bte 2, 1000 Bruxelles****Conseil d'administration — Nomination de deux administrateurs**

L'assemblée générale de la société mutualiste qui s'est tenue le 26 juin 1997 a élu MM. Christian Roulling et Nicolas Ghijsselinck, administrateurs, portant ainsi le nombre d'administrateurs à 18.

(20577)

**Maatschappij van onderlinge bijstand « Ziekenfonds G+ », 700/11,
Luxemburgstraat 19, bus 2, 1000 Brussel****Raad van bestuur — Benoeming van twee bestuurders**

De algemene vergadering van 26 juni 1997 heeft de heren Christian Roulling en Nicolas Ghijsselinck als bestuurders benoemd, zodat het aantal bestuurders nu 18 bedraagt.

(20577)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 15 juillet 1997 — BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 15 juli 1997

**Publication faite en exécution de l'article 72bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales****Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 72bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen****« Servanal », société anonyme, à Uccle, rue Zandbeek 94**

R.C. Bruxelles 544199

Conformément à l'article 72bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales il est renseigné aux créanciers que par acte reçu par le notaire François Dhont, à Saint-Josse-ten-Noode, le 27 juin 1997, le capital de la société anonyme « Servanal » a été réduit, par remboursement en espèces à concurrence de 850 000 francs.

Les créanciers disposent d'un délai de deux mois, à compter de la publication de cette annonce, pour requérir de la société les mesures de protection, comme prévu à l'article 72bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

(20579)

Le conseil d'administration.